



HAL
open science

Rapport scientifique du projet PSDR ACTeR : Attractivité et compétitivité des territoires ruraux : quels modes de gestion publique des dynamiques rurales ?

Jeanne Dachary-Bernard, M. Peyrefitte

► **To cite this version:**

Jeanne Dachary-Bernard, M. Peyrefitte. Rapport scientifique du projet PSDR ACTeR : Attractivité et compétitivité des territoires ruraux : quels modes de gestion publique des dynamiques rurales ?. [Rapport de recherche] irstea. 2011, pp.103. <hal-02598955>

HAL Id: hal-02598955

<https://hal.inrae.fr/hal-02598955v1>

Submitted on 16 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization



PROJET ACTER

Attractivité et compétitivité des territoires ruraux : quels modes de gestion publique des dynamiques rurales ?

RAPPORT SCIENTIFIQUE

Marilyne PEYREFITTE (GREThA)

Coordinatrice du projet

20 décembre 2011



Rapport scientifique de fin de projet

Programme PSDR 3 (2007-2011)

ACTER

Régions concernées : Aquitaine (France) et Castilla-la Mancha (Espagne)

Dates de début et de fin de projet : Fin 2009 - 2012

Titre du projet

Attractivité et compétitivité des territoires ruraux : quels modes de gestion publique des dynamiques rurales ?

Responsable scientifique du projet

Civilité (M, Mme, Mlle)	Mme	MCF		Nom	PEYREFITTE	Prénom	Marilyne
Adresse électronique	peyrefit@u-bordeaux4.fr			Tél	05 56 86 85 91	Fax	05 56 84 86 47
Etablissement	Université Montesquieu-Bordeaux IV						
Unité (nom complet)	GREThA (Groupe de Recherche en Economie Théorique et Appliquée)						
Département							
N° d'unité	UMR CNRS 5113						
Directeur d'unité	Marc-Alexandre Sénégas						
Adresse	Avenue Léon Duguit						
Code postal	33608			Ville	Pessac Cedex		

Rédacteur de ce rapport

Civilité, prénom, nom	Marilyne PEYREFITTE
Téléphone	05 56 86 85 91 / 06 76 87 32 21
Adresse électronique	peyrefit@u-bordeaux4.fr
Date de rédaction	Décembre 2011

Mots clés libres associés au projet (5 maximum)

Français	<i>Dynamiques foncières, aménités littorales, choix multiples, gestion imbriquée, théorie de l'action</i>
Anglais	<i>Land dynamics, littoral amenities, multiples choice, imbricated management, theory of the action</i>

Soutien total demandé au programme PSDR (en euros) : 107 000 euros

Principaux laboratoires de recherche participants (Laboratoire 1 = porteur du projet)

Labo- ratoire n°	Nom du correspondant principal	Prénom	Titre ou grade	Adresse électronique	Discipline	Unité	Etablissement	Département de recherche (le cas échéant)
1	Peyrefitte	Marilyne	MCF	peyrefit@u-bordeaux4.fr	Economie	GREThA	Université Montesquieu- Bordeaux IV	GREThA
2	Dachary-Bernard	Jeanne	CR	jeanne.dachary-bernard@cemagref.fr	Economie	ADBX	Cemagref	
3	Labat	Didier	Ingénieur	Didier.Labat@developpement-durable.gouv.fr	Sciences de l'environnement	DAIT/UTENV	CETE du Sud-Ouest	
4	Sanz Gomez	Mercedes	Professor	Maria.Sanz@uclm.es	Economie	Facultad de Ciencias Economicas y Empresariales de Albacete	Universidad de Castilla-La Mancha (Espana)	

Acteurs et réseaux d'acteurs collaborant au projet (Acteur 1 = le référent acteur, le cas échéant)

Acteur n°	Organisme	Sigle de l'organisme	Nom du correspondant principal	Prénom	Fonction	Adresse électronique	Ville
1	SAFER-Aquitaine Atlantique	SAFER-AA	Pouget	Pierre	Directeur général	pouget@saferaa.com	Bruges
2	SYSDAU	Syndicat du SCOT de l'aire métropolitaine de Bordeaux	Mme Récalde (Mme Labèque)	Marie	Directrice	sylvia.labeque@sysdau.fr	Bordeaux
3	Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne	PNRLG	Trijoulet	Laurent	Directeur	l.trijoulet@parc-landes-de-gascogne.fr	Belin-beliet
4	Maison de la Nature du Bassin d'Arcachon (Le Teich)		Hidalgo	Véronique	Directrice	v.hidalgo@parc-landes-de-gascogne.fr	Le Teich
5	Conseil Régional Aquitaine (Direction du Développement rural)	CRA	Jaubert (Plantade)	Eric (Odile)	Chargé de Mission	eric.jaubert@aquitaine.fr	Bordeaux
6	Pays et Quartiers d'Aquitaine	PQA	Steffan	Xavier	Chargé de mission	xavier.steffan@aquitaine-pqa.fr	Bordeaux
7	Communauté de Communes du Val de Garonne	CCVAL	Parizeau	Frédéric	Directeur du service des Politiques contractuelles	fparizeau@cc-val-de-garonne.fr	Marmande
8	Communauté de Communes du Grand Villeneuvois		Martin	Christophe	Directeur du service Développement économique	cmartin@cc-villeneuvois.fr	Villeneuve-sur-Lot
9	SGAR – Préfecture de Région	SGAR	Caillaud	Laurent	Chargé de mission	laurent.caillaud@aquitaine.pref.gouv.fr	Bordeaux
10	Comarca de La Manchuela. (Castilla-La Mancha- España)		Jiménez Ramírez	Malaquías	Gerente del Centro de Desarrollo Rural	malaquias@lamanchuela.es	

SOMMAIRE

1. RESUME CONSOLIDE PUBLIC	5
Résumé consolidé public en français	5
Résumé consolidé public en anglais.....	7Erreur ! Signet non défini.
2. MEMOIRE SCIENTIFIQUE	9
2.1 Résumé du mémoire	9
2.2 Enjeux et problématique, état de l'art.....	10
2.3 Présentation des terrains	11
2.4 Présentation et implication des partenaires	13
2.5 Approche scientifique et technique.....	15
2.6 Réalisations et résultats obtenus	17
2.7 Exploitation des résultats et valorisation	20
2.8 Contribution au développement régional et territorial.....	21
2.9 Discussion	23
2.10 Conclusions.....	24
2.11 Références.....	24
3. IMPACT DU PROJET	30
3.1 Valorisation scientifique	30
3.1.1 Actions de valorisation scientifique	30
3.1.2 Liste des publications et communications.....	30
3.2 Valorisation opérationnelle	35
3.2.1 Actions de valorisation opérationnelle	35
3.2.2 Liste des éléments de valorisation	35
3.3 Valorisation par la formation.....	37
3.3.1 Actions de formation	37
3.3.2 Liste des éléments de formation.....	37
3.4. Liste des livrables	40
3.5 Gouvernance de l'ensemble du projet de recherche	42
3.6 Bilan des contributions individuelles aux projets de recherche.....	45
3.6.1 Contributions des personnels des organismes de recherche et partenaires .	45
3.6.2 Bilan et suivi des personnels recrutés en CDD (hors stagiaires)	46
Liste des Annexes	Erreur ! Signet non défini.
Sommaire Dossier technique joint.....	102

1. RESUME CONSOLIDE PUBLIC

➤ *Résumé consolidé public en français*

Projet ACTER – Attractivité et compétitivité des territoires ruraux : quels modes de gestion publique des dynamiques rurales ?

Une recherche sur les interactions entre les dynamiques foncières et les formes d'action territoriale.

Les territoires ruraux connaissent des évolutions différenciées, produisant des *configurations variées* qui vont d'un fort dynamisme sous le double effet de la rurbanisation et de la littoralisation à une dévitalisation relative. Le constat est celui d'une *diversification des usages du sol* avec une combinaison de plusieurs fonctions évoluant sans nécessairement se superposer, mais pouvant s'articuler autour de la valorisation de ressources spécifiques susceptibles de rendre ces territoires attractifs. Selon les situations locales, l'enjeu sera soit d'atténuer les coûts de l'attractivité (espace convoité), soit de bénéficier des gains d'une nouvelle attractivité (espace revalorisé). Cet enjeu pose la *question des formes d'action territoriale privilégiées* ou à mettre en œuvre permettant d'accompagner les dynamiques émergentes, de réguler les pressions induites (foncières, sociales, environnementales, économiques), d'impulser une nouvelle dynamique socio-économique locale. *Cette recherche fut ainsi orientée sur les interactions entre les évolutions constatées et les logiques d'action sur neufs territoires d'observation (littoraux, périurbains, intérieurs), dont l'approche par le foncier permettrait d'avoir une double lecture : celle de l'affectation du sol et celle de la structuration de l'espace.* Or il s'est avéré que ces deux lectures ont des objets et des grilles d'analyse très spécifiques, ayant posé par la suite certaines difficultés de mises en commun des travaux. Cependant, cet objet ambitieux de recherche a permis de renforcer les partenariats entre laboratoires de recherche en Aquitaine (GREThA, CEMAGREF, CETE) et en Castilla-La Mancha (Faculté d'Albacete), de sensibiliser les acteurs de terrain à cette problématique de recherche avec une perspective de collaboration plus active entre les chercheurs et les praticiens.

Une démarche se voulant inductive et centrée sur l'action

Cette recherche fut effectuée à partir de la littérature académique, des rapports officiels et études menées, du recensement des données empiriques et des documents disponibles portant sur les actions menées au niveau des territoires d'observation. *La démarche inductive a été privilégiée* avec néanmoins des approches spécifiques à chacun des deux axes de recherche. *L'entrée foncière* s'appuyant sur la théorie de la localisation résidentielle, a cherché à apprécier l'impact des aménités sur les prix fonciers et immobiliers en décomposant le prix d'un bien en fonction de ses multiples attributs (*méthode des prix hédoniques*). Ces divers usages du foncier en matière de choix d'aménagement furent ensuite confrontés à la préférence des individus (*méthode d'évaluation des choix multi-attributs*) sous forme de scénarios possibles. *L'entrée institutionnelle* s'est attachée à étudier les dynamiques à l'œuvre sur les territoires sélectionnés en couplant logique privée et action publique. L'objet était de confronter des choix d'action en fonction des particularismes locaux et des contraintes institutionnelles. Trois méthodes furent privilégiées : la *construction de bases de données* sur les variables susceptibles de décrire les dynamiques locales et le jeu des logiques privées à travers les migrations d'activités économiques ; une *analyse contextuelle* des dispositifs publics de soutien à la filière sylvicole et des documents d'urbanisme avec une analyse du jeu des acteurs ; un décryptage du contenu des divers projets d'action mis en œuvre se référant à une analyse de la *théorie de l'action* à partir de concepts évaluatifs (pertinence, cohérence, effets observés ou potentiels).

Résultats scientifiques majeurs du projet

Orientée initialement sur le mode de gestion publique des dynamiques rurales, les travaux réalisés ont amené à *réfléchir sur les conditions et les incidences de l'attractivité territoriale à partir des logiques d'action identifiées et privilégiées sur le terrain*. Trois principaux enseignements en ressortent. Les mécanismes fonciers sont fortement sensibles aux logiques d'accessibilité et d'aménités, pouvant être produites par les zonages réglementaires. La multiplicité des modes opératoires induits par les périmètres d'intervention inhérents, les compétences et choix des acteurs, les enjeux particuliers débouchent sur une action territoriale segmentée, sans qu'il y ait forcément une vision intégrée des incidences produites. *L'existence de dispositifs contractuels suscite une production de l'action sans qu'il y ait la temporalité nécessaire pour un retour sur cette action*. Cette recherche réinterroge la problématique du développement territorial à travers les formes d'action publique mises en place.

Principaux résultats de valorisation

Les acteurs de terrain furent sollicités lors de la recherche de données, d'entretiens effectués auprès des responsables et animateurs de projets d'action, d'enquêtes auprès des bénéficiaires ou usagers, de séminaires ou autres manifestations, de rencontres plus individualisées. Les études de terrain menées par des étudiants de Master 2 ont permis de mieux identifier les logiques d'action et de sensibiliser de futurs acteurs aux incidences des choix d'action. Ce travail de terrain a permis de renforcer certains partenariats (*SAFER, SYSDAU, PNR des Landes de Gascogne, Pays et Quartiers d'Aquitaine, « Pays » en Aquitaine et « Comarcas » en Castilla-La Mancha*). Des séminaires thématiques réunissant chercheurs et praticiens furent organisés à Bordeaux (*juin 2010*), à Albacete (*janvier 2011*), avec l'organisation à la Maison de la Nature du Teich (*septembre 2011*) d'un séminaire européen (sous l'égide d'ARETHUSE, Association des Universités de l'Europe du Sud). La valorisation opérationnelle de l'ensemble de ces travaux sous formes de notes techniques et de guides méthodologiques est prévue durant l'année 2012.

Production scientifique

La production scientifique s'est traduite sous formes de communications dans des colloques nationaux et internationaux (*ERSA, ASRDLF, ARETHUSE*) portant sur la formation des prix fonciers en fonction de la distance et des aménités, l'analyse des préférences en matière de choix d'aménagement, la perception du foncier forestier dans le SCOT, les enjeux de l'attractivité territoriale dans les projets d'action, la perception des dynamiques locales. Des articles ont été soumis dans des revues scientifiques (*Economie et Statistiques, Projets de Paysage, Revue Canadienne de Science Régionale, European Planning Studies, Land Economics*) sur des thématiques concernant plus spécifiquement les dynamiques foncières. La production d'articles académiques portant sur les logiques de l'action territoriale est en cours de conception.

Informations contractuelles

Le projet ACTER est un projet de recherche coordonné par le laboratoire GREThA (UMR CNRS 5113) de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV. Il associe l'unité CEMAGREF de Bordeaux (Unité ADBX), le CETE du Sud-Ouest (DAIT/UTENV), ainsi que la Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales de Albacete (Universidad de Castilla-La Mancha – España). Le projet a commencé ses travaux durant l'année 2009 avec un démarrage officiel en 2010, ceci pour une durée de 36 mois. Il s'est déroulé dans les régions Aquitaine et Castilla-La Mancha (Espagne) et a bénéficié d'une aide PSDR de 107 000 € pour un coût global de l'ordre de 127 000 € (incluant le financement du projet espagnol). D'autres projets de recherche et conventions d'étude menés en simultanément par les chercheurs, ont été associés pour mener les travaux sur le terrain.

An inquiry about the interactions of land dynamics and local politics

Rural territories are faced with variable situations, ranging from strong demographic growth to (relative) desertification. What we notice is that land uses are increasingly diversified in these territories : they welcome a growing number of functions, such as residential or economic ones. What is at stake is either the control of new costs emerging from a strong attractivity (for desired places), or the gathering of the benefits of attractivity (for revalued places). Thus, what are the local politics that would allow to impulse new socioeconomic dynamics, or to regulate the inferred pressures (such as land, social or environmental ones) ? This research project is oriented towards the interactions between the dynamics of rural territories and the modes of political action, in the case of nine different territories (coastal, suburban and isolated ones). Our approach is based on the study of land dynamics : land uses, as well as the broad structure of territories. If we have been faced with some methodological difficulties to present these results under a coherent form, however this research allowed us to reinforce work partnerships with some local institutes (CEMAGREF, CETE), as well as with the University of Albacete in Castilla-La-Mancha. Furthermore, we were able to sensibilize local actors to these stakes, and we are confident in the fact that such collaboration will be prolonged.

An inductive and action-oriented demarch

An inductive demarch has been adopted in this research project. Some differences can be noticed, according to the two different research themes. On one's hand, the « land approach » has looked for the impacts of residential amenities on land prices ; first, by detecting the premium associated to these amenities, thanks to the traditional hedonic method, which allows to divide land and/or real estate prices into a set of implicit prices ; second, by analysing the willingness-to-pay for different development patterns (choice experiment method). On the other hand, the « institutional approach » has attempted to confront political choices with local particularisms and institutional constraints ; first, by analysing firms migrations with traditional quantitative methods ; second, by focusing on public support for sylvicultural sector ; third, by evaluating different territorial projects, thanks to an analytical grid based on the " *theory of the action*".

Main scientific results

This work has led us to think about the conditions and the impacts of rural attractivity. Two main results can be drawn. First, land markets are sensitive to the presence of close amenities as well as to accessibility to remarkable places. Furthermore, zoning plans tend to perturb the way real estate prices are determined. Second, local politics are quite segmented, and local actors rarely have a global vision of the impacts of their decisions. The problem of temporality is an important one : some decisions are made without the possibility of a close evaluation of their impacts. Yet, this research questions the way local development politics are built and implemented.

Main valorisation results

Local actors were sollicitated at numerous times : during the collection of data ; for interviews with persons in charge of the definition of local politics ; for the elaboration of the sample to survey resident households ; finally, for different seminars or workshops. During these meetings, we were led to sensibilize local decision-makers to the consequence of their decisions. Furthermore, we have reinforced some partnerships (*SAFER, SYSDAU, PNR des Landes de Gascogne, Pays et Quartiers d'Aquitaine, « Pays » en Aquitaine et « Comarcas » en Castilla-La Mancha*). Seminars were organized in Bordeaux (june 2010), Albacete (January 2011), and Le Teich (september 2011), the last one with the support of the ARETHUSE network. The year 2012 will be dedicated to an operational valorisation of our results, under the shape of technical notes and methodological guidelines.

Scientific production

The scientific valorisation of this project consisted in numerous communications in national and international scientific meetings, such as ASRDLF, ERSAs, ARETHUSE, etc. Some articles were published in (or submitted to) referenced reviews (*Economie et Statistiques, Revue Canadienne de Science Régionale, European Planning Studies, Land Economics*) as well as in non-referenced ones (*Projets de Paysage*). Some articles are still to be ended.

Other informations

The ACTeR project was coordinated by the GREThA (UMR CNRS 5113, University of Bordeaux). The other participants were the CEMAGREF of Bordeaux, the CETE Sud-Ouest, and the Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales de Albacete (Universidad de Castilla-La Mancha). It started in 2009 (official start in 2010) for a 36-months duration. It was granted by the PSDR for a global amount of 107 000 euros.

2. MEMOIRE SCIENTIFIQUE

2.1. Résumé du mémoire

Les territoires ruraux connaissent des évolutions différenciées, produisant des *configurations variées* qui vont d'un fort dynamisme sous le double effet de la rurbanisation et de la littoralisation à une dévitalisation relative. Le constat est celui d'une *diversification des usages du sol* avec une combinaison de plusieurs fonctions évoluant sans nécessairement se superposer, mais pouvant s'articuler autour de la valorisation de ressources spécifiques susceptibles de rendre ces territoires attractifs. Selon les situations locales, l'enjeu sera soit d'atténuer les coûts de l'attractivité (espace convoité), soit de bénéficier des gains d'une nouvelle attractivité (espace revalorisé).

Cet enjeu pose la *question des formes d'action territoriale privilégiées* ou à mettre en œuvre permettant d'accompagner les dynamiques émergentes, de réguler les pressions induites (foncières, sociales, environnementales, économiques), d'impulser une nouvelle dynamique socio-économique locale. *Cette recherche fut ainsi orientée sur les interactions entre les évolutions constatées et les logiques d'action sur neufs territoires d'observation (littoraux, périurbains, intérieurs), dont l'approche par le foncier permettrait d'avoir une double lecture : celle de l'affectation du sol et celle de la structuration de l'espace.*

Or il s'est avéré que ces deux lectures ont des objets et des grilles d'analyse très spécifiques, ayant posé par la suite certaines difficultés de mises en commun des travaux. Cependant, cet objet ambitieux de recherche a permis de renforcer les partenariats entre laboratoires de recherche en Aquitaine (GREThA, CEMAGREF, CETE) et en Castilla-La Mancha (Faculté d'Albacete), de sensibiliser les acteurs de terrain à cette problématique de recherche avec une perspective de collaboration plus active entre les chercheurs et les praticiens.

Une démarche se voulant inductive et centrée sur l'action

Cette recherche fut effectuée à partir de la littérature académique, des rapports officiels et études menées, du recensement des données empiriques et des documents disponibles portant sur les actions menées au niveau des territoires d'observation. *La démarche inductive a été privilégiée* avec néanmoins des approches spécifiques à chacun des deux axes de recherche. *L'entrée foncière* s'appuyant sur la théorie de la localisation résidentielle, a cherché à apprécier l'impact des aménités sur les prix fonciers et immobiliers en décomposant le prix d'un bien en fonction de ses multiples attributs (*méthode des prix hédoniques*). Ces divers usages du foncier en matière de choix d'aménagement furent ensuite confrontés à la préférence des individus (*méthode d'évaluation des choix multi-attributs*) sous forme de scénarios possibles. *L'entrée institutionnelle* s'est attachée à étudier les dynamiques à l'œuvre sur les territoires sélectionnés en couplant logique privée et action publique. L'objet était de confronter des choix d'action en fonction des particularismes locaux et des contraintes institutionnelles. Trois méthodes furent privilégiées : la *construction de bases de données* sur les variables susceptibles de décrire les dynamiques locales et le jeu des logiques privées à travers les migrations d'activités économiques ; une *analyse contextuelle* des dispositifs publics de soutien à la filière sylvicole et des documents d'urbanisme avec une analyse du jeu des acteurs ; un décryptage du contenu des divers projets d'action mis en œuvre se référant à une analyse de la *théorie de l'action* à partir de concepts évaluatifs (pertinence, cohérence, effets observés ou potentiels).

Une réflexion sur la conditionnalité de l'attractivité territoriale

Orientée initialement sur le mode de gestion publique des dynamiques rurales, les travaux réalisés ont amené à *réfléchir sur les conditions et les incidences de l'attractivité territoriale à partir des logiques d'action identifiées et privilégiées sur le terrain*. Trois principaux enseignements en ressortent. Les mécanismes fonciers sont fortement sensibles aux logiques d'accessibilité et d'aménités, pouvant être produites par les zonages réglementaires. La multiplicité des modes opératoires induits par les périmètres d'intervention inhérents, les compétences et choix des acteurs,

les enjeux particuliers débouchent sur une action territoriale segmentée, sans qu'il y ait forcément une vision intégrée des incidences produites. *L'existence de dispositifs contractuels suscite une production de l'action sans qu'il y ait la temporalité nécessaire pour un retour sur cette action.* Cette recherche réinterroge la problématique du développement territorial à travers les formes d'action publique telles qu'elles sont observées sur le terrain.

La production scientifique s'est traduite sous formes de communications dans des colloques nationaux et internationaux (*ERSA, ASRDLF, ARETHUSE*) portant sur la formation des prix fonciers en fonction de la distance et des aménités, l'analyse des préférences en matière de choix d'aménagement, la perception du foncier forestier dans le SCOT, les enjeux de l'attractivité territoriale dans les projets d'action, la perception des dynamiques locales. Des articles ont été soumis dans des revues scientifiques (*Economie et Statistiques, Projets de Paysage, Revue Canadienne de Science Régionale, European Planning Studies, Land Economics*) sur des thématiques concernant plus spécifiquement les dynamiques foncières. La production d'articles académiques portant sur les logiques de l'action territoriale est en cours de conception.

Une valorisation opérationnelle à densifier

Les acteurs de terrain furent sollicités lors de la recherche de données, d'entretiens effectués auprès des responsables et animateurs de projets d'action, d'enquêtes auprès des bénéficiaires ou usagers, de séminaires ou autres manifestations, de rencontres plus individualisées. Les études de terrain menées par des étudiants de Master 2 ont permis de mieux identifier les logiques d'action et de sensibiliser de futurs acteurs aux incidences des choix d'action. Ce travail de terrain a permis de renforcer certains partenariats (*SAFER, SYSDAU, PNR des Landes de Gascogne, Pays et Quartiers d'Aquitaine, « Pays » en Aquitaine et « Comarcas » en Castilla-La Mancha*).

Des séminaires thématiques réunissant chercheurs et praticiens furent organisés à Bordeaux (*juin 2010*), à Albacete (*janvier 2011*), avec l'organisation à la Maison de la Nature du Teich (*septembre 2011*) d'un séminaire européen (sous l'égide d'ARETHUSE, Association des Universités de l'Europe du Sud). La valorisation opérationnelle de l'ensemble de ces travaux sous formes de notes techniques et de guides méthodologiques est prévue durant l'année 2012.

2.2. Enjeux et problématique, état de l'art

Les territoires ruraux connaissent des évolutions différenciées produisant des configurations variées qui vont d'un fort dynamisme à une dévitalisation relative (INRA, 2008). Le constat est celui d'une diversification des usages du sol (Perrier-Cornet, 2002 ; CIADT, 2003) où les territoires ruraux ne sont pas forcément toujours gagnants. S'ils combinent différentes fonctions, celles-ci évoluent et leurs aires d'influence, sans nécessairement se superposer, peuvent s'articuler sur l'exploitation et la valorisation de « ressources spécifiques » susceptibles de rendre les territoires attractifs (Colletis et Pecqueur, 1996). *L'action publique se trouve ainsi portée au cœur de la problématique des dynamiques territoriales d'où notre volonté d'éclairer plus spécifiquement les interactions entre les mutations des territoires ruraux et les formes d'action publique territoriale mises en œuvre à des échelles différentes.* Il s'agit d'enrichir la compréhension et les politiques du développement territorial et régional, domaines sur lesquels l'équipe du GREThA est largement impliquée (Gaussier, 2009 ; Pouyanne *et al.*, 2008 ; Lacour, 2006 ; Puissant et Lacour, 2011).

L'interaction entre les configurations territoriales et l'action publique a été abordée à partir d'une double entrée : foncière et institutionnelle.

➤ **L'entrée foncière consiste à appréhender les tensions d'usage à travers les changements d'affectation des sols et à évaluer les choix d'aménagement.** L'approche économique par les prix fonciers révèle ces tensions pour l'appropriation de l'espace et elle permet d'en identifier les

facteurs. Le rôle des aménités et ses conséquences en matière de choix d'aménagement conduit à s'interroger.

- Si les aménités structurent les usages du sol, dans quelle mesure sont-elles capitalisées dans les prix fonciers ?
- En quoi les choix d'aménagement génèrent-ils ces aménités, et contribuent-ils au bien-être des usagers de l'espace ?

Ces questionnements s'inscrivent dans la théorie de la localisation résidentielle. La plupart des travaux récents combinent une logique d'accessibilité et le développement de la recherche d'aménités dans les décisions de localisation des ménages (Brueckner *et al.*, 1999), conduisant à une nouvelle structuration de l'espace (Cavailhès *et al.*, 2004). Une littérature émergente a développé le concept d'externalités d'usage du sol, qui se base sur l'impact des espaces ouverts (ou non construits), créateurs d'aménités pour les résidents (Irwin et Bockstael, 2004). Si ces espaces ouverts découlent d'une logique de marché (Napoleone et Jouve, 2003), l'action publique contribue également à les créer *via* le zonage réglementaire (Jaeger et Plantinga, 2007). La notion d'aménité mérite d'être précisée (Duke, 2008).

➤ **L'entrée institutionnelle interroge les modes d'action publique qui encadrent les dynamiques des espaces ruraux.** Elle vise à comprendre les rencontres entre logique de marché et action publique en analysant deux problématiques complémentaires.

- Partant de l'hypothèse que les formes d'action publique peuvent être lues à travers les documents de planification, dans quelle mesure conditionnent-ils les choix d'action ?
- Les formes d'action publique sont-elles susceptibles de porter l'attractivité des territoires ruraux ?

Ces questionnements s'appuient sur l'analyse des politiques publiques dont nous retenons plus spécifiquement l'approche par les formes d'action (Muller et Surel, 2000) et les instruments (Lascoumes et Le Gallès, 2005, Lascoumes et Simard, 2011). Si les liens entre politiques publiques et attractivité des territoires concernent surtout sur les territoires urbanisés (Demazières, 2004 ; Pinson, 2009), il convient d'en voir les réalités dans les espaces ruraux (Boutet, 1996) qui sont de plus en plus « sous influence urbaine » : par exemple, comment les espaces de production ruraux sont intégrés dans les outils de planification spatiale ? Les relations de coordination, de réaction et d'opposition qui lient les espaces urbains aux espaces ruraux méritent aussi d'être précisées. La représentation duale des espaces ruraux s'appuyant sur des effets d'agglomération et de dispersion (Aubert et Schmitt, 2008) apporte des éléments de réflexion et ouvre, en plus du rôle joué par la distance et la densité, sur les caractéristiques intrinsèques du milieu (Grefe, 1996 ; Leloup, Moyard et Pecqueur, 2005). L'intérêt porté aux territoires ruraux du point de vue de l'attractivité (Ingallina, 2007, Camagni, 2009) et des documents de planification apporte des éléments de réflexion complémentaires.

2.3. Présentation des terrains

Les territoires retenus à l'origine ont fait l'objet d'analyses spécifiques au regard des questions posées dans chaque volet de recherche. Ils ont été ainsi précisés et remodelés en fonction des enjeux. L'ensemble de ces territoires d'étude est présenté dans l'Annexe 1 avec des cartes localisant de manière précise ces territoires.

➤ **Au niveau de la région Aquitaine, la confrontation des documents d'intervention (indicatifs, incitatifs, coercitifs) avec la dynamique et la capacité d'attraction des espaces ruraux a porté plus globalement sur neuf territoires d'étude.** La délimitation des terrains d'observation a été établie au croisement de trois critères :

- *un critère organisationnel* privilégiant la nature des territoires d'action tels qu'un Pays, un Parc Naturel régional ou un Etablissement Public de Coopération Intercommunale,
- *un critère typologique* fondé sur leur configuration géographique (rural intérieur, rural littoral, rural intermédiaire)
- *un critère relationnel* fondé sur l'existence de liens avec des acteurs anciens ou nouveaux sur ces territoires.

Ces critères ont conduit à sélectionner neuf territoires d'étude : la Communauté de communes du Grand Villeneuvois, le Pays Cœur d'Albret, le Pays Landes de Gascogne, la Communauté de Communes de Terrasson-Lavilledieu, le Pays du Val de Garonne, le «Pays Basque», le Bassin d'Arcachon, le Pays Bassin d'Arcachon- Val de l'Eyre et le Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne.

- *S'agissant de l'approche foncière*, le choix de terrains s'est porté sur des territoires connaissant une forte attractivité, générée par des aménités spécifiques, un degré important de tension pour l'appropriation de l'espace ainsi qu'un niveau élevé d'intervention publique. Le littoral aquitain, soumis à d'importantes pressions (foncières, écologiques, touristiques...) et à une volonté de régulation nouvelle (contexte de GIZC), valide bien ces critères (Meur-Ferec, 2007). Dans cet espace, deux zones répondent particulièrement aux exigences empiriques : la Côte Basque et le Bassin d'Arcachon. Dans les deux cas, communes littorales et rétro-littorales ont été intégrées de manière à pouvoir identifier les changements d'affectation de l'espace aujourd'hui reportés de plus en plus dans les arrière-pays. Le Pays du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre est retenu car c'est une entité appelée à se prononcer sur les évolutions du territoire voire à établir des scénarios d'aménagement (Conseil de développement). Pour la Côte Basque, nous avons privilégié un zonage élargi, l'aire urbaine à 25% (Julien, 2000) afin de capter les phénomènes de report de l'urbanisation vers les espaces agricoles de l'arrière-pays.

- *Concernant l'entrée institutionnelle*, l'accent porte aussi sur des problématiques de développement métropolitain et urbain aux frontières des espaces ruraux. L'exemple de l'espace forestier qui occupe l'intervalle entre la métropole bordelaise et l'agglomération arcachonnaise, fait partie des terrains de recherche. Le périmètre a été élargi aux huit communes qui constituent cette coupure d'urbanisation et qui sont à cheval sur plusieurs périmètres institutionnels (SCOT de l'aire métropolitaine de Bordeaux, SCOT du Bassin d'Arcachon et Val de Leyre, plusieurs pays et intercommunalités concernées ainsi que le PNR des Landes de Gascogne). De façon complémentaire, les enjeux posés en termes de régulation des politiques publiques ont été traités sur la base de l'aire urbaine de Bordeaux, en privilégiant un zonage élargi, l'aire urbaine à 25% (Julien, 2000) pour mettre en évidence la situation de l'espace périurbain.

➤ **L'étude des dynamiques rurales et des stratégies d'action a conduit la Communauté Autonome de Castilla La Mancha en Espagne, à cofinancer l'équipe de l'Université d'Albacete sur la même problématique, au titre du PO FEDER 2007-2013.** Les territoires espagnols ont été définis à partir de la grille d'analyse développée en Aquitaine en tenant compte des spécificités de la région de la Castilla-La Mancha. Ainsi les trois critères (organisationnel, géographique et relationnel) ont été adaptés pour définir les territoires d'étude espagnols :

- *à l'échelle des communes et des « Comarcas »* représentant le seul échelon intermédiaire entre région et commune susceptible d'être comparé à nos Pays (Clarimont, Aldhuy et Labussière, 2006) ou encore des parcs naturels ;
- *en distinguant les espaces ruraux à revitaliser, intermédiaires et périurbains* et la fonction dominante dans l'usage du sol, résidentielle, productive, environnementale ;
- *en tenant compte des liens déjà établis* entre nos collègues d'Albacete et les acteurs de terrain.

Neuf territoires d'étude, à l'image des territoires Aquitains, ont été sélectionnés pour apporter des éléments de réflexion, de comparaison et d'analyse. Ce sont les municipalités de Molinicos, El

Bonillo, Riópar (Parc Naturel de Los Calares del Río mundo), Alcalá del Júcar, Higuera, Ruidera (Parc Naturel de las Lagunas de Ruidera), Chinchilla de Montearagón, Peñas de San Pedro et Alcolea de Calatrava. Les protocoles des universitaires espagnols et français se sont ainsi mutuellement enrichis quant à l'analyse des territoires et la mobilisation des acteurs. Une présentation de ces territoires et des éléments d'analyse est donnée dans l'Annexe 6.

2.4. Présentation et implication des partenaires

La recherche s'est appuyée sur un réseau de partenaires scientifiques et de terrain.

➤ **Les partenariats scientifiques ont associé des chercheurs et des laboratoires qui avaient déjà des problématiques et des habitudes de travail communes.**

- *L'entrée foncière* s'est ainsi naturellement greffée autour des recherches de Jeanne Dachary-Bernard et Sandrine Lyser, ADBX Cemagref, Guillaume Pouyane et Frédéric Gaschet, GREThA, Université Bordeaux 4. Elle se fonde sur une approche spatialisée des prix fonciers et immobiliers articulée sur la méthode des prix hédoniques, et sur la méthode d'évaluation des choix multi-attributs.
- *L'entrée institutionnelle* a bénéficié de la même façon au sein du GREThA, Université Bordeaux 4 des participations de Marilyne Peyrefitte, Sylvette Puissant, Claude Lacour et Nathalie Gaussier. Chacun est intervenu selon son champ de compétences dans l'analyse des dynamiques territoriales : décryptage des documents de planification, construction de la base de données associée aux territoires d'étude, identification et construction d'indicateurs liés à l'action publique par exemple. Michel Cabannes et Pierre Delfaud du GREThA, Université Bordeaux 4 ainsi que Maurice Goze, IATU, Université Bordeaux 3 sont venus en appui des analyses et ont apporté leur expertise quant au choix des variables et des indicateurs.

Le partenariat avec le CETE Sud Ouest, Didier Labat et Aurélien Péré, dans le cadre de l'entrée institutionnelle doit être souligné. Il s'agissait d'un partenaire nouveau, qui nous a apporté des compétences complémentaires venant des théories de l'action avec une approche plus directe des acteurs et des stratégies d'action. Le partenariat s'est révélé véritablement enrichissant.

➤ **Plus spécifiquement pour le volet institutionnel, le partenariat avec l'équipe espagnole de l'Université d'Albacete, Mercedes San Gomez, Banos Torres, Selva Sevilla et Perez-Bustos Munoz, a permis de confronter nos approches et méthodes sur l'analyse académique des territoires.** Les échanges sont restés denses au cours du programme et en particulier lors des rencontres programmées à Albacete et au Teich. Nous avons tiré aussi de précieux enseignements de leur habitude et façon d'intégrer les acteurs de terrain en amont de leur recherche.

Le partenariat de ces quatre équipes de recherche (GREThA, CEMAGREF, CETE Sud Ouest, Université Albacete) s'est développé et renforcé tout au long du projet. Il a permis des fertilisations croisées entre les volets foncier et institutionnel de la recherche en questionnant les concepts, les démarches et les résultats. Il s'est concrétisé avec l'organisation d'un séminaire à Albacete en janvier 2011 et par l'organisation du séminaire européen ARETHUSE de septembre 2011. Le programme de ces rencontres est joint en Annexe 10. En parallèle, se développe actuellement un partenariat d'enseignement et de recherche avec certaines universités d'Andalousie (Jaen et Cadix). L'existence d'un Master 2 double diplôme entre l'Université de Bordeaux 4 et ces deux Universités andalouses amène à tisser une collaboration plus étroite en matière de réflexion sur la problématique du développement territorial. Par ailleurs, un projet de recherche sur les méthodes opérationnelles de scénarios et d'évaluation des incidences des stratégies d'action est en réflexion entre certains chercheurs de ACTER et des équipes espagnoles déjà partenaires et nouvelles (Université de La Laguna de Santa Cruz de Tenerife).

➤ **Les partenariats hors organismes de recherche, avec des acteurs de terrain, ont été construits sur la base du réseau d'anciens étudiants du Master 2 « Aménagement du territoire et développement local » de l'université Bordeaux 4, devenus professionnels de l'aménagement.** Cela a été le moyen de les mettre en synergie autour d'une problématique commune sur laquelle chacun d'entre eux est en attente de la lecture et de l'analyse des universitaires. Ces partenariats apparaissent à trois niveaux du programme :

- *Les acteurs référents présents à chacune des rencontres recherche-action* qui ont été programmées. Il s'agit de Laurent Trijoulet, directeur du PNR des Landes de Gascogne, Véronique Hidalgo, directrice de la Maison de la Nature du Bassin d'Arcachon, qui a reçu le colloque organisé au Teich, ou encore Xavier Steffan, chargé de mission aux Pays et Quartiers d'Aquitaine. Après la mise en place de la convention avec l'université d'Albacete, Malaquías Jiménez Ramírez, gérant du centre de développement rural de la Comarca de La Manchuela (Castilla-La Mancha), a participé aux journées (y compris en France, au Teich), organisées dans le cadre du programme.
- *Les acteurs présents au début des rencontres recherche-action à mobiliser dans le cadre d'ateliers thématiques.* Par exemple, Pierre Pouget, Directeur général de la SAFER Aquitaine Atlantique a été au cœur des questions concernant les volets foncier et institutionnel de la recherche. Marie Récalde, ex-directrice du Syndicat du SCOT de l'aire métropolitaine de Bordeaux, SYSDAU, Eric Jaubert et Odile Plantade, chargés de mission au Conseil Régional d'Aquitaine, Direction du développement rural, Frédéric Parizeau Directeur du service des Politiques contractuelles de la Communauté de Communes du Val de Garonne et Laurent Caillaud, chargé de mission SGAR, à la préfecture de région.
- *Les acteurs interviewés et support des bases de données.* Ces acteurs sont listés plus spécifiquement en annexe.

Sont listés en Annexe 2, les acteurs impliqués dans ce projet ACTER à des degrés divers (apports de données et de documents), entretiens, échanges plus formalisés.

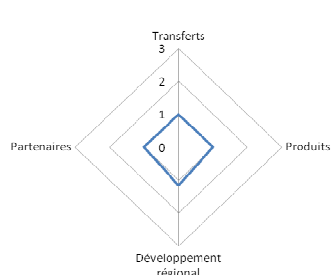
Analyse globale des dynamiques partenariales :

Les notes par item et par situation ont été proposées par chacun des principaux intervenants universitaires dans le projet. Le détail des notes est proposé en Annexe 3. La moyenne pour chacun des items et des situations a été reportée dans le tableau ci-dessous et dans le diagramme de synthèse.

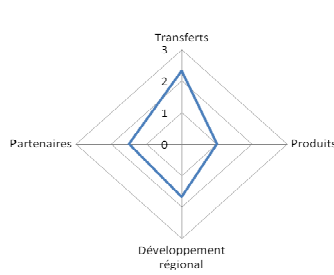
Notation du projet

	Mode d'association des partenaires	Expression de la volonté de transfert	Produits issus du projet de recherche	Lien du projet aux enjeux du développement régional
Situation initiale	1	1	1	1,16
Situation actuelle	1,5	2,33	1	1,66
Situation escomptée à N+1	2	2,33	2	2

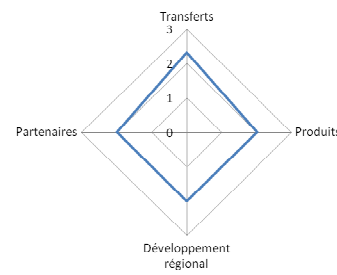
Diagramme de synthèse des dynamiques partenariales



Situation au démarrage du projet



Situation actuelle



Situation escomptée à N+1

2.5. Approche scientifique et technique

La revue de la littérature académique et le recensement des données et des documents disponibles ont permis d'identifier les sources et les marges de manœuvre dont nous disposons. Les entrées foncière et institutionnelle ont déployé des démarches différentes.

➤ **Concernant l'entrée foncière**, deux méthodes ont été mobilisées : la méthode des prix hédoniques et la méthode d'évaluation des choix multi-attributs.

L'impact des aménités sur les prix fonciers et immobiliers a été appréhendé au moyen de la **méthode des prix hédoniques (MPH)** qui décompose le prix unique d'un bien en une multitude de prix implicites rattachés à ses différents attributs. Le raisonnement en termes de distance aux aménités (littorales ou, plus largement, liées à l'usage du sol) rend la MPH particulièrement adaptée (Anselin, 2008).

- L'estimation de gradients de prix littoraux suppose d'évaluer, toutes choses égales par ailleurs, la relation entre prix fonciers et distance au littoral. Cependant, on ne connaît pas *a priori* la forme fonctionnelle de cette relation : nous adoptons, dans un premier temps, des méthodes d'estimation semi-paramétriques. Elles permettent d'identifier les changements de valeur du gradient (modification de la pente de la fonction). Il s'agit alors d'estimer, dans un second temps, des régressions linéaires fragmentées, qui sont une modélisation paramétrique de relations linéaires successives avec changement(s) de pente. Nous avons également opéré une correction de l'endogénéité et de l'autocorrélation spatiale au moyen de la méthode développée récemment par Fingleton et Le Gallo (2008).
- L'estimation de la sensibilité des prix immobiliers aux aménités produites par le zonage a été faite au moyen de plusieurs modèles de prix hédoniques, chacun étant basé sur une approche différente des aménités de zonage : l'éloignement (distance à chaque type de zonage), la quantité d'espaces zonés (à une distance donnée), mais également, originalité de notre apport empirique, le croisement entre type de zonage et d'usage du sol.

Concernant l'évaluation des formes d'aménagement sur le Bassin d'Arcachon via l'étude des préférences des individus, nous avons employé la **méthode d'évaluation des choix multi-attributs (MCMA)** (Bennett and Blamey, 2001 ; Hensher et al., 2005). Elle consiste à interviewer une population d'usagers et à leur faire choisir les scénarios qu'ils préfèrent concernant le futur aménagement du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre. La mise en œuvre de cette méthode suit plusieurs phases d'application. Tout d'abord il s'agit de déterminer les scénarios d'évolution possible du bassin d'Arcachon à partir des principaux attributs qui ont été définis à l'occasion de groupes de travail (*Focus groups*) et de rencontres avec des experts. Ensuite, ces scénarios sont associés au sein d'expériences de choix qui seront alors présentés aux enquêtés. Cette méthode est pertinente parce qu'elle offre la possibilité de connaître la valeur que les usagers du territoire associent à chacun des

usages du sol définissant nos scénarios. Ces attributs permettraient de révéler ce que les gens considèrent comme étant attirant sur le pays du Bassin d'Arcachon dans un but résidentiel ou touristique. Cette méthode reste complexe à mettre en œuvre, notamment dans la manière de construire les scénarios de choix. Les modalités de mise en œuvre de la méthode ainsi que les résultats sont présentés en annexe.

➤ **L'entrée institutionnelle s'est plus attachée à étudier les dynamiques à l'œuvre sur les territoires ruraux en couplant logique privée et action publique.** En parallèle, il s'est agi de confronter des choix d'action en fonction des particularismes locaux et des contraintes institutionnelles.

Deux bases de données ont été construites pour mettre en évidence les dynamiques à l'œuvre sur les territoires d'étude.

- *Une première base articulée sur les neufs terrains aquitains a consisté à recenser l'ensemble des variables susceptibles de décrire la dynamique des espaces ruraux à l'échelle communale en restituant les appartenances intercommunales.* Au-delà des variables traditionnelles, liées aux flux migratoires, occupation du sol, configuration productive, logements... nous avons intégré des variables relatives au revenu et à l'économie présente permettant de caractériser les dynamiques contemporaines des espaces ruraux (Davezies et Talendier, 2009). Des variables destinées à éclairer le rôle de l'action publique ont été introduites : équipement et nature du document de régulation foncière. Cette dernière variable a été testée dans le cadre de l'espace périurbain de l'aire urbaine bordelaise avec un modèle logit emboîté de conversion des parcelles viticoles en usage résidentiel. D'autres variables plus directement tournées vers l'action publique sont en cours de définition. Notamment, nous avons étudié les procès verbaux de délibération des communes, mais nous ne disposons pas de tous les éléments sur l'ensemble des territoires.
- *Une seconde base, construite à partir des données de la COFACE, capte le jeu des logiques privées à travers les migrations d'activités économiques durant la période 2007-2009..* A travers des composantes migratoires (départs et arrivées), on cherche à expliquer les comportements d'attraction spatiale des 9 territoires en se situant dans une longue lignée de recherches, celle relative aux modèles de gravité (Sen et Smith, 1995). Expliquer les formes de concentration et de déconcentration des populations, des emplois, des qualifications, des établissements etc. est une constante de la littérature en économie spatiale et, généralement, ce sont les processus d'attractivité des espaces urbains qui ont été privilégiés. Cependant, le redéploiement des activités dans des espaces de petites dimensions ont orienté les analyses vers les territoires périurbains et ruraux. Ils possèdent, en effet, des atouts substantiels de localisation comparativement aux effets de congestion, aux aménités négatives, et aux prix fonciers élevés des zones urbaines. Nous émettons l'hypothèse que les transferts d'activités expriment, suivant leurs destinations, l'attraction, la répulsion ou l'indifférence des lieux vis-à-vis de la décision de migrer des acteurs économiques, sachant que le comportement dominant reste le maintien. Des critères d'analyse sont donnés dans [l'Annexe 4](#). Les déplacements d'activités d'un lieu à un autre et les conséquences du redéploiement spatial qui en résultent sont révélateurs de stratégies, de politiques, d'opportunités d'installation, ils traduisent la portée des réponses concrètes à la problématique des localisations.

Sur la base de ces deux bases de données, nous avons repéré les disparités d'attractivité des communes relevant des terrains d'étude choisis et avancés quelques facteurs explicatifs. En parallèle, les documents de planification ont été décortiqués, et il reste à les confronter aux dynamiques observées, voire à en construire un indicateur à intégrer dans l'analyse.

Deux approches d'appréhension des formes d'action territoriale ont été privilégiées et dont la distinction repose sur l'objet même de la recherche. De manière commune, l'approche analytique a été employée avec une volonté de « décrypter les logiques d'action ».

Concernant la méthode d'analyse du foncier forestier, la démarche a consisté à réaliser une analyse contextuelle des dispositifs publics de soutien à la filière sylvicole, et des orientations des projets de développement urbain à l'échelle des grands territoires (deux SCOT) et à l'échelle communale (huit PLU). Les documents d'urbanisme sont déconstruits et réinterprétés selon une grille d'analyse qui s'appuie sur le questionnement du projet (dimension évaluative de la théorie de l'action), à savoir la place donnée aux espaces ruraux dans les perspectives de développement des territoires de projet (formulation des problématiques et réponses cohérentes des objectifs opérationnels). Le contenu de ces documents réglementaires est alors confronté aux discours, appuyés par une série d'entretiens auprès d'acteurs de la sylviculture et de l'aménagement du territoire. Nous intégrons les perceptions des enjeux dans une lecture dynamique des jeux d'acteurs qui sont régulièrement différenciés des orientations réglementaires. L'analyse de l'écart entre les outils réglementaires et les discours constituent une interprétation de l'action publique et une mise en perspective des tensions et des enjeux réels des territoires. Cette analyse permet une prise de recul nécessaire pour distinguer les effets des politiques et des changements territoriaux sur les comportements et les stratégies des acteurs. L'analyse diachronique des documents d'urbanisme et les discours des acteurs permettent d'identifier des pistes de progrès dans une perspective de coordination de l'action sur les franges urbain/rural.

Concernant la méthode d'analyse des formes d'action territoriale, le choix à été celui d'avoir une lecture pragmatique des stratégies territoriales en reconstruisant le « référentiel de l'action » (Guérin 2001, Barbut 2009). Cette lecture à partir de la Charte de territoire, posé comme document initial de référence orientant la stratégie territoriale, s'est faite à travers le repérage des besoins (ou pressions), des enjeux, des objectifs, des actions, des effets mentionnés, selon le principe d'arborescence (arbre d'objectifs ou d'impacts). De cette stratégie identifiée, une autre étape consistait à repérer les moyens d'action concrets mises en œuvre sur le territoire (Contrat de Pays, LEADER, Agenda 21 ...) selon le critère de projet d'action contractuel (multi-acteurs) ; l'ensemble des dispositifs ne pouvant être retenus en raison de la profusion des soutiens spécifiques existants. Il fallait ensuite trouver le lien entre ces différents dispositifs et mettre en correspondance les orientations stratégiques en fonction des leviers d'action mis en exergue. Pour chacun de nos neuf territoire d'étude, un schéma récapitulatif a été élaboré (Annexe 5), nous servant de base de ressources des formes d'action. L'intérêt est de pouvoir dégager les traits majeurs se dégageant de ces formes d'action collective organisée (Friedberg 1993, Angeon-Caron-Lardon 2006) et située (Argyris et Schön, 1998) à partir de la construction de grilles d'analyse devant pouvoir positionner l'action territoriale par rapport aux transformations territoriales constatées ou invoquées. Des analyses plus ciblées ont précisées la nature des interactions (gestion du foncier littoral, Charte du PNR, adéquation entre Charte et SCOT...) ou l'appréciation des effets (effets structurants des pôles urbains, impact d'un Contrat de Pays, de leader...). La finalité est de pouvoir approfondir les logiques d'action et les moyens d'intervention en matière de développement territorial, selon une méthode inductive.

2.6. Réalisations et résultats obtenus

L'étude des interactions entre les mutations des territoires ruraux et les formes d'action publique territoriale conduit vers trois types de résultats complémentaires.

- **D'abord, nous avons montré qu'il est possible de rendre compte et de capter les effets du zonage dans les prix fonciers et immobiliers** (Dachary-Bernard, Gaschet, Lyser, Pouyane et Virol, 2011). Nous avons aussi souligné le rôle complexe des politiques de régulation sur les transactions en usage résidentiel des terres viticoles dans l'espace périurbain bordelais (Peres-Gaussier 2010, Peres-Gaussier avec article en arbitrage).
- **Ensuite, le regard des touristes sur les territoires qu'ils fréquentent apportent des éléments de réflexion intéressants sur la nature des politiques de régulation à mettre en**

place (Cazals, Dachary-Bernard, Lemarie, article en arbitrage). Dans la même optique, les stratégies de migration et de transferts d'activités interrogent le rôle et les marges de manœuvre de l'action publique territoriale (Puissant, livrable 2012), face à la diversité des capacités de rétention ou d'attraction des territoires et au rayon relativement faible des déplacements.

- **Enfin, la confrontation des documents de planification avec les choix d'action des acteurs semble remettre en cause une idée reçue : les documents de planification sont aujourd'hui des documents intégrés.** Or, on constate que les choix d'action restent souvent cloisonnés sans restituer forcément l'intégration attendue. Qui plus est, les discours communaux peuvent entrer en décalage avec les stratégies du SCOT et les logiques individuelles en opposition aux logiques fédératives (pays, intercommunalité) (Labat 2010 ; Labat 2011 ; Péré-Labat-Doré, 2011, article à soumettre). Les espaces ruraux restent encore fortement assujettis à l'hétérogénéité des représentations et des discours entre les mêmes acteurs de la planification intercommunale et communale.
- **Finalement, l'analyse contextuelle des formes d'action publique territoriale semble montrer un relatif décalage entre une gestion intentionnelle et une gestion effective.** Le mode de gestion des transformations territoriales est conditionné par les contraintes perçues comme telles, les potentialités et les capacités des territoires, les critères d'éligibilité aux procédures contractuelles et leur temporalité. Même si la formalisation analytique reste encore à approfondir (programmée durant l'année 2012), il y a une « production de l'action » mais sans toujours qu'il y ait un « retour de l'action » au moment de sa conception ou lors de son exécution. Si pour les chercheurs, ce « retour de l'action » est une condition nécessaire de l'action en tant que telle, il se heurte à des exigences de terrain que la recherche doit aussi intégrer. Une des finalités de ce projet ACTER est de pouvoir concevoir des grilles d'analyse facilement opérationnelles et des éléments de démarche permettant aux acteurs d'avoir une vision réflexive de leur action, même si incomplète.

Ces résultats s'appuient sur des réalisations importantes qu'il s'agit d'éclairer plus avant.

➤ **L'évaluation de la forme précise des gradients de prix littoraux est une innovation sur le plan scientifique.** Il s'agit d'aller au-delà du constat basique d'une décroissance continue et régulière des prix, en décrivant la forme exacte de la relation distance-prix. Par exemple, sur le marché des terrains constructibles au Pays Basque, nous observons une forte décroissance des prix jusqu'à un kilomètre du littoral, qui correspond à la fois à l'aire d'exposition directe aux aménités littorales (vue) et à une accessibilité piétonne. Les prix deviennent ensuite insensibles à la distance au littoral entre 1 et 12 km, correspondant à une aire d'accessibilité automobile moyenne (moins d'une demi-heure) aux aménités littorales. Ainsi, logique d'aménité et logique d'accessibilité se combinent pour expliquer la forme du gradient. Autre exemple : le segment des terres agricoles est lui aussi marqué par une décroissance des prix avec la distance, ce qui est inattendu, mais qui s'explique par l'intégration dans les prix de plus-values de conversion anticipées. Le montant de ces plus-values dépend notamment du caractère constructible ou non des terres, c'est-à-dire du zonage : l'estimation de la sensibilité des prix aux différents types de zonage et d'usage du sol se révèle pertinente. L'existence d'une prime positive associée à la proximité à un zonage en espaces naturels (ND) est constatée, elle est négative associée à la proximité à un zonage NC (agricole). Ce résultat suppose que les aménités associées aux espaces naturels sont positives ; au contraire, les aménités associées aux espaces agricoles sont négatives, contrairement au modèle théorique de la « ville périurbaine » (Cavailhès *et al.*, 2003). Enfin, la proximité aux zones d'urbanisation future produit un effet dépréciatif sur les biens, confirmant le fait que ce ne sont pas tant les aménités liées aux espaces ouverts qui sont valorisées, que le fait qu'ils ne soient pas construits, c'est-à-dire l'absence de désaménités liées à la densité (Irwin, 2002).

➤ **L'évaluation des choix d'aménagement par la méthode des choix multi-attributs a présenté des scénarii construits autour des 4 principaux attributs** que sont l'usage agricole, l'usage forestier, le type de développement résidentiel et l'usage ostréicole. Il s'agit d'une originalité

méthodologique puisque ce type de méthode est peu appliquée dans le champs de l'économie spatiale pour traiter de questions d'aménagement (Johnston et al., 2002). Chacun de ces attributs était illustré dans les questionnaires par des pictogrammes et des photos, pour faciliter l'exercice de choix à réaliser par les enquêtés. 398 touristes ont été enquêtés au cours de l'été 2010. Il ressort de la modélisation économétrique des choix la mise en évidence de plusieurs dimensions aménitaires du territoire. Le caractère paysager associé à l'activité ostréicole est fortement valorisé, la dimension récréative des espaces de forêts l'est aussi (avec un aménagement léger des forêts pour l'accueil du public). En revanche, pour le développement résidentiel, il ressort une préférence pour un développement à proximité des centres, c'est-à-dire à proximité des services. On constate par ailleurs une certaine forme d'hétérogénéité des préférences selon certains facteurs sociaux ou spatiaux. Ainsi, le fait d'être originaire du bassin d'Arcachon incite les touristes à n'accepter aucun changement dans l'usage des sols, et à préférer un maintien de l'état actuel. Enfin, un touriste du Nord-Bassin sera également plus frileux à toute forme de changement de l'espace s'il est sensibilisé aux activités récréatives ayant trait à l'ostréiculture.

➤ **L'analyse des théories de l'action a permis de constater la mobilisation des instruments d'action publique liés à la planification du développement sur des territoires à fort potentiel.**

Le foncier constitue une ressource dont le potentiel économique conduit les acteurs à mobiliser des discours antagonistes et stratégiques quant aux évolutions territoriales. Si on constate que l'attractivité est un enjeu dominant, les choix d'action sont multiples et conduisent à une gestion imbriquée de cette attractivité avec simultanément des logiques d'organisation, de valorisation, de différenciation dont la dominante résultera des particularités locales (contexte, acteurs, dispositifs). Par exemple, l'espace forestier interurbain aux deux agglomérations (Bordeaux, Arcachon) est perçu à la fois comme une réserve foncière par de nombreux acteurs urbains et plus modérément pour certains acteurs forestiers, dont la dépendance économique à la sylviculture reste marginale : stratégie de placements forestiers pour les grands propriétaires de type personnes morales, innovations à haute valeur ajoutée dans le secteur bois (exploitation sur de faible volume). La concrétisation de ces choix sont fortement influencés par l'existence de dispositifs, la perception des acteurs, leur degré d'apprentissage à l'action collective, la présence d'une ingénierie territoriale. Une analyse de la sociologie des acteurs permet de constater que les valeurs données aux espaces forestiers sont fonction de l'ancrage individuel des acteurs dans leurs rapports socio-économique à la forêt.

➤ **Les documents d'urbanisme (SCOT et PLU) intègrent de plus en plus les enjeux forestiers.**

De ce point de vue, les outils d'action publique urbains sont davantage mobilisés. Cette évolution est essentiellement due aux perspectives offertes par la reconfiguration des normes issues de la loi SRU. Les SCOT et les PLU servent des stratégies individuelles de différenciation et de développement dans un contexte concurrentiel où les discours communaux sont en décalage avec les stratégies du SCOT, et les logiques individuelles en opposition aux logiques fédératives (pays, intercommunalité). Les entretiens révèlent des stratégies parfois décalées par rapport à celles qui contiennent les outils normatifs. La coupure d'urbanisation inter-agglomération Bordeaux-Arcachon sert autant des desseins politiques et stratégiques qu'une réelle reconnaissance de l'espace forestier selon des valeurs aménitaires et environnementales. Ces résultats nous conduisent à réinterroger la gouvernance départementale et/ou régionale comme échelle pertinente du développement régional intégré dans le cadre d'une mise en cohérence des instruments de la planification territoriale.

L'ensemble de ces résultats conduits à revisiter la grille de lecture de l'action publique du point de vue de ses instruments (Lascoumes et Simard, 2011) : la question des problèmes du choix de l'action mériterait en amont d'intégrer les effets des actions.

2.7. Exploitation des résultats et valorisation

L'exploitation et la valorisation des résultats suivent deux logiques imbriquées :

- **L'entrée foncière a fait le choix de favoriser dans un premier temps une valorisation académique**, basée essentiellement sur les communications dans des colloques internationaux (ERSA, ASRDLF), et la publication dans des revues scientifiques reconnues, en langue française (*Economie et Statistique*) ou anglaise (*European Planning Studies, Environment and Planning A*). Ces deux dernières publications correspondent à des articles en cours de soumission, car l'analyse des résultats nécessite encore d'être finalisée. C'est à partir de ces publications que nous transférerons, dans un deuxième temps, nos principaux résultats aux acteurs concernés pour une valorisation opérationnelle. Un Focus de 4 pages sur la thématique de la pression foncière littoral a été réalisé afin de pouvoir diffuser les résultats principaux aux acteurs intéressés (proposé à l'animation PSDR mi-décembre 2011).
- **L'entrée institutionnelle s'est orientée sur la construction de bases de données permettant d'éclairer les mutations territoriales en lien avec l'action publique territoriale**, des interviews d'acteurs et le décryptage des documents de planification. Les résultats ont fait l'objet de la production d'articles (*Projets de paysage, Revue Canadienne de Science Régionale* et soumission d'un article à *Land Economics*) et de présentations pendant les séminaires du projet. L'ensemble des résultats reste à affiner, à valoriser dans des revues scientifiques et à intégrer dans des projets futurs (enseignements, méthodes d'analyse, aperçu général des instruments d'action publique en matière de planification urbaine, construction d'un guide en matière d'ingénierie des effets des actions à destination des acteurs). Notamment, le retour des acteurs sur l'analyse des universitaires permettra d'apporter des éléments de valorisation du point de vue de l'ingénierie de projet.

Ainsi la logique de valorisation académique est posée en amont d'une valorisation opérationnelle, qui est apparue plus longue et plus difficile à mettre en œuvre. La valorisation opérationnelle imaginée au début du projet affichait des transferts avec l'ensemble des acteurs impliqués dans le projet sur la base de réunions thématiques. Or, cette valorisation s'est peu à peu concentrée sur certains territoires, pour lesquels il est possible de partager les enjeux territoriaux, et de cibler les demandes d'acteurs :

- typologie argumentaire de l'action dans les PLU pour le PNR des Landes de Gascogne,
- caractéristiques des perceptions des enjeux de développement au niveau des communes pour les acteurs de l'échelle SCOT et des services de l'Etat,
- identification des mécanismes de fragilisation de la ressource foncière pour les acteurs de la filière productive primaire.

Les partenaires restent toutefois en attente d'une valorisation opérationnelle ce qui laisse espérer des transferts plus directs pour l'année 2012. Nous envisageons une journée dédiée à l'échange avec les acteurs sur le volet de recherche institutionnel, et d'approfondir les liens avec l'Université d'Albacete, notamment sur les politiques européennes en matière d'espace rural. Nous préparons une réponse collective pour le colloque national final PSDR et pour le colloque régional. Pour le colloque national final, nous chercherons à échanger avec les autres régions PSDR, notamment avec Rhône Alpes et le projet POPCONGO (pour le foncier). Ces échanges avaient été initiés par notre participation au groupe de travail transversal PSDR GDT (gouvernance des territoires). Plus généralement, nous souhaitons confronter nos résultats avec les autres programmes, en particulier sur les nouvelles lectures relatives au développement territorial ainsi que les apports des économistes à la science politique.

2.8. Contribution au développement régional et territorial

L'ensemble de nos résultats contribue à éclairer les interactions entre les mutations des territoires ruraux et les formes d'action publique territoriale. *Ils s'inscrivent directement dans une problématique de développement territorial.* L'attractivité des territoires ruraux, en restant au cœur de l'analyse, ouvre sur une problématique de développement régional. Notre projet a ainsi permis de contribuer à répondre à la fois au « pour » et au « sur » du développement régional.

➤ **D'abord, une part des travaux a consisté à étudier les mécanismes fonciers à l'œuvre sur des territoires très attractifs et soumis à des enjeux d'ordres variés, les territoires littoraux.**

Cet état des tensions foncières a montré que les aménités littorales jouent un rôle non négligeable dans les choix de localisation des agents, mais de manière différenciée selon les terrains d'étude. Nous avons également montré que l'intervention réglementaire est productrice d'aménités, notamment en lien avec les espaces naturels sanctuarisés par le zonage. Ces résultats soulignent le rôle central des spécificités territoriales et, par conséquent, de la marge de manœuvre dont disposent les acteurs locaux pour agir sur la structuration spatiale de leur territoire.

Par ailleurs, l'évaluation des choix d'aménagement permet d'offrir aux décideurs locaux des informations utiles à leurs choix d'aménagement. Ainsi, en fixant de manière plus ou moins stricte les usages du sol, les décisions prises concernant le zonage sont productrices de plus-values (usage naturel, inconstructibilité), ou de moins-values (usage agricole, ouverture à l'urbanisation). L'intervention publique sur les usages du sol est bien créatrice de valeur, une valeur qu'il pourrait s'agir de récupérer, au moins en partie, à travers l'instauration de la nouvelle taxe forfaitaire sur la cession des terrains devenus constructibles (loi ENL 13.VII.2006, art. 1529 du Code Général des Impôts).

De plus, l'étude des préférences des touristes en matière d'aménagement met en évidence les changements d'usage du sol souhaités. Les décideurs disposent non seulement d'information qualitatives sur ces préférences, mais peuvent également s'appuyer sur les indicateurs quantitatifs fournis (consentements à payer) pour estimer les bénéfices (ou coûts) attendus de leur mesure. Ainsi les enjeux pour les acteurs du territoire en termes de développement touristique peuvent être croisés à ceux d'aménagement du territoire pour mieux réfléchir de façon intégrée et non sectorielle à l'avenir de leur territoire.

➤ **Ensuite, les résultats concernant l'approche institutionnelle appliquée à l'espace forestier participent d'une meilleure compréhension des tensions et des stratégies des acteurs.**

La tempête de 2009 a constitué un événement exogène des dynamiques territoriales qui a fragilisé l'espace forestier et a renouvelé les stratégies. Une certaine défiance est apparue lors des rencontres avec les acteurs. Nous avons constaté une forme de repli, notamment des acteurs forestiers. Cependant, cet imprévu climatique a permis de rappeler de nombreux discours sur la forêt, révélant ainsi des valeurs qui doivent être mieux identifiées lors de toute réflexion d'envergure sur l'espace aquitain. Par exemple, plusieurs territoires sont susceptibles de bénéficier de nos résultats :

- le PNR des Landes de Gascogne, qui après une évaluation en 2009, a constaté l'impératif de renouveler son mode d'intervention dans les documents d'urbanisme ;
- le GIP Littoral, qui entreprend la réalisation d'une charte de développement du littoral aquitain ;
- les services de l'Etat qui souhaitent la mise en œuvre d'une DTADD sur l'ensemble du littoral et du massif landais aquitain ;
- les territoires de projets tels que les pays ou les SCOT, qui soulignent l'importance d'évaluations ex-ante de leur intervention ;

En outre, nos résultats montrent l'importance de développer la méthodologie d'identification des théories d'action sur l'ensemble des échelles d'intervention publique, ainsi que l'intérêt et la possibilité de continuer l'exploitation des données MAJIC et SAFER.

➤ **Enfin, de l'analyse du mode de gestion publique à travers les logiques d'action privilégiées sur le terrain, trois apports majeurs sur le développement régional peuvent se dégager.**

- *Le premier apport porte sur le repérage des pressions exercées* avec des analyses poussées sur l'évolution du foncier, à l'instar de ce qui se fait en Ile de France, en Rhône-Alpes ou en Bretagne. La mise à disposition des données de la SAFER nous a permis de mieux appréhender le changement d'usage du sol ainsi que la valeur marchande attribuée au foncier. Si l'action territoriale cherche à desserrer la contrainte foncière (présentée comme un coût au sens de désavantages pour impulser une autre dynamique territoriale), les moyens d'action mis en œuvre (zonage, préemption, ZAC, fiscalité ...) peuvent aussi générer une pression foncière aux alentours. L'identification des marges de manœuvre existantes pour l'action territoriale, permet à la fois d'accompagner et d'orienter les dynamiques de marché. La pression foncière est reconnue comme un défi et une contrainte dans les stratégies territoriales avec néanmoins, un levier d'action restant orienter sur de nouvelles dynamiques territoriales. La structuration de l'espace semble être du seul ressort des SCOT, même s'il y a une tendance actuelle à rapprocher les SCOT des Chartes de territoire.
- *Le deuxième apport réside dans une meilleure connaissance des choix d'action* faits dans les territoires ruraux à partir des motifs exposés et des attentes en matière d'amélioration de la situation socio-économique. Notre recherche sur les dynamiques institutionnelles a conduit à récupérer les divers documents élaborés dans nos territoires sélectionnés, à établir des grilles d'analyse sur leur contenu stratégique, sur l'articulation au sein d'un territoire des projets émis à des niveaux de décision différents. Ce travail étoffe les diverses approches du concept de gouvernance avec ici, une lecture plus stratégique et procédurale. Notre objectif est de pouvoir caractériser les formes d'action privilégiées selon le type d'espace rural et montrer la complexité dans la gestion de ces territoires où l'action publique a parfois un effet régulateur, mais a aussi des incidences contradictoires en raison d'enjeux pas toujours facilement conciliables. La segmentation de l'action territoriale prédomine à l'approche globale et intégrée souvent évoquée dans les Chartes d'Objectifs ou dans les SCOT.
- *Le troisième apport concerne un approfondissement des méthodes et des outils facilement opérationnels pour appréhender les conséquences des choix d'action.* Ceci renvoie à la démarche d'évaluation de l'action territoriale, pratiquée sur le terrain mais se résumant le plus souvent à une analyse des actions réalisées (de type tableau de bord) par manque de temps ou par absence de grilles directement opérationnelles. Notre recherche analyse les formes d'action territoriale à travers les concepts de l'évaluation (ou « théorie de l'action ») en cherchant à identifier les liens de causalité entre les enjeux, les objectifs et les effets. Notre objectif est de pouvoir formaliser en fin de recherche, des grilles d'analyse reproductibles, permettant aux acteurs d'avoir un éclairage des choix possibles ou des effets présumés. Notre mission d'appui au PO FEDER est orientée dans ce sens.

➤ **Au final, il est important de discuter les références d'attractivité et de compétitivité qui sont au cœur du programme ACTER.** Il nous semble qu'un glissement progressif sémantique traduit des changements profonds dans les travaux et dans la pratique des chercheurs et dans les attentes des acteurs. Il y a peu de temps encore et notamment dans PSDR1 et 2, le fonds des préoccupations concernait les liens, les mécanismes, les enchaînements entre l'aménagement, le développement et les territoires et cet ensemble de relations, de politiques se retrouvait plus ou moins clairement exprimé par le vocable général de « développement régional ». L'orientation actuelle, celle de l'acronyme témoigne de questionnements et de quête de politiques et d'action territoriale qui ont changé de nature. *On passe ainsi de l'aménagement qui semble dépassé ou malsain à l'attractivité consistant à apprécier, détecter, construire ou renforcer des avantages.* Il s'agit de valeurs et de représentations visant à construire des avantages relatifs ou « différenciatifs ». On vise alors aussi bien des indicateurs sur l'attraction sur des facteurs de production entendus au sens large et on veut jouer aussi sur l'*attractiveness* au sens de la séduction. Plus simplement et de manière plus brutale et moins glorieuse, il s'agit dans beaucoup de cas de maintenir et de résister. Du coup, on voit

l'« attraction » d'un certain nombre de modèles de références se déclinant par une panoplie d'indicateurs d'attractivité comme ceux évoqués par Mathieu (2005).

Les termes parlent d'eux-mêmes : il s'agit bien de passer de l'attractivité à la compétitivité des territoires, raisonner et construire des politiques axées sur la performance, l'efficacité, la réussite. *Même si les indicateurs évoqués relèvent souvent de l'ordre de l'économie nationale ou concerne les grandes villes, la démarche et l'esprit sont largement marqués par cette omniprésence de territoires qui doivent « gagner » au prix d'une concurrence exacerbée entre territoires ruraux de la même région.* Cet esprit général sous-tend des opérations, des actions et plus généralement des politiques qui doivent entrer dans cette logique : ambitieuse, conquérante, déterminée, mobilisatrice des personnes, des entreprises, des institutions et de... fonds. Il nous semble que d'une part, les réalités territoriales, dans de nombreux cas sont confrontées à des questions plus « modestes » comme il est dit plus haut, maintenir, résister, et que d'autre part, si on accepte le cadre de l'attractivité et de la compétitivité, on est presque conduit à s'attendre à des politiques dont il sera facile de dire que les résultats sont globalement limitées pour ne pas parler d'échec relatif, partiel. Ces éléments sont approfondis dans [l'Annexe 7](#).

2.9. Discussion

Quelques éléments de discussion sont posés au niveau des perspectives analytiques et organisationnelles.

➤ **Du point de vue des perspectives**, ce projet a été l'occasion de développer de nouvelles analyses spatiales sur le foncier. Il ouvre des perspectives sur l'identification des stratégies d'acteurs dans des situations interactionnelles (franges territoriales), dans le cadre de grands projets partenariaux ou dans des contextes d'incertitude. *Par ailleurs, les analyses effectuées sur les théories d'action peuvent être mises à profit dans des démarches d'évaluation, en particulier ex-ante.* L'expérimentation sur les théories d'action a été confirmée dans ce projet PSDR, en lien avec une thèse (Labat, 2011) sur l'évaluation des politiques paysagères dans les documents d'urbanisme. Elles ont servi de trame pour décrypter les instruments d'intervention mis en œuvre dans nos territoires d'étude. Or une difficulté majeure rencontrée dans cette analyse de l'action territoriale fut la variété des champs couverts, ayant entraîné un retard dans la production de synthèses. L'objet de la recherche sur cette entrée « action publique territoriale » était ambitieux car permettait d'avoir une vision globale de la nature de l'intervention dans ces territoires, mais pose ensuite des problèmes inévitables de dispersion des analyses.

- *Concernant l'approche foncière*, un certain nombre de difficultés se sont fait jour notamment la non-disponibilité des documents d'urbanisme vectorisés. Toutefois, le partenariat avec la SAFER a été très riche dans la mesure où celle-ci a mis à la disposition des chercheurs, l'ensemble de ses ressources en retour de son intérêt pour le programme ACTER. Et d'ailleurs, ce partenariat sera reconduit dans le cadre d'un programme CCRDT pour lequel la problématique de l'influence du zonage sur les prix fonciers sera élargie à l'ensemble des dispositifs d'intervention foncière. La collaboration avec le CEMAGREF trouvera aussi un moyen d'être poursuivie et appliquée à l'échelle régionale.
- *Concernant l'approche institutionnelle appliquée au massif forestier*, une dimension externe a fortement pesé sur l'analyse. Le projet s'est trouvé contraint par l'événement climatique de la tempête Klaus en janvier 2009 qui a entraîné une relative fermeture des acteurs sur leur disponibilité pour partager leurs visions stratégiques. Un des impacts de cette situation a été la faible disponibilité des informations (bases de données, indicateurs chiffrés) et des acteurs mobilisés par la situation d'urgence. Les objectifs initiaux sont atteints partiellement, de nombreux acteurs ne se sont pas montrés disponibles soit pour participer en tant que partenaires, soit pour nous accueillir dans le cadre des entretiens. Klaus par ailleurs a entraîné une réflexion

approfondie sur les problèmes de reboisement (quantité et nature des essences), et a montré la complexité des systèmes politiques et administratifs pour gérer les effets de la grande tempête.

➤ **Le temps reste une variable fondamentale des acteurs de terrain** qui bien que partageant un protocole commun en terme d'ingénierie, se trouvent souvent contraints à décider et à agir dans l'urgence, et pas seulement lors de grandes catastrophes. **Cette question impose un retour scientifique sur « la question des temps de l'aménagement et du développement » que nous avons proposé de traiter dans le cadre d'un séminaire de recherche dédié, fixé le 27 janvier 2012**. L'objet de cette journée est de réunir à Bordeaux des spécialistes de l'aménagement et du développement des territoires pour proposer à terme un programme de recherche sur la rencontre des dimensions temporelles et spatiales en matière d'aménagement et de développement des territoires. L'entrée est délibérément pluridisciplinaire pour croiser nos réflexions et nos approches sur le temps, alors que l'on s'intéresse toujours plus directement aux échelles spatiales et que nos travaux soulignent l'importance du temps immédiat et celle structurante du temps long. Les interventions permettront de faire le point sur des entrées à la fois stratégiques et politiques, juridiques et institutionnelles, économiques et financières. La journée va ainsi réunir une dizaine d'intervenants dont A. Fremont (ancien recteur, ancien président du conseil scientifique de la Datar), S. Guelton (Institut d'Urbanisme de Paris), L. Chapelon (Université de Montpellier), M. Goze (Université de Bordeaux 3) ou encore L. Bourdeau-Lepage (Université de Lyon III). Le programme est joint en Annexe 8.

2.10. Conclusions

De cette recherche, plusieurs conclusions se dégagent.

➤ **La première concerne tout l'intérêt et aussi les difficultés de mettre en œuvre et de faire fonctionner ce type de programme.** Les temporalités des universitaires et des acteurs ne sont pas de même nature, pas davantage les enjeux et les attentes. On a vu par exemple comment la tempête Klaus avait largement mobilisé les acteurs, on a souligné aussi la complexité des espaces analysés, qu'il s'agisse du bassin d'Arcachon ou de la Côte Basque : sur ces espaces se jouent d'énormes tensions, se confirment aussi la difficulté de définir des stratégies communes, dans la mesure où l'espace rural est largement commandé et orienté par les dynamiques urbaines. Il en va de même pour les espaces ruraux éloignés, qui s'inscrivent dans des dynamiques institutionnelles qui échappent quelquefois aux acteurs communaux. Or, une grande partie des actions s'inscrit à l'échelle communale. Le programme, dans sa temporalité, s'est déroulé dans une période de profonde interrogation sur l'expression de la réforme territoriale.

➤ **La deuxième interroge la question du transfert de connaissances telle qu'elle est formulée dans le programme PSDR, et dans la prise en compte des partenariats.** Le déroulement du programme montre des attentes des deux types de partenaires (universitaires et acteurs) convergentes, pour autant que l'on convienne de la finalité des travaux et de la nécessité d'améliorer les modalités de transfert : celles-ci commencent par la compréhension des logiques de fonctionnement des uns et des autres. Classiquement encore, si la volonté d'un travail partenarial est fortement affirmée, il reste que les acteurs sont plus en attente des apports des universitaires quand ces derniers voient surtout dans les partenaires des passerelles pour mieux comprendre le terrain et disposer d'informations pratiques. De ce point de vue, le rôle des étudiants sur le terrain a été positif, mais il reste plus généralement une forte ambiguïté : jusqu'où les universitaires peuvent-ils s'impliquer dans des réponses plus directement opérationnelle ? Sur le fonds toutefois, l'expérience de ce partenariat conduit à s'interroger sur la pratique de l'ingénierie, plus formalisée chez l'universitaire, plus intuitive et quotidienne sur le terrain. Dans la même optique, l'analyse de la dynamique partenariale demanderait d'intégrer elle-même les partenaires, acteurs de terrain. Il faudrait en retour que les partenaires, acteurs de terrain, fassent part en fin de programme de leur

sentiment sur ces transferts : s'agit-il de connaissances, de méthodes, de façon de « vivre » ensemble un programme ? On souligne la difficulté de formuler des remarques générales tant la diversité des situations, des attentes, exprimées ou non, sont la règle.

➤ **La troisième conclusion souligne que, sur des questions dont les enjeux politiques sont toujours très présents, l'application de méthodologies de type économétriques complètent heureusement le travail à partir de documents, de terrains, de rencontres et d'interviews d'acteurs.** En retour, les chercheurs ont été conduits à affiner des méthodes (par exemple la méthode d'évaluation des choix multi attributs ou la méthode des prix hédoniques) et les appliquer à des problématiques d'aménagement et de développement pour lesquelles elles n'étaient pas directement dédiées.

Ces apports nécessitaient des informations et des accès au terrain que les partenaires ont largement facilité : de ce point de vue un réseau institutionnel s'est créé, dont il faut espérer qu'il pourra être pérennisé.

➤ **Enfin, l'entrée par les politiques publiques territoriales a été très stimulante : elle a confirmé l'enchevêtrement des territoires et la complexité de la prise de décision.** Elle apporte des éléments complémentaires sur les thèmes de l'attractivité territoriale, en confirme les attentes, même si dominant régulièrement et légitimement la gestion quotidienne des problèmes de ces territoires et des logiques de fonctionnement des acteurs. L'entrée par les politiques publiques doit nous inciter à la fois à plus d'ambition et de modestie. Ambition en ce que trop souvent des modes de pensée théorique et des instruments sont rapidement transposés alors qu'il faudrait sans doute d'avantage construire des lectures spécifiques pour les espaces considérés. Mais du coup, il nous faut faire preuve de modestie dans la mesure où nous devrions d'abord mieux comprendre, au-delà des documents et des discours, les modes de fonctionnement et de régulation des institutions et des lieux de décision. L'investigation des politiques publiques territoriales ouvre aujourd'hui sur de nombreuses questions parmi lesquelles la question du type de politiques adaptées (sectorielles, territoriales) et des acteurs les plus à même de les porter. Nos travaux et réflexions amènent plus largement à interroger les formes de coordination entre acteurs sur des espaces aux enjeux variés, et dont les populations en présence attendent divers changements. Entre préservation des espaces en réponse aux problèmes environnementaux et développement économique et social, c'est toute la difficulté d'une gestion durable des territoires et celle de l'adaptation des formes de coordination des acteurs pour y répondre qui sont implicitement posées ici.

2.11. Références

Cette liste des références bibliographiques est loin d'être exhaustive en raison du champ de recherche très large de ce projet ACTER. Ne sont donc présentées ici que les références donnant un aperçu du champ d'analyse et utilisées dans les divers travaux.

➤ **Références bibliographiques issues du projet**

- Dachary-Bernard Jeanne, Gaschet Frédéric, Lyser Sandrine, Pouyane Guillaume et Virol Stéphane, 2011, L'impact de la littoralisation sur les marchés fonciers. Une approche comparative des côtes Basque et Charentaise, *Economie et Statistique*, n° 444-445 spécial *foncier agricole*, à paraître.
- Labat Didier, 2009, L'apport de l'identification des théories d'action dans l'évaluation des politiques publiques de paysage des documents d'urbanisme, *Projets de Paysage*, 21p, www.projetsdepaysage.fr.

- Labat Didier, 2010, La mise en œuvre des politiques paysagères : quand la décision publique est confrontée aux échelles de définition. L'analyse des proximités comme outil de compréhension de la coordination de l'action paysagère, *Projet de Paysage*, 11p. <http://www.projetsdepaysage.fr>.
- Peres, Stéphanie et Nathalie, Gaussier, 2010, « La conversion des parcelles viticoles en usage résidentiel, le cas de l'aire urbaine de Bordeaux », *Revue Canadienne de Science Régionale*, 2010, vol. 32, 123-136.

➤ **Références bibliographiques hors du projet**

- Anselin, L., 2008, *Spatial hedonics*. in Mills T. C. et Patterson K., Palgrave handbook of econometrics, vol.2, Palgrave MacMillan, Basingstoke.
- Angeon V., Caron P., et Lardon S., 2010, Des liens sociaux à la construction d'un développement territorial durable : quel rôle de la proximité dans ce processus ?, *Revue Développement durable & territoires*, Dossier 7.
- Angeon V. et Bertrand N., 2007, *Les dispositifs contractuels de développement rural : quelles proximités mobilisées ?*, Communication au Colloque de l'ASRDLF sur Les dynamiques territoriales : débats et enjeux entre les différentes approches disciplinaires, Grenoble-Chambéry, 10-12 juillet.
- Angeon V. et caron A., 2004, Valorisation de ressources et attractivité des territoires. L'environnement facteur de spécification de ressources et d'attractivité territoriale, *Montagnes Méditerranéennes*, n°20, décembre.
- Argyris C. et Schön D.A, 1996, *Apprentissage organisationnel*, Ed. De Boeck Université, Trad. Française, Bruxelles.
- Argyris C. et Schön D.A, 1974, *Theory in Practice : Increasing Professional Effectiveness*, Ed. Joey-Bass, San Francisco.
- Aubert F. et Schmitt B., 2006, *Mécanismes économiques à l'œuvre dans les espaces ruraux, conceptions du rural et logiques de l'intervention publique*, Conférence SFER-UK AES sur Nouvelles frontières entre les politiques agricoles et rurale en Europe, Paris, 29 mars.
- Barbut L., 2009, L'évaluation ex-post du PDRN : un regard instructif sur le passé pour améliorer l'avenir, *Notes et Etudes socio-économiques*, n°33, novembre
- Barone S., 2006, *L'action publique territoriale est-elle soluble dans le néo-institutionnalisme ?*, Journée d'étude de l'AFSP, Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, 15-16 juin.
- Bennett, J. et R. Blamey., 2001, *The Choice Modelling Approach to Environmental Valuation*. Cheltenham, UK: Edward Edgar Publishing, Inc.
- Bourdin A., 2007, L'action publique de proximité dans la métropole des individus, *Revue Telescope*, printemps.
- Boutet D., 2006, 2006, L'importance d'une dynamique résidentielle dans le rural isolé, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 5.
- Brueckner J. K., Thisse J.-F., Zenou Y., 1999, Why is central Paris rich and downtown Detroit poor ? An amenity-based theory. *European Economic Review*. 43, pp. 91-107.
- Camagni, R., 2009, Territorial capital and regional development. in R. Capello and P. Nijkamp, *Handbook of Regional Growth and Development Theories*. Edward Elgar. Cheltenham. pp. 118-132.
- Cavailles, J., Peeters D., Sekeris E., Thisse J.-F., 2003, La ville périurbaine, *Revue économique*. 54 1, pp. 5-24.
- CERTU, 2011, *La contribution des Schémas de Cohérence territoriale aux enjeux de développement économique des territoires*, note de synthèse coproduite avec Etd, septembre.

- CERTU, 2006, *Quels outils de l'action foncière au service des politiques publiques ?*, Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer, Paris.
- CESR Aquitaine, 2007, *Economie productive, économie résidentielle, économie publique : dynamiques comparées des trois sphères*, Rapport de l'Observatoire des Mutations économiques, novembre.
- Chia E. (et alii), 2010, *Comment étudier la gouvernance territoriale ? Mise à l'épreuve d'une grille de lecture*, Communication au Colloque de l'ASRDLF-AISRe, Aoste, 20-22 septembre.
- Clarimont, S., Alduhy J. et Olivier Labussière, 2006, Les recompositions territoriales face à la faible densité : comparaison des "pays" aquitains et des comarcas aragonaises. *Annales de Géographie*. vol. 115, n°647, 26-48.
- Claustre V., 2009, *La démarche prospective au service du développement et de la planification territoriale*, Association de Prospective Rhénane, Février.
- Colletis, G. et Pecqueur B., 1996, *Les facteurs de la concurrence spatiale et la construction des territoires*, in Peraldi M. et Perrin E., eds., Réseaux productifs et territoires urbains, Toulouse Presses Universitaires du Mirail.
- Creusat J., 2005, *Du diagnostic aux scénarios*, INSEE lorraine, janvier.
- Crozier M et Friedberg, 1981, *L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*, Ed. du Seil, Paris.
- Davezies L., 2009, L'économie locale « résidentielle », *Géographie Economie Société*, 1 / Volume 11.
- Davezies, L. et M. Talendier, 2009, *Repenser le développement territorial ? : confrontation des modèles d'analyse et des tendances observées dans les pays développés*, La Documentation Française.
- Demazieres, C., 2004, Construire l'attractivité : commerce ou politique publique ?. *Pouvoirs locaux*, n°61, pp. 60-65 (with T. Rivard).
- Doré G., 2009, Attractivité retrouvée des zones rurales : atouts et risques de l'économie résidentielle, *Revue Pour*, n° 199, février.
- Duke, Joshua M., 2008, "Estimating Amenity Values: Will It Improve Farmland Preservation Policy?", In *Choices*, 11-15. online magazine: Agricultural & Applied Economics Association.
- Fingleton, B. et Le Gallo J. 2008, Estimating Spatial Models with Endogenous Variables, a Spatial Lag and Spatially Dependent Disturbances: Finite Sample Properties. *Papers in Regional Science*. vol. 87, pp. 319-339.
- Forsé M., 1991, Contribution à une morphologie des rôles réticulaires, *Sociétés Contemporaines*, n°5, Mars.
- Français-poncet J., 2008, *Le nouvel espace rural français*, Rapport du Sénat, Paris n° 468, juillet.
- Gagnon S. et Charlebois D.Y., 2008, *Une méthodologie géographique pour comprendre la transformation des milieux ruraux et la dynamique de l'occupation récente des néo-ruraux*, Communication au Colloque de l'ASRDLF, Rimouski, 25-27 Août.
- Gaussier, N., 2009, *Espace, cognition spatiale, territoires : de l'agent réactif à l'agent cognitif*, Document pour l'Habilitation à Diriger des Recherches, 249 p.
- Greffe, X., 1996, Politiques d'aménagement du territoire et espaces ruraux. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°3, pp. 397-406.
- Guérin M. et Vollet D., 2001, Evaluation des politiques régionales : l'élevage dans un Contrat de Plan Etat-Région, *Economie Rurale*, n° 262.
- Hensher, D.A., J.M. Rose et W.H. Greene., 2005, *Applied Choice Analysis. A Primer*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Herrera C., 2010, A la recherche de la ressource foncière territoriale sur les territoires de montagne, *Revue de Géographie Alpine*, 98-2.

- Herrera C. et Duvillard S., 2008, *Ressource territoriale et multifonctionnalité des territoires : éléments de réflexion*, Communication au Colloque de l'ASRDLF-UQAR, Rimouski, 25-27 août.
- IAU-IDF, 2010, L'analyse fonctionnelle des espaces ouverts : un outil pour les territoires, *Notes Rapides*, n°499, avril.
- IAU-IDF, 2009, Les pressions foncières en milieux agricoles et naturels, Etude en collaboration avec la SAFER, décembre.
- Ingallina, P., 2007, L'attractivité des territoires. in *L'attractivité des territoires : regards croisés, actes des séminaires*. PUCA. pp. 10-18.
- INRA, 2008, *Les nouvelles ruralités en France à l'horizon 2030*, Rapport d'Etude prospective, Paris, Juillet.
- Irwin, E.G., 2002, The effects of open space on residential property values. *Land Economics*. 78 (4), pp. 465-480.
- Irwin E. G., Bockstael N. E., 2004, Land use externalities, open space preservation, and urban sprawl, *Regional Science and Urban Economics*, 34, pp. 705-725.
- Jaeger W.K., Plantinga A.J., 2007, *How Have Land-Use Regulations Affected Property Values in Oregon?*, Oregon State University Extension Service, Special Report 1077, 87 p.
- Johnston, R.J., S.K. Swallow et D.M. Bauer, 2000, Spatial factors and stated preference values for public goods : considerations for rural land use. *Land Economics*, 78 : 481-500.
- Julien, Ph., 2000, Mesurer un univers urbain en expansion. *Economie et Statistique*. n°336, 3-33.
- Kah E., 2003, La méthode d'évaluation contingente appliquée aux déchets urbains, *L'Espace Géographique*, n°1.
- Labat, D., 2011, *L'évaluation des politiques publiques de paysage dans les documents d'urbanisme. Définition et proposition méthodologique dans le cadre du SCOT de l'aire métropolitaine de Bordeaux*. Thèse de doctorat, AgroParistech/école doctorale ABIES.
- Lacour, C., 2006, Les territoires du développement régional : quelques leçons de PSDR Lyon, 9-11 mars 2005, *Revue d'économie régionale et urbaine*, Armand Colin, vol. 0(3), pages 315-327.
- Lascoumes, P., Simard Louis, 2011, L'action publique au prisme de ses instruments, *Revue Française de Science politique*, vol. 61 n°1, 5-22.
- Lascoumes, P. et P. Le Galès, 2005, *Gouverner par les instruments*. Les Presses, Sciences Po.
- Leloup, F., Moyart L. et Pecqueur B., 2005, La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale?, *Géographie Économie Société* 2005/4, Vol. 7, p. 321-332.
- Leloup F. et Pradella S., 2008, *La fabrique du territoire à la croisée des sciences sociales*, XLV^o Colloque de l'ASRDLF, Rimouski, 25-27 août.
- Maillefert M., 2009, Action collective territoriale et modèles de développement régionaux, *revue Vertigo*, volume 9, numéro 2, septembre.
- Maillefert M. et Screnci N., 2006, *Des modèles de l'Etat à l'action publique territoriale*, Communication au Colloque international sur Etat et régulation sociale, Institut National d'Histoire de l'Art, Paris, 12-13 septembre.
- Moine A., 2006, le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie, *L'Espace Géographique*, n°2.
- Monnier E. et Henard F., 2000, L'évaluation des politiques publiques dans les collectivités territoriales : exercices imposés et initiatives propres, *Revue Pouvoir Locaux*, novembre.
- Muller, P. et Y Surel, 2000, *L'analyse des politiques publiques*, Ed. Montchrestien, Paris.
- Musselin C., 2005, Sociologie de l'action organisée et analyse des politiques publiques : deux approches pour un même objet ?, *Revue Française de Science Politique*, vol 55, n°1, février.

- Napoleone, C. and A. M. Jouve, 2003, *Stratégies Des Agriculteurs Et Réorganisations Spatiales Sous Contrainte De La Périurbanité*, In Bouleversements fonciers en Méditerranée. Des agricultures sous le choc de L'urbanisation et des privatisations, Elloumi M., Jouve A.M., 143-72, Editions Karthala, Paris.
- Offner J.M., 2006, Les territoires de l'action publique locale, *Revue Française de Science Politique*, vol. 56, n°1, février.
- Perrier-Cornet, R. dir., 2002, *Repenser les campagnes*, Bibliothèque des. territoires, Éditions de l'Aube-DATAR, 280.
- Pinson, G., 2009, *Gouverner la ville par projet, urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Presses de Science Po, Paris, 418 p.
- Plottu E. et Plottu B., 2009, Logiques territoriales et aménagement durable du territoire : quelles règles de coordination et de décision ?, *Revue Géographie-Economie-Société*, n° 11.
- Pouyane, G., Gaussier N., Lacour C., Puissant S., 2008, *Un renouveau des villes moyennes par les services aux entreprises ? Rapport pour la DGALN/PUCA*, 286 p.
- Puissant S. et Lacour C., 2011, Mid-sized French cities and their niche competitiveness, *Cities*, Volume 28, Issue 5, 433-443.
- Roux E., Vollet D. et Pecqueur B., 2006, Coordinations d'acteurs et valorisation des ressources territoriales, *Economie Rurale*, numéro 293, mai-juin.
- Sabourin E. et Moreira I., 2009, *Action publique territorialisée de développement rural : le cas du territoire « Portal da Amazonia » au Brésil*, Communication aux 3èmes Journées de recherches en sciences sociales, Montpellier, 9-10 décembre.
- Sen, A. et T.E. Smith, 1995, *Gravity Models of Spatial Interaction Behavior*. NY: Springer.
- Signoret P., 2009, *Modélisation de la territorialisation et des territoires*, Communication au Colloque de l'ASRDLF, Clermont-Ferrand, 6-8 juillet.
- Stocker G., 1998, Cinq propositions pour une théorie de la gouvernance, *Revue Internationale de Sciences Sociales*, n°155.
- Surel, Y., 2000, The role of cognitive and normative frames in policy-making, *Journal of European Public Policy*, 7:4, 495-512.
- Trouve A. et Berriet-Sollic M., 2009, *Analyse critique des territoires de projet. L'exemple des politiques de développement rural*, Communication au colloque de l'ASRDLF, Clermont-Ferrand, 6-8 juillet.
- Vianey G., Bacconnier-Baylet S. et Duvernoy I., 2006, L'aménagement communal périurbain : maintenir l'agriculture pour préserver quelle ruralité ?, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°3.
- Vairo-Canicio V. (et alii), 2007, *L'imbrication des territoires et ses conséquences sur la gestion et la prospective territoriales*, Communication au Colloque de l'ASRDLF, Grenoble-Chambéry, 11-13 juillet.

3. IMPACT DU PROJET

3.1. Valorisation scientifique

3.1.1. Actions de valorisation scientifique

Publications et communications

Diffusion	Type de publication	Total	Dont publications multi-partenaires	Dont publications mono-partenaires	Dont publications inter-régionales	Dont publications inter-disciplinaires
International	Revue à comité de lecture	6	1 paru 5 soumis			
	Communications (conférence)	20	12	6	2	
France	Revue à comité de lecture	4	1	3		
	Documents de travail	3		3		
	Communications (conférence)	3		3		
	Communications (séminaires internes)	13		5	8	
Total		49	19	20	10	

Organisation de manifestations scientifiques

	Type de manifestation	Total	Dont multi-partenaires	Dont mono-partenaires	Dont inter-disciplinaires
Animation scientifique	Conférence internationale	1	1 (2011)		
	Colloque national ou interrégional				
	Colloque régional				
	Séminaire de recherche	5	2 (2010,2011) 1 prévu (2012)	1 prévu (2012)	1 prévu (janvier 2012)
Total		6	3	1	1

3.1.2. Liste des publications et communications

Les résumés de l'ensemble de ces publications et communications sont présentés dans l'Annexe 9.

➤ Articles parus dans Revues à comité de lecture

- 1) Dachary-Bernard Jeanne, Gaschet Frédéric, Lyser Sandrine, Pouyanne Guillaume et Virol Stéphane, 2011, « L'impact de la littoralisation sur les marchés fonciers. Une approche comparative des côtes Basque et Charentaise », *Economie et Statistique*, n° 444-445 spécial *foncier agricole*, à paraître.

- 2) Labat Didier, 2011, « Entre expertise paysagère et stratégies d'acteurs : quelle place pour le paysage ? le cas de la planification territoriale en France », *Projets de Paysage*, www.projetsdepaysage.fr.
- 3) Labat Didier, 2010, « La mise en œuvre des politiques paysagères : quand la décision publique est confrontée aux échelles de définition. L'analyse des proximités comme outil de compréhension de la coordination de l'action paysagère », *Projet de Paysage*, <http://www.projetsdepaysage.fr>.
- 4) Labat Didier, 2009, « L'apport de l'identification des théories d'action dans l'évaluation des politiques publiques de paysage des documents d'urbanisme », *Projets de Paysage*, <http://www.projetsdepaysage.fr>.
- 5) Peres, Stéphanie et Nathalie, Gaussier, 2010. « La conversion des parcelles viticoles en usage résidentiel, le cas de l'aire urbaine de Bordeaux », *Revue Canadienne de Science Régionale*, 2010, vol. 32, 123-136.

➤ **Articles soumis ou à soumettre à Revues à comité de lecture :**

- 6) Cazals Clarisse, Dachary-Bernard Jeanne et Lemarie Marie, 2011, "Land uses and environmental conflicts in the Arcachon Bay coastal area: an analysis in terms of heritage", *soumis à European Planning Studies*.
- 7) Dachary-Bernard Jeanne et Rambonilaza Tina, 2010, « Choice experiment, multiple programmes contingent valuation and landscape preferences: what can we learn for multidimensional policy valuation ? », soumis à *Land Use Policy*.
- 8) Dachary-Bernard Jeanne et Rulleau Bernard, 2010, « Preferences, rational choices and economic valuation: some empirical tests », soumis à *Journal of Socio-Economics*.
- 9) Gaschet Frédéric, Pouyanne Guillaume et Dantas Monique, 2012, Regulatory zoning and housing prices, *à soumettre à Environment and Planning A*.
- 10) Peres, Stéphanie et Nathalie, Gaussier, « An Investigation of the Vineyard-Residential Land Use Change: The case of Bordeaux Metropolitan Area », soumis à *Land Economics* (après retours des rapports).

➤ **Communications à des Colloques avec comité scientifique :**

- 1) Banos Torres Jose, Carmen Selva Sevilla, Perez Bustos Gloria, 2011, *Balance de las transformaciones territoriales como consecuencia de políticas rurales aplicadas en la Comarca Sierra del Segura*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE, sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.
- 2) Cabannes Michel, 2011, *Le régime de croissance des collectivités locales territoriales à l'épreuve de la crise*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.
- 3) Dachary-Bernard Jeanne et Lyser Sandrine, 2011, *Evaluation économique et aménagement du territoire. Une étude des préférences des touristes pour les formes d'aménagement du Bassin d'Arcachon*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.
- 4) Dachary-Bernard Jeanne et Lyser Sandrine, 2011, *L'évaluation économique au service de l'aménagement du territoire. Application de la méthode des choix multi-attributs sur le*

territoire littoral du Bassin d'Arcachon, Communication au 48ème colloque de l'ASRDLF, Schœlcher, Martinique, 6-8 juillet.

- 5) Dachary-Bernard Jeanne, Gaschet Frédéric, Lyser Sandrine, Pouyanne Guillaume et Virol Stéphane, 2011, *Les gradients fonciers littoraux. Application au Poitou-Charentes et à la Côte Basque*, Communication au 48ème colloque de l'ASRDLF, Schœlcher, Martinique, 6-8 juillet.
- 6) Dachary-Bernard Jeanne, Gaschet Frédéric, Lyser Sandrine, Pouyanne Guillaume et Virol Stéphane, 2010, *Le rôle principal de la littoralisation sur les dynamiques foncières et immobilières*, Colloque ASRDLF-AISRe, Aoste, Italie, 20-22 septembre.
- 7) Dachary-Bernard Jeanne et Lemarie Marie, 2010, *People preferences for spatial land use attributes: how it can support land management decisions?*, 50th Congress of the European Regional Science Association, Special session Territorial Governance, rural areas and local agro food systems, Jonkoping, Sweden, 19-23 August.
- 8) Delfaud Pierre, 2011, *Le choix d'une dynamique territoriale : 4 scénarios pour le Bassin d'Arcachon*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.
- 9) Gaschet Frédéric et Pouyanne Guillaume et Virol Stéphane, 2009, *Entre littoralisation et métropolisation. Une lecture des dynamiques foncières de la métropole basque*, XLVI^{ème} Colloque de l'ASRDLF, Clermont-Ferrand, 6-7-8 juillet.
- 10) Gaschet Frédéric et Pouyanne Guillaume, 2011, *Attractivité et valeurs foncières sur le littoral. Une comparaison Charentes - Pays Basque*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8 -9 septembre.
- 11) Gaussier Nathalie, Perez Gonzalez Maria del Carmen, 2011, *Tourisme et développement durable : de nouvelles dynamiques ?*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.
- 12) Labat Didier, Aurélien Péré et Doré Rosa, 2011, *L'action publique, déterminant de la résilience forestière ? Analyse sur une coupure d'urbanisation sur l'espace forestier des Landes de Gascogne*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE, sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre (publication à paraître).
- 13) Labat Didier, 2011, *L'innovation peut-elle provenir du paysage ? Le cas de la planification territoriale sur l'aire métropolitaine de Bordeaux*, Université de Tours, UMR 6173 CITERES (Cités, Territoires, Environnement et Sociétés), Colloque Territoire et Environnement : des représentations à l'action, Tours, 8-9 décembre, 18 p., (publication à paraître).
- 14) Lacour Claude, 2011, *Attractivité des territoires et développement régional*, séance d'ouverture du colloque de l'Université Cadi-Ayyad sur Entrepreneuriat et création d'entreprises : bilan, enjeux et perspectives de développement durable, Laboratoire de recherche sur les territoires et l'entrepreneuriat (Larte), Maroc, octobre.
- 15) Lacour Claude, 2011, *Urbain, Rural : plus que des concepts en transition, des milieux transitionnels*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE, sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.
- 16) Lacour Claude. 2011, *De la tectonique des territoires à la tectonique des concepts : marier l'eau et le feu, le rural et l'urbain*, conférence inaugurale de la session développement régional, Congrès de l'ACFAS, Sherbrooke, 9 - 13 mai.

- 17) Peyrefitte Marilyne, Sanz Gomez Mercedes, 2011, *Dynamiques rurales et stratégies territoriales. Une analyse comparée en Aquitaine et Castilla-La Mancha*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE, sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.
- 18) Peyrefitte Marilyne, 2011, *Attractivité et structuration des espaces ruraux : quelle cohérence des choix d'action ?*, Communication au 48^{ème} colloque de l'ASRDLF, Schœlcher, Martinique, 6-8 juillet.
- 19) Peyrefitte Marilyne, 2010, *Empleo y territorio - ¿Una economía residencial que valoriza?*, Colloque ARETHUSE sur Políticas de Empleos : Macroeconomía y Empresa, Universidad de La Laguna –Tenerife, Espagne, 17-18 septembre.
- 20) Pouyanne Guillaume, 2009, *Entre littoralisation et périurbanisation. Une lecture du développement résidentiel de la métropole basque*, Colloque Vers un aménagement durable des territoires, Bayonne, 4 novembre.
- 21) Pouyanne Guillaume, 2009, *La littoralisation, un exemple de conflit d'usage foncier*, Ateliers du PUCA sur Les facteurs de localisation des activités économiques et les préoccupations de développement durable : quelques focus, 19 octobre.
- 22) Puissant Sylvette, 2011, *Les transferts d'activités : une option pour l'analyse des dynamiques locales en Aquitaine*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE, sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.
- 23) Selva Sevilla Carmen, 2011, *La política medioambiental en los espacios rurales castellano-manchegos*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE, sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.

➤ **Communications aux Séminaires internes d'ACTER**

➤ **Rencontre-Débat sur « Gestion du foncier et stratégies territoriales », 24 juin 2010, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Pessac.**

- 1) Gaschet Frédéric, *Enjeux fonciers et immobiliers de la littoralisation*, GREThA – Université de Bordeaux 4.
- 2) Labat Didier et Péré Aurélien, *Les conflits dans l'occupation de l'espace : les enjeux forestiers*, CETE du Sud-Ouest, St Médard-en-Jalles.
- 3) Pouyanne Guillaume, *Un retour des préoccupations foncières*, GREThA - Université de Bordeaux 4.
- 4) Rodriguez Cohard Juan Carlos, *L'expérience espagnole : une nouvelle planification de développement rural*, Université de Jaén, Andalousie, Espagne.

Animation des ateliers par Jeanne Dachary-Bernard, Nathalie Gaussier, Marilyne Peyrefitte, Claude Lacour et Pierre Delfaud.

➤ **Séminaire Chercheurs-Acteurs du 29 novembre 2010, Programme PSDR Aquitaine, Centre Condorcet, Pessac,**

- 5) Peyrefitte Marilyne, *Dynamiques rurales et action publique : quelles logiques d'intervention ?*, GREThA, Université Montesquieu-Bordeaux IV.

☉ **Seminario sobre ¿Qué acción territorial para qué dinámica rural?, 13 y 14 de enero de 2011, Universidad de Castilla – La Mancha, Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales de Albacete, España.**

➤ **GREThA – Université de Bordeaux 4**

- 6) Gaussier Nathalie, *La complexité de l'action publique dans le changement d'usage des sols.*
- 7) Lacour Claude et Puissant Sylvette, *Petites villes et espaces ruraux : la créativité, vecteur de dynamique locale.*
- 8) Peyrefitte Marilyne, *Un objectif de attractivité como finalidad de los proyectos de acción de los territorios rurales.*

➤ **Facultad de Albacete**

- 9) Baños Torres José, *Las políticas energéticas en el territorio: el caso de las energías renovables.*
- 10) Jiménez Ramírez Malaquías, *La experiencia del desarrollo rural en la Comarca de La Manchuela: ¿Qué cambios y transformaciones?* (Gerente del Centro de Desarrollo Rural de La Manchuela).
- 11) Pérez-Bustos Gloria, *Presentación de las fichas de municipios del proyecto de investigación.*
- 12) Sanz Gómez Mercedes, *Las políticas sobre el uso residencial del suelo con impacto en el territorio.*
- 13) Selva Sevilla Carmen, *Las políticas medioambientales en el territorio: los espacios protegidos.*

➤ **Documents de travail**

- 1) Dantas Monique, Gaschet Frédéric et Pouyanne Guillaume, 2010, *Effets spatiaux du zonage sur le prix des logements sur le littoral : une approche hédoniste bayésienne*, Les Cahiers du GREThA, 2010-12.
- 2) Peyrefitte Marilyne, 2011, *Le PO FEDER (2007-2013) en action. Quelques éléments de réflexion*, Convention de partenariat d'étude entre le SGAR Aquitaine et le GREThA- Université Montesquieu-Bordeaux IV portant sur l'appui à l'évaluation, mai.
- 3) Delfaud Pierre, 2011, *Le PO FEDER (2007-2013) en action. Etat des lieux actualisé*, Convention de partenariat d'étude entre le SGAR Aquitaine et le GREThA- Université Montesquieu-Bordeaux IV portant sur l'appui à l'évaluation, mai.

3.2. Valorisation opérationnelle

3.2.1. Actions de valorisation opérationnelle

	Nombre et années	Partenaires impliqués	Cible	Format	Porteur	Commentaires (valorisations avérées ou probables)
Journées thématiques	1 (2010) 2 (2011)	Acteurs de terrain sollicités dans le projet ACTER	Chercheurs et Praticiens	Rencontre-Débat	Les quatre Laboratoires impliqués dans ACTER	Choix des Etudes de terrain en fonction de la demande du terrain, propositions de stages, chercheurs sollicités en tant qu'experts
Guides méthodologiques	Conception prévue durant l'année 2012					
Autres (préciser)	Renforcement des réseaux de partenariat avec les acteurs (Aquitaine et Castilla-La Mancha) avec plus grande implication des chercheurs dans les travaux de réflexion du terrain, réunions de travail (SAFER, A'URBA, PQA, SGAR, Conseil Régional Aquitaine ...)					

3.2.2. Liste des éléments de valorisation

Des séminaires réunissant chercheurs du projet et acteurs de terrain furent organisés, prenant la forme de rencontres-débat.

➤ **Un premier séminaire thématique avec les acteurs du terrain fut organisé le 24 juin 2010 à l'Université de Bordeaux IV sur le thème « Gestion du foncier et stratégies territoriales ».** Ce séminaire a rassemblé l'équipe du projet ACTeR avec des présentations de travaux des 2 VR et près de 40 acteurs du terrain intéressés par cette question foncière. Mené sous la forme de « rencontre-débat », il fut décomposé en trois ateliers : le positionnement du foncier, les conflits dans l'occupation de l'espace, les contraintes de stratégies territoriales. *Chaque atelier fut introduit par une présentation d'un chercheur (ou deux), discutée par la suite sous forme de « la parole aux acteurs ».* Cette manifestation a été l'occasion d'avoir un retour du terrain sur nos problématiques de recherche et de mieux cibler les questions à l'interface de nos deux VR. Les dynamiques foncières impliquent-elles des changements de stratégie de la part des acteurs ? L'action publique peut-elle être motrice d'une gestion foncière et selon quels outils ? Ce séminaire a permis notamment de renforcer la collaboration avec la SAFER-AA avec la signature de conventions de mise à disposition de données entre GREThA et SAFER-AA d'une part, et entre CEMAGREF-ADBX et SAFER-AA d'autre part.

Une synthèse des échanges a été jointe dans notre état d'avancement intermédiaire du 6 septembre 2010 et fait l'objet d'une note synthétique élaborée début 2011 (sous la forme d'un FOCUS de 4 pages). Ce Focus est inséré dans le Dossier technique, complétant ce rapport scientifique.

➤ **Afin de pouvoir échanger et confronter les dynamiques, un séminaire a été organisé en les 13-14 Janvier 2011 à Albacete (Espagne), sur le thème « Quelle action territoriale pour quelle dynamique rurale ? ».** Ce séminaire réunissait :

- *les collègues d'Albacete* (Jose Banos Torres, Gloria Perez Bustos, Mercedes Sanz Gomez, Carmen Selva Sevilla);
- *des chercheurs du GREThA* impliqués dans l'axe 2 (Nathalie Gaussier, Claude Lacour, Marilyne Peyrefitte, Sylvette Puissant) ;
- *des acteurs de terrain locaux* avec une présentation faite par Malaquias Jimenez Ramirez, directeur du Centre de Développement territorial de La Manchuela, une table ronde organisée en fin de séminaire avec des responsables de Groupes d'Action locale, une visite de terrain à Chinchilla.

➤ **Un troisième séminaire européen fut organisé les 8-9 septembre 2011 à la Maison de la Nature du Teich, sur le thème « Mutations territoriales : management et stratégies publiques ».** Ce séminaire ACTER est couplé avec les Rencontres ARETHUSE (*Association des Universités du Sud de l'Europe impliquant majoritairement la France, l'Espagne et l'Italie*) que l'Université de Bordeaux 4 était chargée d'organiser cette année. Ce lieu a été privilégié pour deux raisons : le Bassin d'Arcachon fait partie de nos territoires d'observation et cristallise les enjeux et les défis auxquels sont confrontés des territoires convoités ; les relations existantes entre le GREThA et le Parc Naturel des Landes de Gascogne. Cette thématique a été abordée au sein de trois ateliers.

- ***L'Atelier 1 « Action territoriale et dynamique rurale »*** fut centré sur la thématique du projet ACTER avec un regard porté sur la nature et les effets de l'action territoriale. Cet atelier sera une occasion d'échanger entre les équipes ACTER françaises et espagnoles, et d'avoir un retour de chercheurs extérieurs mais travaillant aussi sur cette question.
- ***L'Atelier 2 a concerné l'analyse des « Trajectoires économiques des territoires »*** sur lesquelles travaillent plus particulièrement les Universités espagnoles et italiennes avec des questionnements relatifs à la stratégie régionale d'innovation, les modalités de partenariat entre privé et public, le financement de la valorisation des ressources territoriales.
- ***L'Atelier 3 était plus particulièrement orienté sur la « Gestion des territoires sensibles »*** avec un intérêt porté sur les problèmes environnementaux, les possibilités de revitalisation d'espaces délaissés (problème en Castilla-La Mancha), le problème de l'insularité.

La structuration de ces journées a pris la forme d'une ***séance plénière*** avec la présence d'acteurs de terrain, ***d'ateliers thématiques*** et d'une ***table ronde*** réunissant chercheurs et acteurs de terrain autour de la question relative aux *contraintes actuelles pour l'action territoriale*. La présence d'acteurs de terrain à cette manifestation est ainsi une occasion supplémentaire d'échanger sur leur vision et préoccupation, mais aussi d'avoir un retour sur nos travaux de recherche.

Acteurs présents : Laurent Trijoulet du PNR Landes de Gascogne, Véronique Hidalgo de la Maison de la Nature du Teich, Xavier Steffan de Pays et Quartiers d'Aquitaine, Malaquias Jimenez Ramirez et Juani Onate Cebrian de la Comarca de La Manchuela (Espagne).

Acteurs excusés : Teresa Maria Barroso de la Communauté Autonome des Canaries (Espagne), Lucie Delmas du Pays de la Vallée du Lot, Frédéric Parizeau de la Communauté de Commune du Val de Garonne.

Le programme synthétique de ces séminaires est présenté dans l'Annexe 10. Le programme très détaillé de la Rencontre ARETHUSE de septembre 2011 est inséré dans le Dossier technique joint à ce Rapport scientifique.

Des réunions de travail ciblées au niveau de l'angle abordée et des acteurs, ainsi que deux autres séminaires thématiques (sous forme de rencontre-débat sur le foncier et l'action publique) sont prévus pour 2012. De manière générale, *des échanges plus ciblés thématiques avec les acteurs ont eu lieu* lors des diverses études de terrain, des suivis de stage professionnels, de participations à des séminaires tels que ceux du GIP littoral, des comités de suivi et d'évaluation des programmes européens.

3.3. Valorisation par la formation

3.3.1. Actions de formation

	Nombre et années	Partenaires impliqués	Cible	Format	Porteur	Commentaire (formations avérées ou probables)
Thèses	1 (2011)	AgroParistech		Thèse de Doctorat	Didier Labat	
Stages	2 (2009) 4 (2010) 7 (2011)	CETE GREThA CEMAGREF	Ingénieur Master 2 IUT Pays de l'Adour	Rapport écrit et soutenance	CETE Bordeaux 4 CEMAGREF	Projet tuteuré (réalisé en TP, encadré par enseignant de l'IUT, mais à partir d'une thématique et de données fournis par le chercheur)
Mémoires de fin d'étude	2 (2009) 3 (2011)	Acteur du terrain	M1	Rapport écrit et soutenance	Université de Bordeaux 4	Travail piloté par un enseignant du Master 1
Rapports d'études de terrain	4 (2009) 3 (2010) 3 (2011)	Acteurs du terrain	M2	Rapport écrit et soutenance	Université de Bordeaux 4	Etudes effectués selon un cahier des charges prédéfini et pilotées par un enseignant du Master 2 de Bordeaux 4
Création de modules de formation	<i>Pourraient être envisagés ultérieurement en fonction de la demande du terrain</i>					
Création de supports pédagogiques diffusables	<i>Doivent être élaborés durant l'année 2012</i>					

3.3.2. Liste des éléments de formation

En l'état actuel d'avancement du projet, les actions de formation ont été menées au niveau d'étudiants de Master (comme étant de « futurs acteurs de terrain »), par le biais d'études de terrain et de stages professionnels en lien avec la thématique de ce projet ACTER. La restitution des travaux prévue durant l'année 2012 auprès des acteurs de terrain ayant été sollicités, devraient conduire par la suite à mettre en place des journées de formation-action, à amplifier les missions d'expertise.

➤ Université Montesquieu-Bordeaux IV

Sur la période 2009-2011, divers travaux ont été réalisés par les étudiants du Master d'économie Appliquée, Spécialité « Aménagement du Territoire et Développement Local » de l'Université Montesquieu-Bordeaux IV, apportant des éléments de terrain au VR2 et sensibilisant de « futurs acteurs de terrain » à cette problématique. Ces travaux ont pris la forme d'études de terrain portant principalement sur nos territoires d'observation (pilotées par Marilyne Peyrefitte avec l'appui de l'équipe pédagogique) et de stages professionnels en lien avec la thématique de notre projet de recherche. *L'optique de ces travaux fut davantage orientée sur la mise en application d'outils d'analyse permettant d'appréhender les choix d'action ou d'en mesurer les effets (rapports d'étude), sur une analyse plus fine de certaines stratégies d'action (rapports de stage).*

➤ Travaux d'étude de terrain réalisés par les étudiants de 2ème année du Master « Aménagement du Territoire et Développement Local ».

- 1) Bédril M., Cazaubon S., Gascard N., Hermite L., Laborde A., 2011, *Les effets structurants des villes petites et moyennes*, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Mars.
- 2) Géraud J., Giraud S., Grenet P., Larrebourg A.S., Laubie A., Lurcin T., 2011, *Quelle gestion foncière sur le littoral Aquitaine ?*, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Mars.

3) Escafit E., Lalanne F., Paumelle S., Pock A., Said Soihili S., 2011, *Les incidences de l'Axe 2 du Contrat de pays sur la structuration de l'espace*, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Mars.

.....

4) Biarrotte C., Granet S., Hita C., Terzi M., 2010, *La politique agricole intercommunale de la CC du Val de Garonne*, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Mars.

5) Deliere A.L., Crest J., Sorhouetgaray S., Tingaud A., 2010, *Les enjeux du renouvellement de la Charte du PNR Landes de Gascogne*, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Mars.

6) El Houari A., Lacouture P., Lebreton M., Mognot C., 2010, *Evaluation intermédiaire du programme LEADER 2007-2013 du Pays Landes de Gascogne*, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Mars.

.....

7) Agabriel C., Confolent J.L., Nayach M., Pere A., 2009, *Evolutions et mutations des territoires ruraux traditionnels : Villeneuve-sur-Lot et Nérac*, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Mars.

8) Malaussanne L., Moreau V., Moreaux J., Ribeiro S., 2009, *Gestion des mutations rurales : une application au territoire du pays Basque*, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Mars.

9) Bonamy L., Chibrac C., Coyez M., Jounier C., 2009, *Quel lien entre évolutions du territoire et documents de planification ?*, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Mars.

10) Bossard G., Gueneau C., Larmoyer C., Moreau C., 2009, *La production des politiques de l'habitat dans les intercommunalités littorales*, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Mars. (Apport pour le PSDR d'une étude réalisée dans le cadre d'un contrat du Laboratoire avec le PUCA et menée en collaboration avec l'Université de La Rochelle).

➤ **Mémoires avec analyse de terrain réalisés par les étudiants de 1ère année du Master « Aménagement du Territoire et Développement Local »**

11) Abdulkarim Farida, Collin Nolwenn, Izotte Johanna, Mazarin Aurélie, 2011, *Le SCOT, un outil de coordination pour l'aménagement du territoire ?*, Mémoire réalisé dans le cadre du Master 1 Economie Appliquée- spécialité « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mai.

12) Allemandou Mathilde, Beaton Georges, Lafargue Florine, 2011, *Les pôles ruraux comme éléments structurants de l'espace rural ?*, Mémoire réalisé dans le cadre du Master 1 Economie Appliquée- spécialité « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mai.

13) Belloin Marion, Dorbes Cyril, Guillemoteau Pierre, Meyer Julien, Pragout Julien, 2011, *Quelles fonctions productives pour les espaces ruraux ?*, Mémoire réalisé dans le cadre du Master 1 Economie Appliquée- spécialité « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mai.

14) Bonal M., El Houari A., Lebreton M., Mognot C., 2009, *Articulation entre dynamique d'urbanisation et action publique : quelle efficacité pour les espaces littoraux ? Une comparaison Bayonne-Arcachon*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Mai.

- 15) Biarrotte C., Granet S., Hita C., 2009, *Une petite ville peut-elle être un élément structurant de son espace rural ? Etude appliquée à Terrasson (Dordogne)*, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Mai.

➤ **Rapports d'étude élaborés dans le cadre d'un stages professionnel**

- 1) Escafit E., 2011, *Les articulations possibles entre projets de territoire et territoires de projets*, Rapport de stage effectué à la Direction du Développement Local du Conseil Régional d'Aquitaine, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Septembre.
- 2) Estournes T., 2011, *Le projet InterSCOT Girondin*, Rapport de stage effectué au Conseil Général de la Gironde (DGAD/DCTE), Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Septembre.
- 3) Giraud S., 2011, *Approche territoriale de l'évaluation du programme FEDER 2007-2013 en Aquitaine*, Rapport de stage effectué au SGAR – Préfecture de Région Aquitaine, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Septembre
- 4) Paumelle S., 2011, *Le Pays Val de Garonne-Gascogne : à la recherche d'une amélioration de son action territoriale*, Rapport de stage effectué au Pays du Val de Garonne-Gascogne, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Septembre.
- 5) Ribereau F., 2011, *Schémas des services des pays : regards des territoires et premier bilan*, Rapport de stage effectué à Pays et Quartiers d'Aquitaine, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Septembre.
-
- 6) Granet S., 2010, *Bilan des opérations d'aménagement et de développement commercial des communes rurales en Lot-et-Garonne*, Rapport de stage effectué à la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Agen, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Septembre.
- 7) Hita C., 2010, *Mise en œuvre et cohérence du Pôle d'Initiatives des industries de créations maritimes*, Rapport de stage effectué à la COBAS, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Septembre.
- 8) Mognot C., 2010, *La structuration des filières aval bio en Aquitaine : un projet des Chambres d'Agriculture*, Rapport de stage effectué à la Chambre régionale d'Agriculture d'Aquitaine, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Septembre.

➤ **CETE du Sud-Ouest**

Les travaux concernent essentiellement des rapports de stage et/ou mémoires effectués sur la thématique du projet ACTER par des étudiants de Master 2.

- 12) Lebian, J., 2009, *"Analyse des processus d'urbanisation sur l'espace forestier de l'Ouest de l'agglomération bordelaise"*, Rapport de stage de mise en situation professionnelle, Aménagement et politiques urbaines, Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat, 68 p.
- 13) Morabito, L., 2009, *"Analyse de la capacité de l'action publique à pérenniser le système forestier entre le Bassin d'Arcachon et l'agglomération bordelaise"*, Master 2 « Gestion de l'environnement », Economie appliquée, Université de Bordeaux IV, 131 p.
- 14) Basque, D., 2010, *"Analyse de la capacité d'accueil sur le littoral aquitain"*, Master "Géomatique et conduite de projets territoriaux", Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, 73 p.

- 15) Doré, R., 2011, "La place de la forêt dans l'économie des communes situées dans la coupure d'urbanisation entre Bordeaux et Arcachon. Enjeux et Stratégies", Master 2 en Economie Appliquée. Option "Economie et gestion de l'environnement et des impacts environnementaux", Université Montesquieu Bordeaux IV, 87 p.

☛ CEMAGREF de Bordeaux

- 13) Qchiqach S. et Laulon S., 2011, *Enquête sur la fréquentation touristique du Bassin d'Arcachon-Val de L'Eyre*, Rapport d'Etude (dans le cadre d'un stage effectué au CEMAGREF), IUT STID, Université de Pau et des Pays de l'Adour.

3.4. Liste des livrables

Des livrables sous forme de rapport synthétique, de focus, de guides doivent être élaborés en 2012, à partir des communications présentées et des rapports d'étude effectués. Ce décalage du projet ACTER par rapport aux autres équipes PSDR provient du retard dans le démarrage, mais aussi de la méthode inductive privilégiée. Le décryptage de l'action territoriale en raison de la multiplicité des dispositifs requiert plus de temps d'appréhension que prévu.

Date de livraison	N°	Titre du livrable	Nature du livrable	Partenaires (souligner le responsable)	Commentaires
Rapports de recherche					
15/01/2012 (date prévue)	1	Transferts d'activités et attributs des territoires : estimations et implications pour les dynamiques rurales	Rapport	GREThA (Sylvette Puissant)	25-30p Livrable non prévu dans la liste initiale
31/12/2010	2 (N1RSN)	L'évaluation des politiques publiques de paysage dans les documents d'urbanisme. Définition et proposition méthodologique dans le cadre du SCOT de l'agglomération bordelaise	Rapport de recherche	SYSDAU CERTU DDTM33 (Didier Labat)	Rapport livré
9/09/2011	3 *	L'action publique, déterminant de la résilience forestière ? Analyse sur une coupure d'urbanisation sur l'espace forestier des Landes de Gascogne	Synthèse de Rapport	CETE Didier Labat Aurélien Péré Rosa Doré	Communication présentée au Séminaire-Rencontre ARETHUSE (Le Teich)
Décembre 2011	4 *	Evaluation des choix d'aménagement sur le Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre : préférences des touristes	Note de synthèse	CEMAGREF Jeanne Dachary-Bernard Sandrine Lyser	Note expliquant la méthode de calcul utilisée et précisant les résultats obtenus
Année 2012 (élaboration programmée)	Rapports de synthèse sur l'action publique (synthèse Aquitaine / Castilla-La Mancha, Logiques d'action / méthode d'appréciation des incidences)				
Rapports d'Etudes de terrain					
Mars 2010	5 *	La politique agricole intercommunale de la CC du Val de Garonne. Biarrotte C., Granet S., Hita C., Terzi M	Rapport d'Etude de terrain	Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV.	Etude de terrain avec cahier des charges, suivi par l'équipe pédagogique, déplacements sur le terrain et entretiens

Date de livraison	N°	Titre du livrable	Nature du livrable	Partenaires (souligner le responsable)	Commentaires
Mars 2011	6 *	<i>Quelle gestion foncière sur le littoral Aquitaine ?</i> Géraud J., Giraud S., Grenet P., Larrebourg A.S., Laubie A., Lurcin T.	Rapport d'Etude de terrain	(Marilyne Peyrefitte)	<i>avec les acteurs</i>
Mars 2011	7 *	<i>Les effets structurants des villes petites et moyennes.</i> Bédril M., Cazaubon S., Gascard N., Hermite L., Laborde A.,	Rapport d'Etude de terrain		
Septembre 2011	8 *	<i>Enquête sur la fréquentation touristique du Bassin d'Arcachon-Val de L'Eyre</i> Qchiqach S. et Laulon S	Rapport d'Etude	IUT STID Université de Pau et des Pays de l'Adour CEMAGREF	Etude effectuée au CEMAGREF (sous forme de stage)
Focus					
29/11/2010	9 *	Poster du projet ACTER	Poster sur 1 page	GREThA CEMAGREF CETE (Marie Lemarie)	<i>Données de cadrage du Projet ACTER</i>
29/11/2010	10 *	Projet ACTER Action territoriale : quels modes de gestion des dynamiques rurales ?	Synthèse de 4 pages	GREThA CEMAGREF CETE (Marilyne Peyrefitte)	<i>Présentation du Projet ACTER et mise en évidence d'éléments d'analyse les plus marquants</i>
Janvier 2011	11 *	Gestion du foncier et stratégies territoriales	Synthèse de 4 pages	GREThA CEMAGREF CETE (Nathalie Gaussier)	<i>Synthèse de la Rencontre-Débat du 24 juin 2010</i>
Décembre 2011	12 *	Dynamiques foncières sur le littoral aquitain	Synthèse de 4 pages	CEMAGREF GREThA (Jeanne Dachary-Bernard)	<i>Devrait être joint au Dossier technique</i>
Année 2012 :	Conception de Focus thématiques permettant de faire ressortir les éléments clés (notamment au niveau de l'action publique)				

* : Livrables insérées dans le Dossier technique joint à ce rapport scientifique.

➤ Résumé des livrables

• **Puissant Sylvette, Transferts d'activités et attributs des territoires : estimations et implications pour les dynamiques rurales.**

Ce rapport (25-30 p.) fait état de l'intensité des migrations et des transferts d'activités durant la période 2007-2009, dans les 9 terrains d'étude aquitains. Les relations entre la nature des territoires et la redistribution des activités constituent la trame et le fondement des analyses. La méthodologie (estimation des flux de transferts, cartographie, modélisation), et les résultats sont développés en détail. Des hypothèses sont testées pour expliquer l'hétérogénéité des taux de transferts, et déterminer quels facteurs territoriaux (privés vs publics) ont une influence notable dans la décision de migrer. Ainsi, sont mis en évidence les facteurs ou combinaisons de facteurs en mesure d'impulser, plus spécifiquement, une dynamique de mobilité à même d'accroître l'attractivité des territoires ruraux. Si les aspects positifs liés à l'ouverture et à la mobilité constituent des références essentielles pour l'analyse spatiale, ils le sont aussi pour les responsables politiques et les aménageurs lorsqu'ils sont confrontés à la question des localisations d'activités. Le rapport apporte quelques conclusions sur l'opportunité de repenser les champs de l'intervention publique.

- **Labat Didier, 2010, *L'évaluation des politiques publiques de paysage dans les documents d'urbanisme. Définition et proposition méthodologique dans le cadre du SCOT de l'agglomération bordelaise.***

La construction du projet de territoire dans les documents d'urbanisme procède d'une instrumentation de l'action publique pour répondre à des problématiques locales et systémiques. L'élaboration d'un schéma de cohérence territoriale métropolitain met en tension des rivalités d'intérêts. Pour mener à bien le projet, la recherche du consensus est la règle et limite ainsi sa dimension opérationnelle. Dans ce cadre d'interprétation, nous posons comme hypothèse que les politiques paysagères dans les documents d'urbanisme, ne sont pas le plus souvent suffisamment définies pour être mises en œuvre avec efficacité et atteindre leurs objectifs.

En adoptant une démarche d'évaluation de la politique paysagère comme outil d'analyse de l'action publique, nous proposons d'analyser l'intervention du SYSDAU dans son schéma directeur de 2001. Cette évaluation suit quatre étapes : une analyse historique, une reconstitution des théories d'action, l'analyse de la compatibilité entre le schéma directeur et trois plans locaux d'urbanisme, et enfin, l'identification de la perception paysagère des populations. Les résultats permettent d'identifier l'efficacité des orientations paysagères, mais également leurs limites. La démarche d'évaluation vise non seulement à traduire l'impact de la politique paysagère du schéma directeur de 2001, mais également à comprendre les mécanismes de réussite ou d'échec des orientations.

Les résultats montrent que le paysage constitue un outil de mobilisation et de légitimation de l'action publique, et révèle l'importance de la démarche paysagère dans les documents d'urbanisme. Nous pouvons ainsi proposer aux acteurs une évaluation de leur politique paysagère selon une démarche ex-post, pour identifier des leviers ou des pistes d'action et améliorer la formulation des politiques paysagères des SCOT à venir.

*Les résumés des Rapports d'Etudes de terrain sont présentés dans l'Annexe ***** et n'ont pas été repris ici.*

3.5. Gouvernance de l'ensemble du projet de recherche

3.5.1. Actions de coordination mises en œuvre

Depuis 2010, année de démarrage effectif de ce projet ACTER (en raison d'un retard dans la signature de la convention de recherche), des actions plus ou moins formelles furent mises en place.

Au niveau interne, des réunions de travail ont été programmées afin de faire un état des lieux des travaux menés, de déterminer l'échéancier des contraintes et des actions à mener :

- des réunions de travail au sein de l'équipe GREThA (12 mars 2010 et 26 juin 2010) rassemblant les chercheurs travaillant sur le foncier et l'action publique territoriale où furent posées les diverses échéances à l'horizon de décembre 2010 ainsi que la délimitation des angles d'analyse à privilégier, des réunions propres à chaque VR (2 novembre 2010 pour le VR1 portant sur l'exploitation des données de la SAFER, le 19 octobre 2010 pour le VR2 entre le GREThA et le CETE) ;
- une réunion de coordination entre les « responsables » des trois laboratoires impliqués (26 mars 2010 au CEMAGREF, 1 et 15 octobre 2010 au GREThA, mai 2011, 4 novembre 2011) ayant permis d'échanger sur les travaux menés, sur les approches privilégiées, sur la nécessité d'organiser un séminaire avec les acteurs, sur le contenu des rapports d'avancement ;
- des journées avec les chercheurs de l'Université de Castilla-La Mancha (Albacete) (18 mai 2010, 27 mai 2011) afin d'activer le partenariat et de confronter les perceptions des dynamiques rurales dans ces deux régions.

3.5.2. Principales difficultés rencontrées

Il n'est jamais facile de coordonner une équipe qui associe d'un côté, différentes équipes de recherche et des partenaires de terrains de l'autre. Les acteurs de terrains sont en attente de résultats spécifiques les concernant, les chercheurs sont davantage tournés vers des enjeux académiques qui valorisent aujourd'hui très peu le travail avec le terrain, pour et sur le développement. Il est en ce sens nécessaire d'envisager en amont les différents modes de valorisation et les temps associés pour répondre à ces différentes exigences.

Des échanges entre chercheurs ont eu lieu lors de la mise en place du pilotage des études de terrain relatives aux formes d'action publique existantes, lors de l'élaboration du questionnaire d'enquête nécessaire au travail de terrain et de la conception d'un article commun sur le foncier entre le GREThA et le CEMAGREF (publié dans la revue Economie et Statistique).

3.5.3. Modalités de l'interrégionalité

Centrée sur la région Aquitaine, *notre projet n'a pas prévu de modalités formelles d'interrégionalité au niveau français*. Néanmoins, certaines démarches d'action ou d'évaluation menées dans d'autres régions nous servent de base pour alimenter notre recherche sur la détermination des incidences des formes d'action publique au niveau des dynamiques territoriales.

L'interrégionalité du projet ACTeR se situe plutôt en une confrontation des dynamiques rurales et des stratégies d'action entre la région Aquitaine et la région de Castilla-La Mancha en Espagne. Concernant essentiellement le VR2 (dynamiques institutionnelles), l'objet d'analyse porte sur une confrontation des choix d'action en fonction des particularismes locaux et des contraintes institutionnelles où l'angle rétrospectif a pour l'instant été privilégié. L'intérêt est triple : repérer les dynamiques rurales actuelles à partir d'indicateurs communs (flux migratoires, occupation du sol, configuration productive, logements...), identifier les enjeux exprimés et sous-jacents, appréhender les formes d'action territoriale. Cette problématique intéresse aussi la Communauté Autonome de Castilla La Mancha, sachant qu'elle a accepté de cofinancer le même type de projet ACTER déposé par les collègues d'Albacete, au titre du PO FEDER 2007-2013.

Une réunion de travail fut programmée à Albacete le 27 mai 2011, avec l'équipe d'Albacete et seulement Marilyne PEYREFITTE (à l'occasion d'une mobilité ERASMUS). L'objet principal portait sur l'état d'avancement respectif des travaux menés et la détermination des thématiques des communications d'Albacete qui pourraient être présentées lors de notre Séminaire-Rencontres ARETHUSE de septembre 2011 (Maison de la Nature du Teich). Lors de ces rencontres, une communication commune (Mercedes Sanz Gomez et Marilyne Peyrefitte) a été présentée sur l'effectivité du pouvoir de régulation de l'action territoriale.

3.5.4. Coordination avec d'autres projets de recherche

Comme cela a déjà été mentionné dans le dernier état d'avancement (31 octobre 2010), une partie des travaux menés dans le cadre d'ACTER sont en lien avec d'autres projets de recherche impliquant certains membres de l'équipe.

➤ **Au niveau des dynamiques foncières (VR1)**, les travaux menés s'insèrent en complémentarité :

- *du projet OSQUAR (2010-2013)* financé par la Région Aquitaine, venant relayer l'enquête réalisée sur l'appréciation des usages du sol en la destinant aux habitants (travaux en cours)
- *du projet ANR Jeunes Chercheurs « DyFU » (2006-2010)* au niveau de l'axe « rétrospectif » des dynamiques foncières sur les espaces littoraux ;

- *des réflexions du groupe « ESIU » (Espaces sous Influence Urbaine) du CERTU-DGUHC, pour l'ensemble des travaux menés ce VR1 ayant fait l'objet de présentations en séance plénière (15 décembre 2009 et 30 mars 2010).*

➤ **Au niveau des dynamiques institutionnelles (VR2)**, cette recherche sur les formes d'action publique territoriale et ses incidences au niveau de la structuration des espaces ruraux s'appuie sur trois projets menés en parallèle :

- *un projet sur la politique intercommunale de l'habitat sur le littoral aquitain et poitevin, initié par le PUCA (2008-2010) et piloté par l'Université de La Rochelle, dont l'objet était d'identifier les pressions sociales en matière de logement et les logiques d'action ;*

- *une recherche interne au CETE SO portant sur l'évaluation de la politique paysagère du schéma directeur de l'aire métropolitaine de Bordeaux (SD 2001) avec une confrontation en corollaire aux actions menées par les acteurs du Sysdau (Syndicat du SCOT) dans leur SD 2001, notre analyse ACTeR visera ultérieurement à confronter les actions publiques menées par les acteurs forestiers et les acteurs vitivinicoles sur les questions de planification paysagère.*

- *Une étude menée actuellement pour le SGAR Aquitaine sur l'évaluation des programmes européens (juin-décembre 2010) portant sur l'analyse des outils et des méthodes pour effectuer une évaluation continue des programmes et apprécier leur impact au niveau des dynamiques territoriales.*

3.5.5. Apport des animations nationales et régionales

Ce projet ACTER s'est inséré dans le *groupe de travail transversal PSDR "Gouvernance et Développement des Territoires"* avec présence à la réunion du 8 avril 2010 à Montpellier, à l'atelier sur le développement rural au colloque de l'ASRDLF à Aosta (20-22 septembre 2010), à la réunion repoussée au 5 novembre 2010 à Lyon. La participation à l'animation nationale GDT a permis de confronter les manières d'aborder ce concept de gouvernance territoriale et d'identifier les façons dont les différents projets traitent de cette question aussi bien d'un point de vue scientifique que d'un point de vue de gestion sur le terrain. Ces réunions permettent d'alimenter notre propre réflexion sur les méthodes utilisées et sur nos résultats obtenus, pouvant ouvrir d'autres pistes d'analyse.

La participation à l'Ecole-Chercheur PSDR (24-28 mai 2010) a été l'occasion d'échanger sur l'entrée foncière développée dans le projet ACTeR, et sur les analyses foncières en général. Ce séminaire a permis de prendre connaissance de l'avancée d'autres travaux menés dans le cadre du programme PSDR et dont les problématiques sont proches de celles qui nous occupent (projets AMEN pour l'entrée « aménités » et POPCONGO pour l'entrée « gouvernance foncière »). Ces travaux viennent consolider l'approche du foncier du projet ACTeR abordée sous l'angle de la planification spatiale et des projets d'action, comme pouvant être des effets de levier dans la structuration de l'espace rural.

3.6. Bilan des contributions individuelles aux projets de recherche

3.6.1. Contributions des personnels des organismes de recherche et partenaires

Pour les enseignants-chercheurs, il est toujours difficile de chiffrer avec exactitude le temps passé à cette recherche en nombre de mois ETP, sachant que le travail fait est plus diffus dans le temps et plus continu à la fois lors du suivi des travaux des étudiants.

➤ Pour les équipes de recherche

VR 1		Dynamiques foncières				
Nom	Prénom	Titre ou grade	Discipline	Unité	Etablissement	Temps effectif consacré au VR pour la période considérée (nb de mois ETP)
Dachary-Bernard	Jeanne	CR	Economie	ADBX	Cemagref	6
Lyser	Sandrine	AI	Statistiques	ADBX	Cemagref	3
Gaschet	Frédéric	MCF	Economie	GREThA	Université Montesquieu-Bordeaux IV	5
Pouyanne	Guillaume	MCF	Economie	GREThA	Université Montesquieu-Bordeaux IV	6

VR 2		Dynamiques institutionnelles (action publique)				
Nom	Prénom	Titre ou grade	Discipline	Unité	Etablissement	Temps effectif consacré au VR pour la période considérée (nb de mois ETP)
Labat	Didier	Ingénieur de recherche	Science de l'environnement	DAIT/UTENV	CETE SO	4.5
Péré	Aurélien	Ingénieur de recherche	Economie territoriale	DAIT/UPST	CETE SO	3.5
Ferreira	Lionel	Technicien supérieur	Géomatique	DAIT/UTENV	CETE SO	1
Tauzin	Patrick	Technicien	Cartographe	DAIT/UTENV	CETE SO	1
Puissant	Sylvette	Ingénieur de recherche	Economie	GREThA	Université de Bordeaux 4	6
Gaussier	Nathalie	MCF	Economie	GREThA	Université de Bordeaux 4	6
Lacour	Claude	Professeur	Economie	GREThA	Université de Bordeaux 4	3
Peyrefitte	Marilyne	MCF	Economie	GREThA	Université de Bordeaux 4	8
Delfaud	Pierre	Professeur	Economie	GREThA	Université de Bordeaux 4	2
Cabannes	Michel	MCF	Economie	GREThA	Université	Apport ponctuel

					Montesquieu-Bordeaux IV	
Goze	Maurice	Professeur	Aménagement	IATU	Université de Bordeaux 3	Apport ponctuel
Sanz Gomez	Mercedes	Profesora	Economia	Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales de Albacete	Universidad de Castilla-La Mancha	nc
Banos Torres	Jose	Profesor	Economia	Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales	Universidad de Castilla-La Mancha	nc
Selva Sevilla	Carmen	Profesora	Economia	Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales	Universidad de Castilla-La Mancha	nc
Perez-Bustos Munoz	Gloria	Personal contratado	Economia	Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales	Universidad de Castilla-La Mancha	nc

➤ **Pour les organismes partenaires**

Ces organismes partenaires ont été sollicités dans le cadre des travaux menés par les chercheurs, lors des études de terrain et stages professionnels réalisés par les étudiants de Master 2, lors des séminaires internes organisés. Ils n'ont pas été véritablement acteurs de ce projet ACTER car plutôt en attente de résultats et d'informations apportées pouvant être utilisées au niveau de leurs pratiques.

La restitution de ces résultats est prévue durant l'année 2012, avec l'organisation de réunions de travail thématiques, de séminaires entre chercheurs et praticiens, d'un partenariat plus poussé avec Pays et Quartiers d'Aquitaine. Nouveau en Aquitaine, ce programme PSDR a suscité un intérêt de la part des acteurs avec une volonté de mieux rapprocher les analyses des universitaires avec le travail sur le terrain. Ce projet ACTER a permis une sensibilisation et devrait déboucher sur des partenariats ultérieurs.

3.6.2 Bilan et suivi des personnels recrutés en CDD (hors stagiaires)

Il n'y a pas eu de personnels recrutés en CDD



ANNEXES

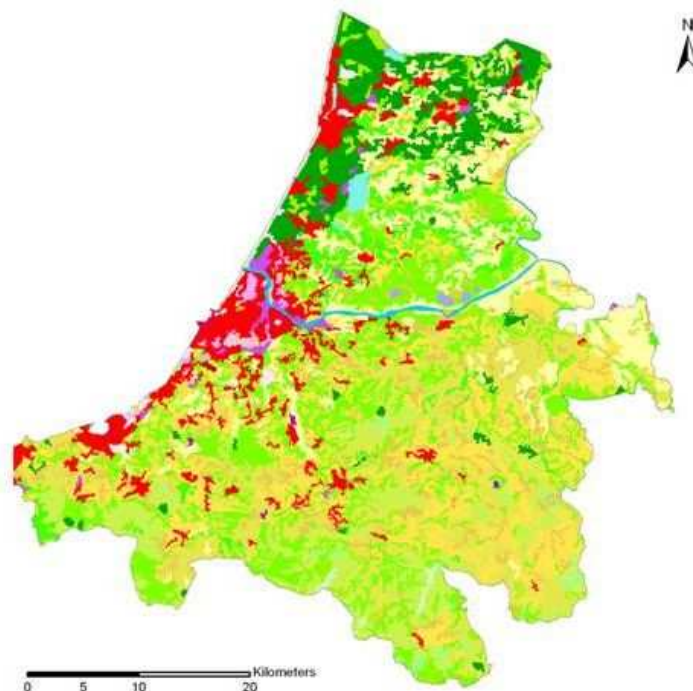
LISTE DES ANNEXES

- **Annexe 1** : Cartes des territoires d'étude49
- **Annexe 2** : Acteurs rencontrés et personnes interviewées53
- **Annexe 3** : Analyse globale des dynamiques partenariales : détail des notes.....56
- **Annexe 4** : Géographie des transferts d'activités : Exemples de territoires ruraux en Aquitaine (*Sylvette Puissant*)58
- **Annexe 5** : Articulation des moyens d'intervention pour les territoires d'étude (*Marilyne Peyrefitte*)60
- **Annexe 6** : Proyecto ACTER - UCLM - Reuniones de trabajo, tareas realizadas y primer avance de resultados (*Mercedes Sanz Gomez*)69
- **Annexe 7** : Discussion sur le programme ACTER- PSDR Aquitaine (*Claude Lacour*).....73
- **Annexe 8** : Programme de la journée du 27 janvier 2012 sur « *Les temps de l'aménagement et du développement* » (*Nathalie Gaussier*).....77
- **Annexe 9** : Résumés des travaux.....78
- **Annexe 10** : Programme des Séminaires ACTER98
- **Annexe 11** : Contenu des documents insérés dans le Dossier technique complémentaire.....102

ANNEXE 1

CARTE DES TERRITOIRES D'ETUDE

Terrain Pays Basque



Corine Land Cover

essai/bab

Territoires artificialisés - Zones urbanisées

- 111 Tissu urbain continu
- 112 Tissu urbain discontinu

Territoires artificialisés - Zones industrielles ou commerciales et réseaux de communication

- 121 Zones industrielles et commerciales
- 122 Réseaux routiers et ferroviaires et espaces associés
- 123 Zones portuaires
- 124 Aéroports

Territoires artificialisés - Mines, décharges et chantiers

- 131 Extraction de matériaux
- 132 Décharges
- 133 Chantiers

Territoires artificialisés - Espaces verts artificialisés, non agricoles

- 141 Espaces verts urbains
- 142 Équipements sportifs et de loisirs

Territoires agricoles - Terres arables

- 211 Terres arables hors prairies d'élevage
- 212 Prairies irriguées en permanence
- 213 Rizières

Territoires agricoles - Cultures permanentes

- 221 Vignobles
- 222 Vergers et petits fruits
- 223 Oliviers

Territoires agricoles - Prairies

- 231 Prairies

Territoires agricoles - Zones agricoles hétérogènes

- 241 Cultures annuelles associées aux cultures permanentes
- 242 Systèmes culturaux et parcellaires complexes
- 243 Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants
- 244 Terres agro-forestières

Forêts et milieux semi-naturels - Forêts

- 311 Forêts de feuillus
- 312 Forêts de conifères
- 313 Forêts mixtes

Forêts et milieux semi-naturels - Milieux à végétation arbustive et/ou herbacée

- 321 Pelouses et pâturages naturels
- 322 Landes et bruyères
- 323 Végétation sclérophylle
- 324 Forêt et végétation arbustive en mutation

Forêts et milieux semi-naturels - Espaces ouverts, sans ou avec peu de végétation

- 331 Plages, dunes et sable
- 332 Roches nues
- 333 Végétation clairsemée
- 334 Zones incultes
- 335 Glaciers et neiges éternelles

Zones humides - Zones humides intérieures

- 411 Marais intérieurs
- 412 Tourbières

Zones humides - Zones humides maritimes

- 421 Marais maritimes
- 422 Marais salés
- 423 Zones intertidales

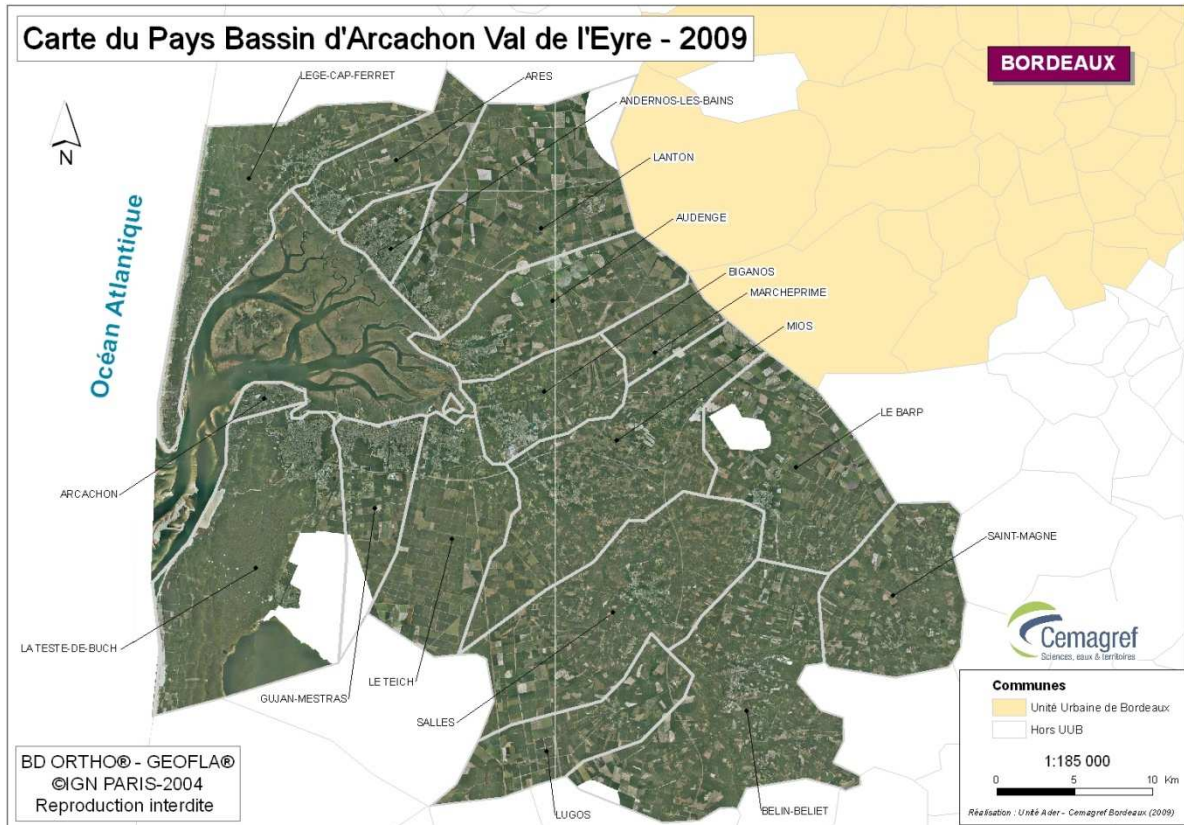
Surfaces en eau - Eaux continentales

- 511 Cours et vives d'eau
- 512 Plans d'eau

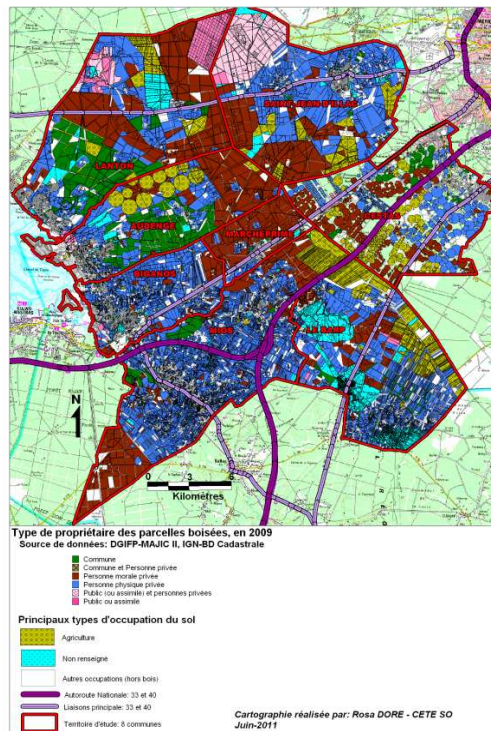
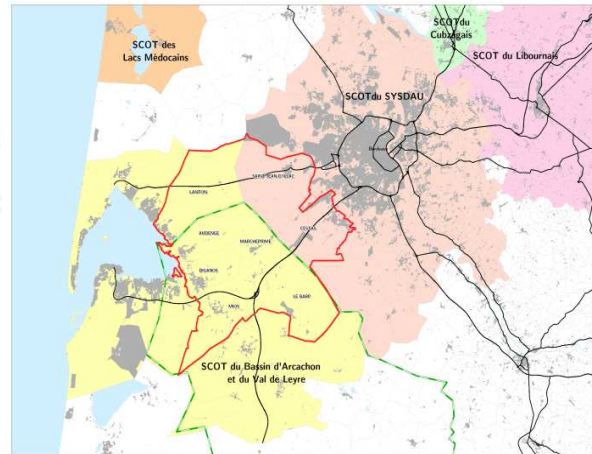
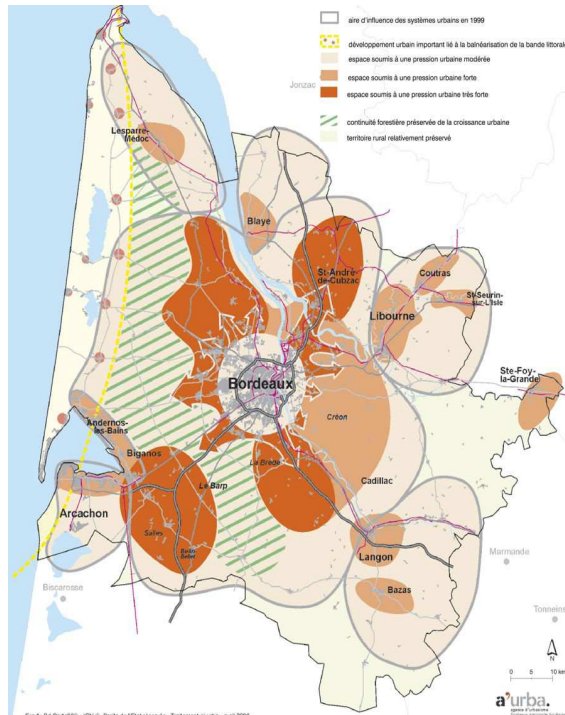
Surfaces en eau - Eaux maritimes

- 521 Lagunes littorales
- 522 Estuaires
- 523 Mers et océans

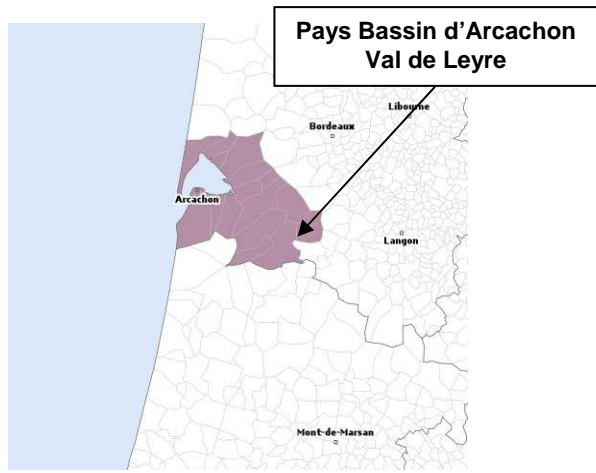
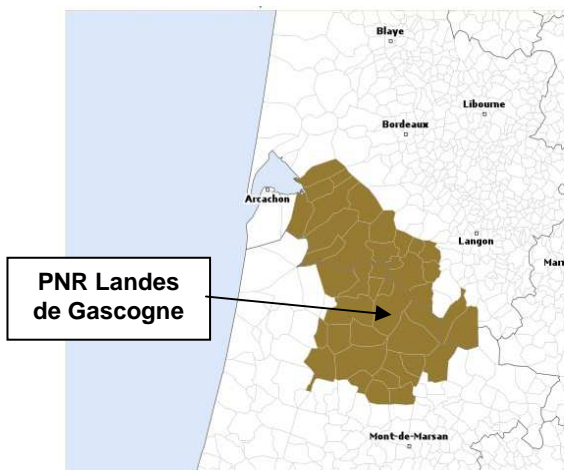
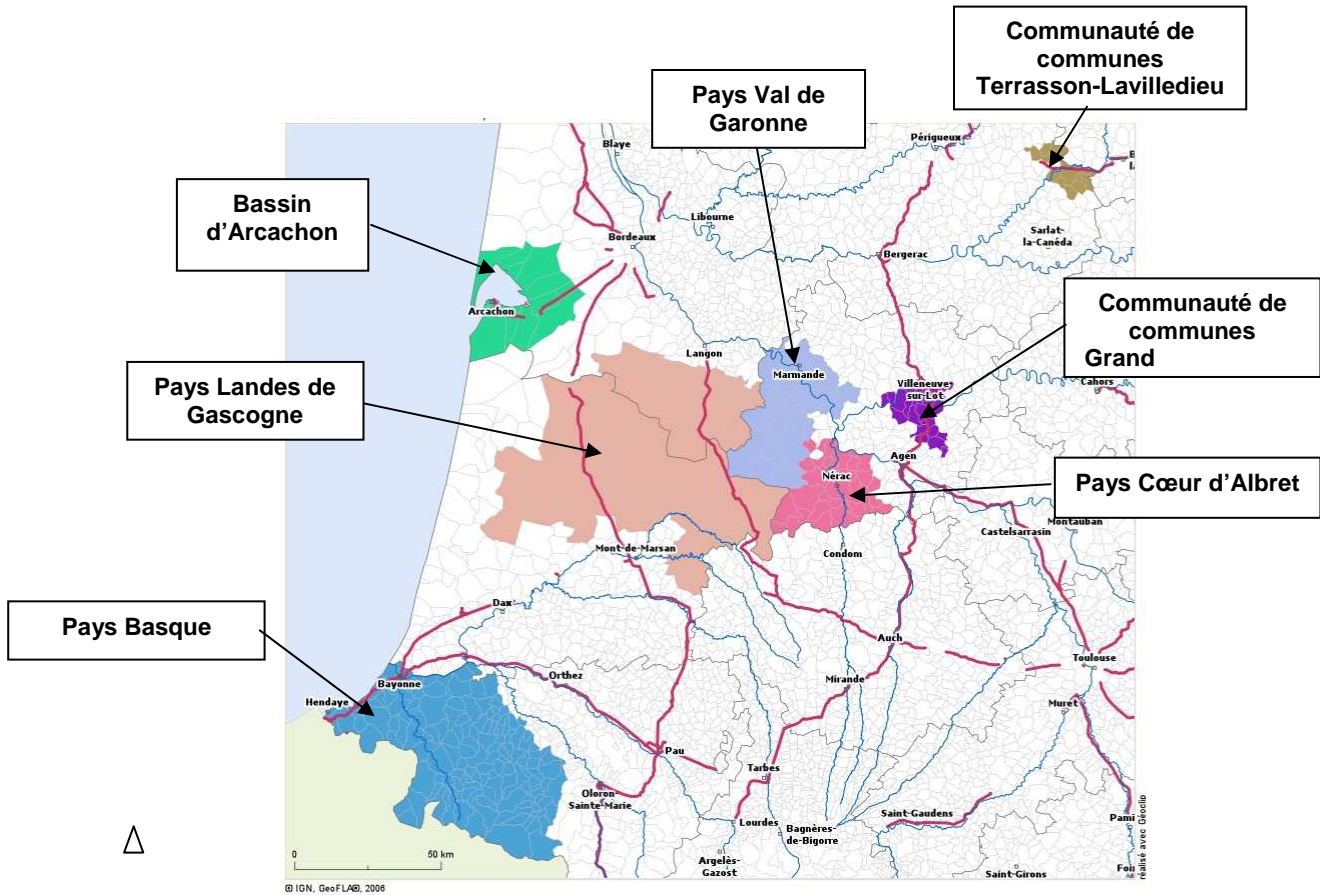
Carte du Pays Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre - 2009



Cartes du territoire forestier inter-agglomération



Carte des neufs territoires d'étude aquitains



ANNEXE 2

ACTEURS RENCONTRES ET PERSONNES INTERVIEWEES

Sont énumérées les personnes rencontrées lors des travaux menés au sein du volet de recherche portant sur les dynamiques institutionnelles (CETE et GREThA). Cette liste se veut être la plus complète possible, sans toutefois être totalement exhaustive. D'autres contacts avec les acteurs du terrain ont pu être noués à l'occasion de journées de travail (Comité d'évaluation aquitain des programmes européens, PQA), de séminaires thématiques (GIP Littoral, Réseau Rural, Comité de suivi des programmes européens, SAFER...)

➤ Recherche menée par le CETE du Sud-Ouest (foncier forestier et SCOT)

- **Maires de Cestas, Biganos et Marcheprime**
 - Monsieur Pierre Ducout, maire de Cestas
 - Mme Monique Bappel, responsable du service urbanisme
 - M. Serge Baudy, maire de Marcheprime
- **Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne**
 - Monsieur Trijoulet, directeur du Parc
- **Syndicat du SCOT du Bassin d'Arcachon et Val de Leyre**
 - M. Mayenk (directeur du SYBARVAL)
- **Syndicat du SCOT de l'aire métropolitaine de Bordeaux**
 - M. Cyril Fonrose (chargé de mission aménagement), Mme Récalde (directrice du SYSDAU), Mme Lydie Richard (chargée de mission environnement)
- **A'urba**
 - Mlle Hélène Buchely (chargée d'étude environnement et agriculture)
 - M. David Haudiquet (paysagiste DPLG)
- **CAFSA**
 - M. Henry Chaperon (directeur CAFSA), M. Marc Marrant (Services forestier de l'agence de Pierroton. Services expertise sur la propriété notamment au sud du territoire), M. Jean-Marie Porquet (responsable service technique, Organisations, Matériel, Sylviculture, Exploitation Forestière, Logistique, Biomasse)
- **Conseil Régional Aquitaine**
 - M. Vincent Bost (Direction industrie, pôle économique, chargé de mission « Bois Papiers Ameublement »)
 - M. Bernard Lazarini (Direction Agriculture, agro, forêt, mer, montagne, pôle « Développement et Aménagement du Territoire »)
- **CRPF**
 - M. Bernard Dalisson, ancien directeur du CRPF
 - Mme Amélie Castro (Chargé de mission Environnement – Territoire)
- **INRA**
 - M. Vincent Banos (chargé de mission prospective)
- **DDTM 33**
 - Mme Adeline Pagès (responsable unité d'aménagement Ouest Gironde), M. Frédéric Painchault (responsable du service Ouest Gironde)

➤ **DRAAF Aquitaine**

- M. Jacky Bonotaux, M. Bertrand Roucher, M. Hubert Guycheney (service SRISSET)
- M. Jean-Marie Alousque (service SERFoB)

➤ **Conseil Général de la Gironde**

- Stéphanie Privat (Service Aménagement et Gestion de l'Espace)

➤ **CEMAGREF de Bordeaux**

- Juliette Gadaud (Doctorante CEMAGREF et UMR GRETHA, CNRS-Université de Bordeaux IV)
- Arnaud Sergent (Doctorant en Sciences Politiques AgroParisTech / Cemagref de Bordeaux (ADBX) / Sciences Po Bordeaux (SPIRIT))

➤ **Recherche menée par le GREThA (formes d'action territoriale)**

➤ **Etudes de terrain (2009-2011)**

Municipalités et Intercommunalités

- Cécile Charbonnier, responsable de l'aménagement, Mairie d'Arcachon
- Christophe Henriot, directeur général des services, Mairie de Casteljalous
- Christophe Martin, directeur du service économique, CC du Grand Villeneuvois
- Katia Emerand, directrice du Syndicat Mixte du SCOT de l'Agglomération de Bayonne et du Sud des Landes
- Kevin Mula, chargé de mission, Mairie de Villeneuve-sur-Lot
- M Florence Vengut, responsable du pôle Politique de la Ville et Habitat, CA Bayonne-Anglet-Biarritz
- M. Diribarne, chargé d'urbanisme OPAH, Mairie d'Anglet
- M. Lalay et Mme Drancourt, Mairie de Terrasson-lavilledieu
- M. Lesbats, directeur du Projet Urbain, Mairie de Bayonne
- M. Mayenc, directeur, Syndicat Mixte du Bassin d'Arcachon et du Val de Leyre
- M. Riskal, directeur général des services, COBAN
- M. Rouby, responsable de la politique habitat, Mairie de Terrasson-Lavilledieu
- M. Tournet, directeur du service Urbanisme, Mairie de Biarritz
- Mme Chassaing, directrice de l'aménagement du territoire et du développement durable, COBAS
- Mme Corrales, responsable de l'aménagement, Mairie de Bayonne

- M. Chazallon, directeur de Production France, élu, Conseil municipal de Nérac
- Serges Peres, agriculteur, membre de la Communauté de Communes du Val d'Albret

Territoires de projets (Pays et Parc)

- Clément Infanti, chargé de projet, Pays Val de Garonne-Gascogne
- Laurent Trijoulet, directeur, PNR Landes de Gascogne
- Marina Salacroup, chef de projet, Syndicat Mixte de la Vallée du Lot

- Séverine Fleith, charge de mission LEADER, Pays Bassin d'Arcachon-Val de Leyre
- Thierry Constans, entrepreneur, président de la Commission Economie, Pays Val de Garonne-Gascogne

Autres Organismes

- Anne Carpentier et Guy Nanteuil, journalistes, Journal satirique La Feuille, Nérac
- Létizia Delorme, chargée d'études au pôle prospective-habitat, Agence d'Urbanisme Adour-Pyrénées
- M. Dufau, responsable Politique de l'habitat, DDE 64
- M. Lalay, directeur de l'espace économie emploi, Terrasson-Lavilledieu
- M. Mery, directeur, GIP Littoral Aquitaine
- M. Portier et Bruno Mocerrea (chargé d'urbanisme), EPFL du Pays Basque
- M. Vitrac, directeur, SAFER d'Agen
- Magali Fronzes, chargé de mission, SAFERAA
- Nicolas Castay, Elise Couturier, M. Guegen, chargés de mission, GIP Littoral Aquitaine
- Philippe Marulaz, responsable du service développement territorial, Chambre d'Agriculture du Lot et Garonne
- Pierre Pouget, directeur, SAFER Aquitaine
- Raymond Le Saux, responsable d'agence Conseiller Industrie, CCI du Lot-et-garonne
- Sylvia Labeque, chef de projet du SCOT Pays Bassin d'Arcachon-Val de Leyre, A'URBA
- Valérie Chauveau, chargé de mission, Chambre d'Agriculture du Lot-et-Garonne

➤ **Stages professionnels (2009-2011)**

- Agnès Charousset, directrice d'étude, A'URBA
- Ariele Berthier, directrice de la coopération territoriale, Conseil Général de la Gironde
- Arnaud Campot, directeur du développement économique et de la pépinière d'entreprises, COBAS
- Catherine Gonnot, chargée de mission, Chambre régionale d'Agriculture d'Aquitaine
- Cécile Charbonnier, responsable du service urbanisme, Mairie d'Arcachon
- Christine Roman, directrice, Pays et Quartiers d'Aquitaine
- Emilie Da Ros, chargée de mission LEADER, Pays Val de Garonne-Gascogne
- Eric Jaubert, chargé de mission Pays, Conseil Régional Aquitaine
- Frédéric Parizeau, directeur de service, CC Val de Garonne
- Guy Morilhat, chargé du développement territorial, CCI du Lot et Garonne
- Laurent Caillaud, chargé d'évaluation, SGAR Aquitaine
- Marie Pierre Chassaing Deguine, directrice de l'aménagement du territoire, COBAS
- Marie-Christine PLESSIET, DGS chargée du développement, Conseil Général de la Gironde
- Odile Plantade, directrice du service Développement Local, Conseil Régional Aquitaine
- Xavier Steffan, chargé de mission, Pays et Quartiers d'Aquitaine

ANNEXE 3

ANALYSE GLOBALE DES DYNAMIQUES PARTENARIALES

DETAIL DES NOTES

1- Situation au démarrage du projet

	Mode d'association des partenaires	Expression de la volonté de transfert	Produits issus du projet de recherche	Lien du projet aux enjeux du développement régional
NG	1	1	1	2
SP	1	1	2	3
JDB	0-1	1	1	1
CL	2	1	1	0
DL	1	1	1	1
GP	1	1	0	0
MP	1	1	1	1

2- Situation actuelle

	Mode d'association des partenaires	Expression de la volonté de transfert	Produits issus du projet de recherche	Lien du projet aux enjeux du développement régional
NG	2	2	1	2
SP	2	2	1	1
JDB	1	2	1	2
CL	2	2	1	1
DL	1	3	1	2
GP	1	3	1	2
MP	2	2-3	1	2

3- Situation escomptée en 2012 (N+1)

	Mode d'association des partenaires	Expression de la volonté de transfert	Produits issus du projet de recherche	Lien du projet aux enjeux du développement régional
NG	3	3	2	2
SP	2	1	2	3
JDB	2	2	2	2
CL	2	2	2	1
DL	2	3	3	2
GP	1	3	1	2
MP	2-3	3	2	2

Légende

NG : Nathalie Gaussier

SP : Sylvette Puissant

JDB : Jeanne Dachary-Bernard

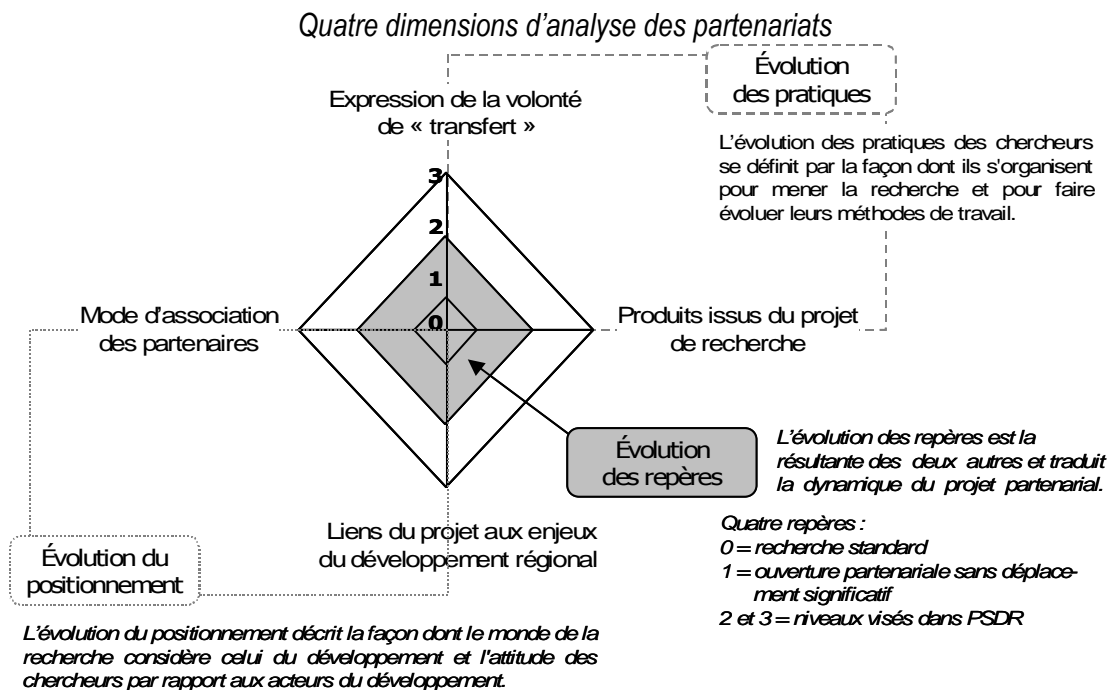
CL : Claude Lacour

DL : Didier Labat

GP : Guillaume Pouyanne

MP : Marilyne Peyrefitte

Rappel de la méthode relative à la grille d'analyse des dynamiques partenariales dans les projets PSDR



Quatre notes pour qualifier des ambitions partenariales croissantes

	Mode d'association des partenaires	Expression de la volonté de transfert	Produits issus du projet de recherche	Lien du projet aux enjeux du développement régional
0	Les partenaires ne sont pas associés	On n'en parle pas	Publication des connaissances scientifiques standards	On n'en parle pas
1	La recherche apporte une expertise aux partenaires	L'intentionnalité est présente	Diffusion des résultats auprès des partenaires	Le projet mobilise des acteurs régionaux
2	La recherche est faite pour et avec les partenaires	Les modalités sont identifiées dans le projet	Mise en place d'un outil d'accompagnement-conseil	Le projet répond à la sollicitation d'acteurs régionaux
3	La recherche est coproduite, elle modifie la position des chercheurs et des partenaires	Le moyen de réaliser le transfert existe (ingénierie)	Initiative du partenaire pour le développement régional	La recherche est intégrée à une stratégie globale de développement régional

Source : « L'évaluation des performances d'un dispositif de recherche en partenariat : Le programme Pour et Sur le Développement Régional Bourgogne », C. Soulard et al. (2009)

ANNEXE 4



GEOGRAPHIE DES TRANSFERTS D'ACTIVITES

Exemples de territoires ruraux en Aquitaine

(Sylvette Puissant)

Territoire	Capacité d'attraction			Origines des transferts intra-régionaux				
	Totale	Inter-régionale	Intra-régionale	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées Atlantiques
Communauté de communes du Grand Villeneuvois	100.0	25.3	74.7	0.9	8.3	0.9	89.9	
Pays Cœur d'Albret	100.0	34.8	65.2	1.4	12.3	4.1	80.8	1.4
Pays Landes de Gascogne	100.0	29.6	70.4	1.3	48.4	42.0	4.5	3.8
Communauté de Communes de Terrasson-Lavilledieu	100.0	80.7	19.3	100.0				
Pays du Val de Garonne	100.0	34.8	65.2	0.8	20.5	2.5	73.0	3.2
« Pays Basque »	100.0	23.3	76.7	1.2	3.3	11.7	1.0	82.8
Bassin d'Arcachon	100.0	31.9	68.1	1.2	87.6	7.1	0.9	3.2
Pays Bassin d'Arcachon Val-de-l'Eyre	100.0	31.5	68.5	1.2	87.8	7.1	1.0	2.9
Parc Naturel régional des landes de Gascogne	100.0	25.8	74.2	0.5	82.6	12.9	1.0	3.0

Source COFACE, traitement l'auteur

Géographie des transferts d'activités : Exemples de territoires ruraux en Aquitaine

Les taux de transferts sont estimés en faisant le rapport entre la somme des transferts d'activités enregistrés dans une commune et le stock des établissements existants dans cette commune en 2008. Par la suite, la pondération a été faite avec la population active 2008, base qui permet d'éliminer l'effet de structure tenant à la taille des établissements et qui peut rendre compte aussi du contexte de concurrence entrepreneuriale potentielle

Territoire	Nature	Taux de transferts
Communauté de communes du Grand Villeneuvois	Rural Intérieur Enclavé	3.5
Pays Cœur d'Albret	Rural Intérieur Enclavé	3.8
Pays Landes de Gascogne	Rural Intérieur Enclavé	3.5
Communauté de Communes de Terrasson-Lavilledieu	Rural Intérieur Carrefour	5.8
Pays du Val de Garonne	Rural Intérieur Proximité Urbaine	3.2
« Pays Basque »	Rural Littoral	5.4
Bassin d'Arcachon	Rural Littoral	6.0
Pays Bassin d'Arcachon Val-de-l'Eyre	Rural Intermédiaire	6.0
Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne	Rural Intermédiaire	5.4

Source COFACE, traitement l'auteur

	Instruments à portée coercitive <i>(lois, directives, zonages, documents d'urbanisme)</i>	Instruments à portée indicative <i>(chartes, schémas)</i>	Instruments à portée incitative <i>(contrats, projets, opérations collectives, ...)</i>
CC Grand Villeneuvois <i>(Pays Vallée du Lot)</i>	PLU	Charte Pays Vallée du Lot SCOT du Grand Villeneuvois Schéma des services aux populations (pays)	Agenda 21, Maison de l'emploi (CC) Contrat de pays, Contrat de rivière (pays) LEADER (2007 – 2013), PER (pays)
Pays Coeur d'Albret <i>(CC Val d'Albret - CC des Coteaux d'Albret - CC du Mézinais)</i>	Directive-cadre européenne sur l'eau PLU Zones de revitalisation rurale (ZRR)	Charte du pays Charte paysagère Schéma d'aménagement et de développement	LEADER (2007-2013), PER Programme d'action rivière (pays) Réseau haut débit Wi-Max (pays) Maison de services en réseau (pays)
CC Val de Garonne <i>(Pays Val de Garonne Gascogne)</i>	PLU SAGE Aquitaine	Charte Pays Val de Garonne Gascogne Schéma de développement économique SCOT du Val de Garonne Schéma des liaisons douces Schéma Régional d'Organisation Sanitaire Schéma départemental personnes âgées	Contrat de pays LEADER (2007-2013), PER Soutien agricole intercommunal Projet territorial sanitaire et social Convention d'organisation touristique Plan Local de l'Habitat – PIG - OPAH
CC de Terrasson-Lavilledieu <i>(Pays Périgord Noir)</i>	PLU	Charte Pays du Périgord Noir Charte forestière (pays) Pôle d'économie du patrimoine Schéma cadre touristique (pays)	Contrat de pays, PER (pays) Maison de l'emploi Plan d'action habitat (pays)
Pays Bassin d'Arcachon-Val de Leyre <i>(COBAS – COBAN - CC Val de Leyre)</i>	Loi Littorale Schéma de Mise en Valeur de la Mer SDAGE et SAGE Aquitaine ZPPAUP – PPRI - PPR PLU	Charte du pays SCOT du Bassin d'Arcachon (SYBARVAL) Projet d'agglomération (COBAS)	Contrat de pays , Agenda 21 (pays) LEADER (2007-2013) Contrat d'agglomération et Contrat de développement durable (COBAS) PLH - PIG - PDU (COBAS) PLH (Val de Leyre)
Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne <i>(sur 2 pays)</i>	PLU Zones de revitalisation rurale (ZRR)	Charte du PNR	Actions milieux naturels
Pays des Landes de Gascogne	PLU Zones de revitalisation rurale (ZRR)	Charte du Pays Schémas Territoriaux (Développement Economique, Habitat, Services), Schéma des TIC	Agenda 21 Contrat de pays LEADER (2007-2013) , PER
Pays Basque <i>(dont CA BAB – CA du Sud Pays Basque – CC Nive-Adour – CC Errobi)</i>	Loi Littorale Schéma de Mise en Valeur de la Mer SDAGE et SAGE Aquitaine PLU	Pays Basque 2010 (Schéma d'aménagement et de développement) - Pays Basque 2020 SCOT	Convention spécifique Pays Basque Contrat territorial (Agenda 21), PCD LEADER (2007-2013), PER



PAYS D'ALBRET – PORTE DE GASCOGNE
Articulation des moyens d'action

Syndicat Mixte du Pays d'Albret –
Porte de Gascogne

2003 - 2013
Charte de Pays
Cohésion – Ancrage - Partenariat

2 objectifs : Développer l'économie résidentielle / Dynamiser le tissu économique
4 axes stratégiques : Maîtriser l'évolution des espaces et préserver leur diversité patrimoniale / Renforcer l'attractivité du territoire pour les populations et les activités / Appuyer le développement économique sur la qualité et l'innovation / Promouvoir une culture commune



Etude 2005
Schéma d'aménagement et de développement
« Qualité globale »
Cohérence – Equilibre - Identité

3 priorités : Développement économique cohérent / Développement de l'habitat harmonieux / Préservation de l'identité locale



2010
Charte paysagère et urbaine
Cohérence paysagère et naturelle

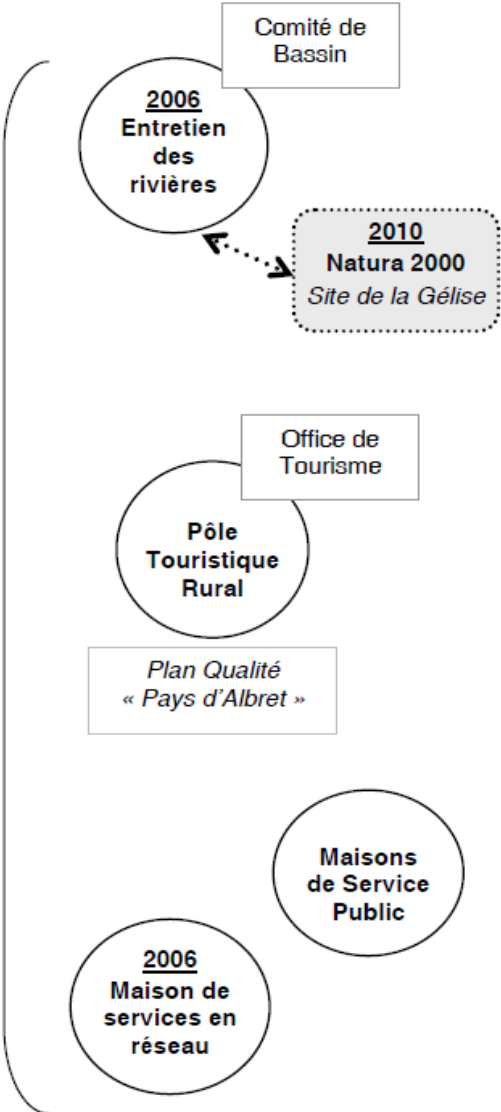
2005 – 2007 / 2008 - 2010
Contrat de Pays
Les 4 axes de la Charte

2007 - 2010
Pôle d'Excellence Rurale
Valorisation du patrimoine culturel

2007 - 2013
LEADER
Un projet cohérent pour le développement durable

2 ambitions : Solidarité et emploi local / Compréhension et protection de l'environnement
3 axes : Mise en place d'une politique de solidarité / Maintien d'un tissu rural vivant et respectueux de l'environnement / Affirmer une volonté d'ouverture
7 actions : Faciliter l'accès aux services / Travailler au pays / favoriser la qualité de vie / Développer un tourisme vert / Soutenir l'esprit d'entreprendre / Inciter à de nouvelles pratiques environnementales / Coopération interterritoriale et transnationale

3 objectifs : Maintenir l'espace agricole / Maîtriser les extensions urbaines / Préserver et valoriser l'environnement
4 axes : Préservation et valorisation du paysage / Réflexion sur les déplacements / Maîtrise des extensions urbaines / Espaces privés et bâti de qualité



PAYS DE LA VALLEE DU LOT
Articulation des moyens d'action

P
A
Y
S

Syndicat Mixte pour
l'Aménagement de la Vallée du Lot

2003
Charte de développement
Désenclaver – Diversité – Innover
- Valoriser – Préserver

Enjeux : Désenclaver le territoire / Développer la diversité économique / gestion concertée des aménagements / territoire d'accueil / conforter le tourisme / Valoriser le patrimoine bâti
3 axes stratégiques : Pouvoir d'attraction / Entreprenariat / Aménagement durable

2005-2007
Contrat de Pays
Assurer un développement durable

2008 – 2010 / 2009-2012
Contrat de Pays
Adaptation des services aux populations

2006-2009
Pole d'Excellence Rurale
Qualité des fruits et légumes pour une gestion raisonnée des ressources en eau et énergie

2007-2013
LEADER
ICI - Un développement de qualité pour un territoire attractif

1997
Actions de soutien au Tourisme

2008
Schéma des services

Syndicats de rivières

2009
Contrat de rivière

C
C
G
R
A
N
D
V
I
L
L
E
N
E
U
V
O
I
S



2007
SCOT de la CC du Villeneuvois
Valorisation du patrimoine – Préservation des espaces

Juillet 2007
Porter à Connaissance de l'Etat

Décembre 2007
Rapport de présentation
Diagnostic territorial – Enjeux (paysages, formes d'habitat, accueil des entreprises, gestion des coupures d'urbanisation, équipements)

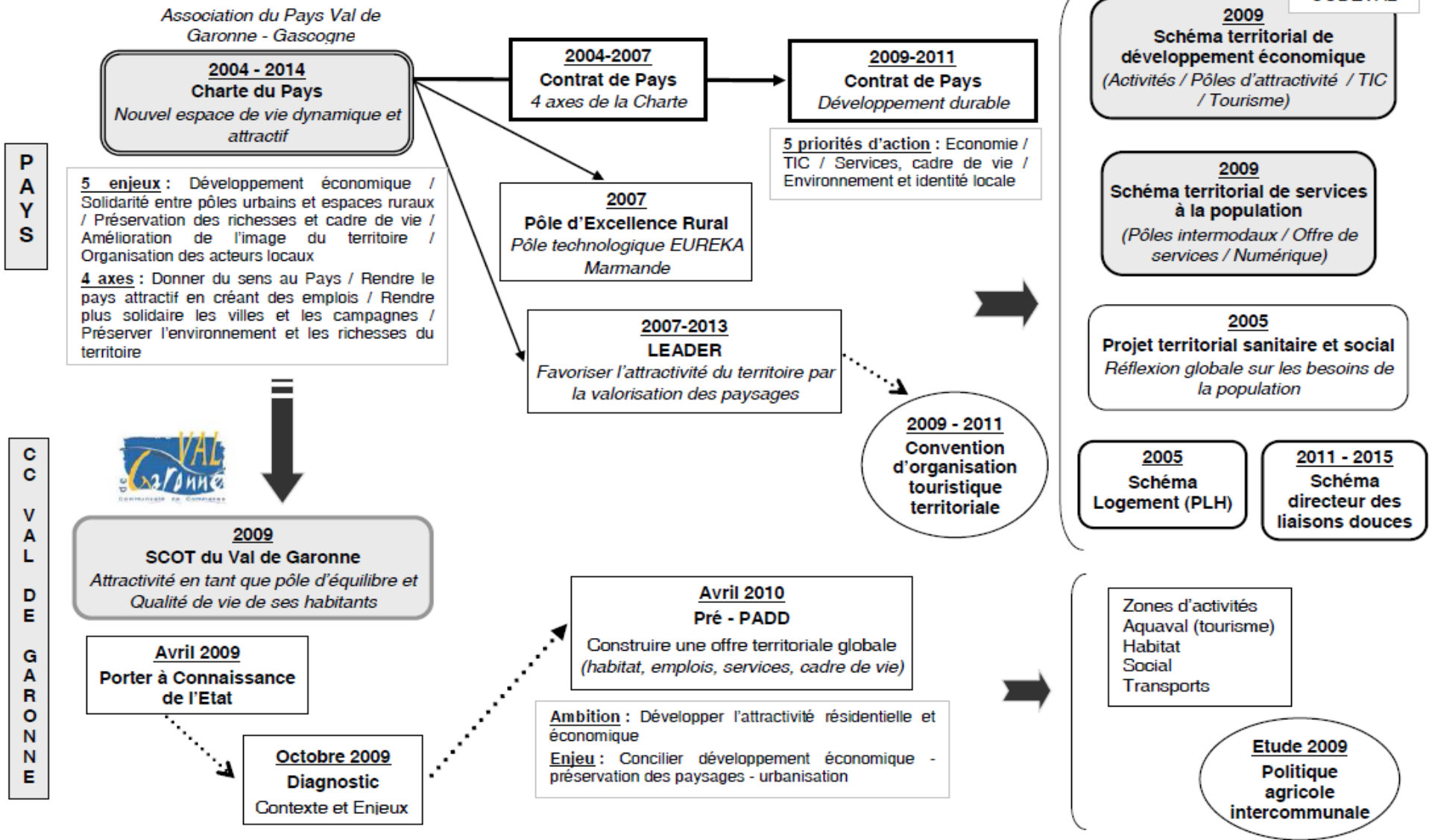
Octobre – Novembre 2008
PADD
• **Durabilité sociale et urbaine** (habitat, formes urbaines, organisation du territoire, équipements, déplacements)
• **Dynamique économique à conforter** (ZAE, filières agricoles, requalification des espaces anciens, occupation du sol)
• **Durabilité environnementale** (richesses paysagères et patrimoniales, espaces à protéger, nuisances, eau, énergie, déchets)

Mission Locale
2006
Maison de l'emploi

Zones d'activités, PFIL, Pépinière, Aide à l'installation de jeunes agriculteurs

2010 - 2012
Agenda 21
Patrimoine paysager
Transports alternatifs
Développement local

PAYS VAL DE GARONNE - GASCOGNE
Articulation des moyens d'action





PERIGORD NOIR
Articulation des moyens d'action

Association « Maison du Périgord Noir »

2003 - 2012
Charte de Pays
*Préservation – Valorisation
ressources naturelles*

4 objectifs : Aménager en maîtrisant la consommation de l'espace / Développement économique au service de l'emploi / Pays solidaire en renforçant l'armature urbaine / Valoriser l'identité du territoire

P
A
Y
S



2005
Charte Forestière du Sud Périgord
Enjeux Eau et Forêt



2008-2010
Schéma de développement économique du Pays

5 enjeux : Cohérence des zones d'activité / Soutenir les investissements structurants / Diminuer l'évasion commerciale / Enjeux forestier et agricole / Economie touristique durable

2006
Maison de l'emploi
Gestion concertée

T
E
R
R
A
S
S
O
N

- Observatoire économique
- Espace économie emploi

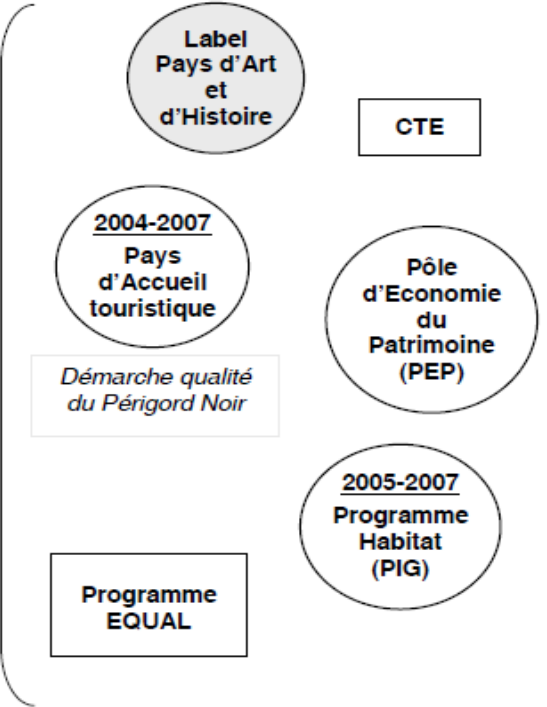
- Carrefour Economique du Terrassonnais
- ZAES du Moulin Rouge
- Future zone commerciale, artisanale et hôtelière

- Création des Jardins de l'Imaginaire
- Restauration de la Ville Ancienne
- Rénovation du centre ville
- Cellule habitat

2004
Contrat de Pays
4 axes de la Charte

2006
Pole d'Excellence Rurale
*Promouvoir des richesses
naturelles, culturelles et touristiques*
Enjeu : Qualifier et professionnaliser l'offre par des investissements structurants majeurs

2007-2013
LEADER
*Préservation et valorisation des
ressources naturelles eau et forêt*
4 objectifs : Préserver les écosystèmes / Accompagner la valorisation des ressources eau et forêt / Accompagner les activités économiques innovantes / Promouvoir les ressources eau et forêt





Conseil de Développement
Conseil des Elus

PAYS BASQUE Articulation des moyens d'action

1995 - 2005
Pays Basque 2010

4 axes d'action : Culture et modernité / Attractivité et solidarité / Alliances hommes – espaces – activités / Ouverture et collaborations croisées

2001 - 2006
Convention spécifique
Les axes du schéma

2002 - 2008
Leader +
NTIC

4 axes : Développer les activités existantes / Améliorer services de proximité / Renforcer la mise en réseau

Reconnu « Agenda
21 local » en 2007

2006
Pays Basque 2020
Développement durable – Réciprocité territoriale –Coopération transfrontalière

4 enjeux : Economie et compétences / Potentiel d'enseignement supérieur / Infrastructures et gestion de la mobilité / Cohérence politiques sanitaires et sociales

3 axes : Innover pour un territoire compétitif / Construire un Pays Basque équilibré / Conforter et transmettre le capital naturel

2007 - 2013
Contrat territorial
Les 3 axes du Projet de territoire
(11 programmes)

Projets Collectifs de
Développement
Basse Navarre
Nive Adour Ursuya
Nive Nivelle
Soule Xiberoa

2006
PER et Pôle d'Accueil
Touristique

2007
Charte de développement durable de la
montagne basque

4 orientations stratégiques : Inscrire activités agro-pastorales et forestières comme clé de voute / Elaborer des règles de cohabitation harmonieuse / Favoriser une gestion concertée / Veiller aux équilibres naturels

8 objectifs opérationnels : Thématiques (pastoralisme, forêt, tourisme, patrimoine naturel), Transversaux (zones intermédiaires, services non marchands, environnement), Organisationnels (nouveau) → 35 mesures

2007 - 2013
Leader
Développement durable

2 enjeux : Maintenir une montagne vivante et active / Favoriser la cohabitation entre tous les usagers de la montagne

4 axes prioritaires : Soutien au pastoralisme transhumant et à la sylviculture de montagne / Protection et valorisation du patrimoine naturel et culturel / Organisation d'un tourisme durable / Prévention des conflits d'usage par l'information et la sensibilisation de tous les usagers.

2005
SCOT Sud Pays Basque

2005 : Rapport de présentation
(Diagnostic)

Novembre 2005 : PADD

- Solidarité entre le littoral et l'arrière-pays
- Respect des spécificités sans compromettre le développement
- Ouverture et dialogue

Novembre 2005 : Document d'Orientations Générales

- Développement résidentiel
- Développement économique
- Environnement et cadre de vie
- Déplacements et mobilité

Conseil Syndical
2005
SCOT Bayonne et Sud des Landes

2007 : Elaboration du PADD
DOG non élaboré avec modification du périmètre SCOT → nouvelle procédure

2009 : Diagnostic et scénarios

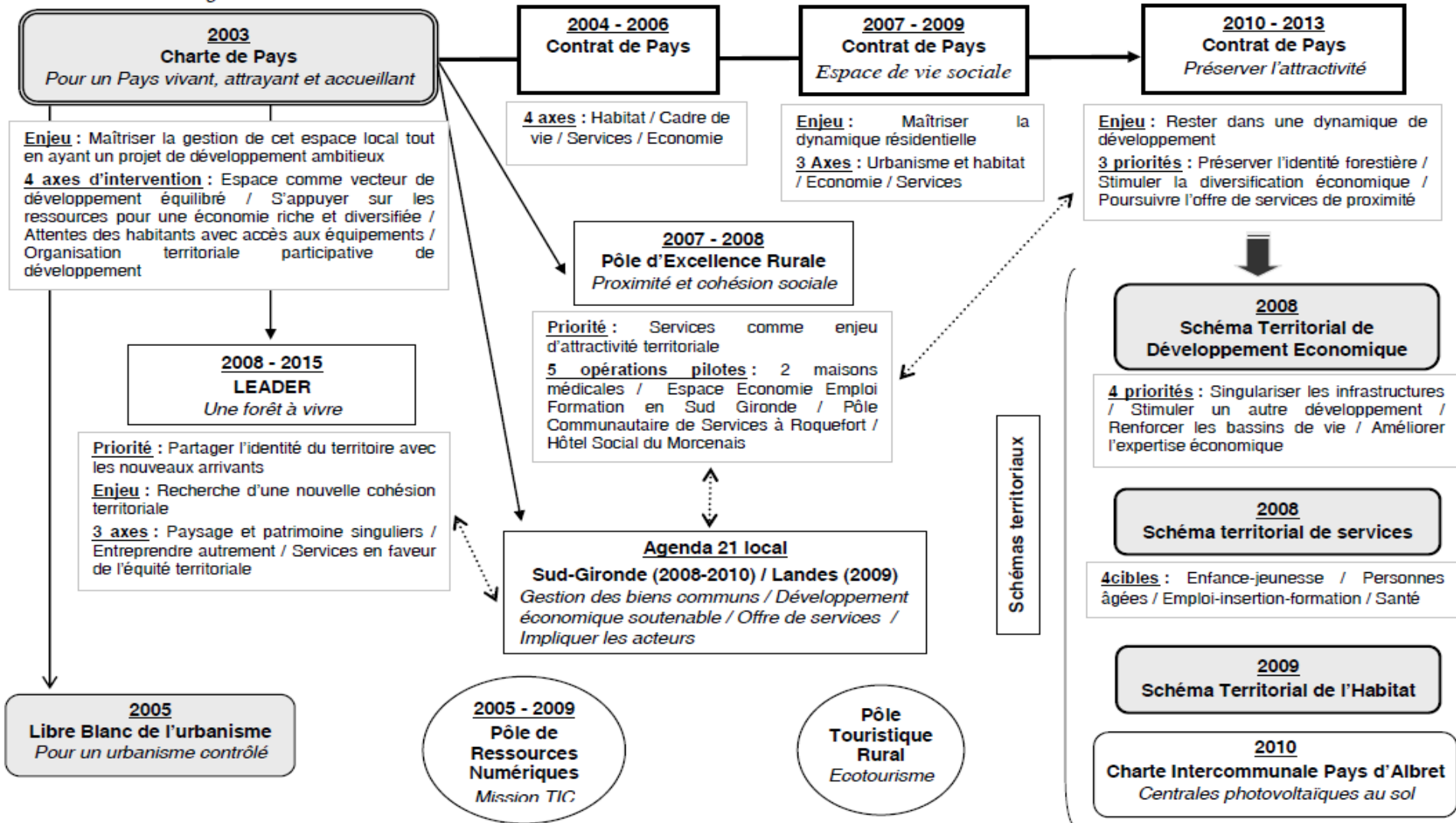
2010 – 2011 : PADD et DOG

2009
(A)ménageons le Pays Basque
Réflexion prospective

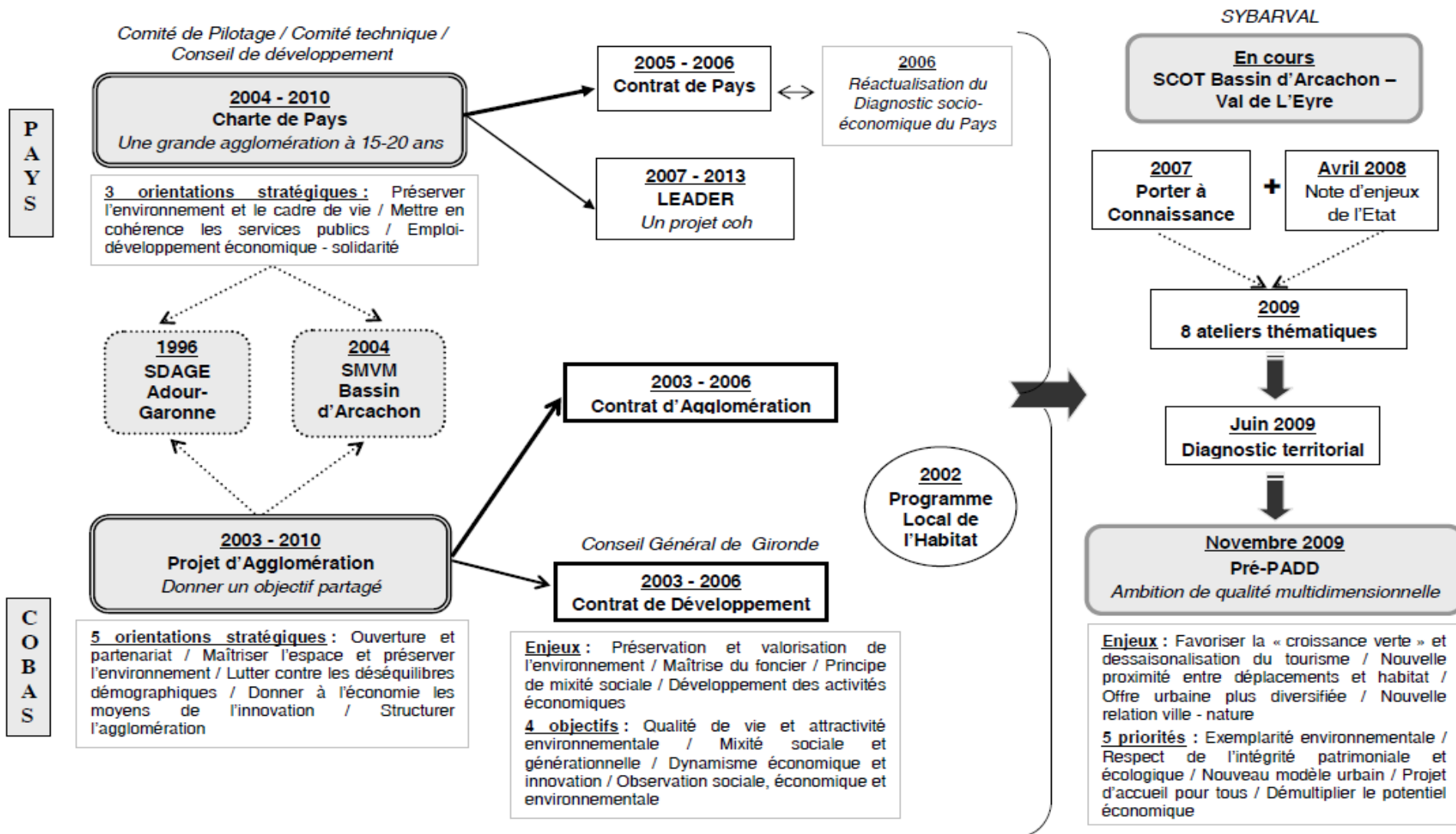


GIP d'Aménagement du Territoire

PAYS LANDES DE GASCOGNE
Articulation des moyens d'action



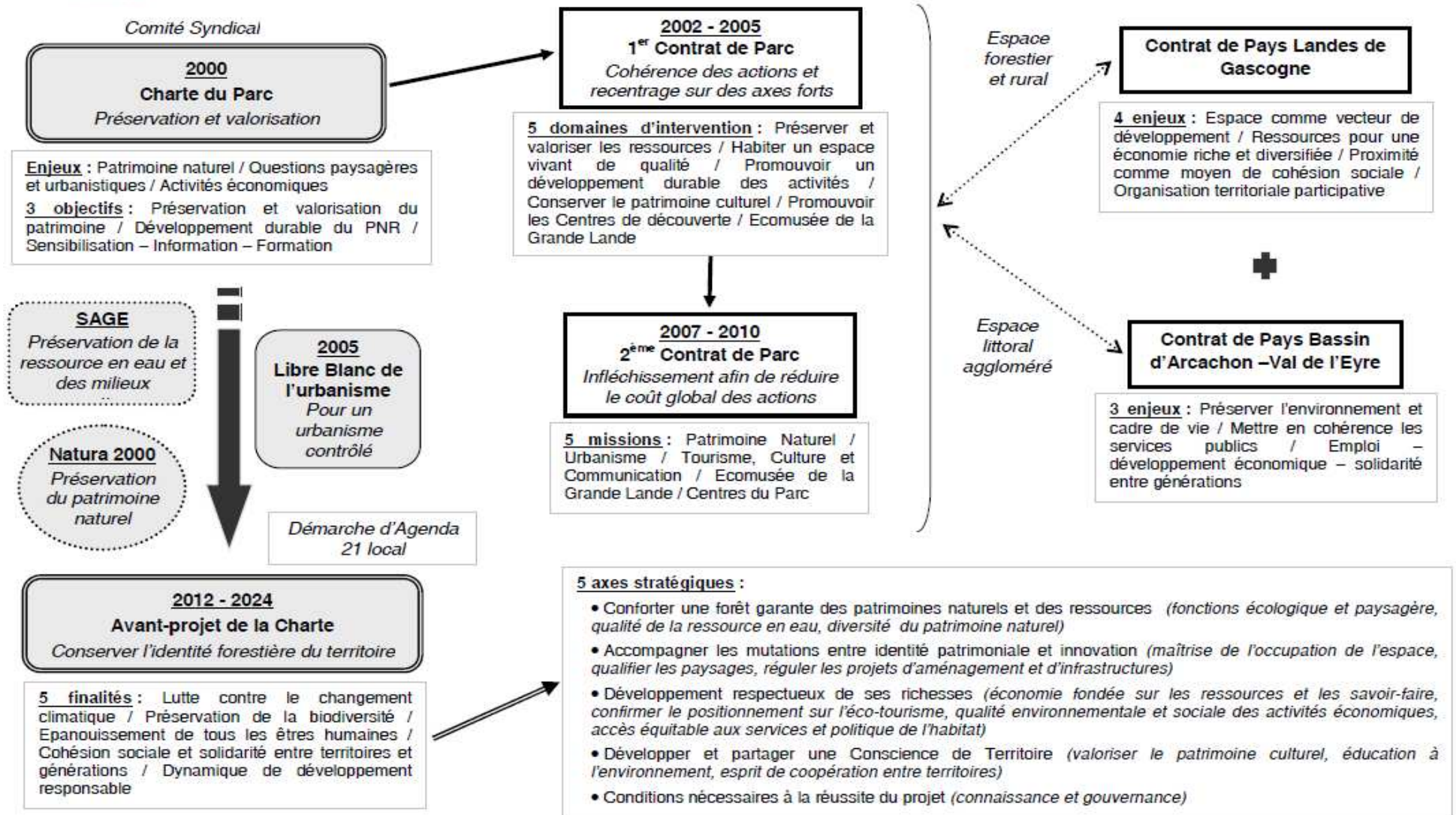
PAYS BASSIN D'ARCACHON – VAL DE L'EYRE
Articulation des moyens d'action





PARC NATUREL REGIONAL DES LANDES DE GASCOGNE

Articulation des moyens d'action



ANNEXE 6

Proyecto ACTER - UCLM

Reuniones de trabajo, tareas realizadas y primer avance de resultados

(Mercedes Sanz Gomez)

El presente documento contiene la siguiente información:

- En primer lugar, la relación y contenido de las reuniones de trabajo mantenidas por el equipo de investigadores de la UCLM, así como las tareas realizadas, individuales y colectivas.
- En segundo lugar, un primer avance de los resultados obtenidos en el desarrollo del proyecto ACTER.

1) REUNIONES DE TRABAJO

Además de las reuniones internas de los equipos de investigadores, la metodología establecida para el desarrollo del proyecto ACTER incluye la realización de reuniones de trabajo con representantes institucionales, fundamentalmente, profesionales vinculados con el desarrollo local, alcaldes, concejales y técnicos municipales, además de presidentes de mancomunidades y otras agrupaciones municipales.

Así pues, durante el año 2010 se han llevado a cabo tres diferentes tipos de reuniones:

a. Para la coordinación del proyecto, entre los investigadores de la UCLM y también con los responsables del equipo de investigación de la Universidad Montesquieu-Bordeaux IV (seminarios y jornadas de trabajo).

b. Para el desarrollo del proyecto. Necesarias para la ejecución del proyecto y seguimiento interno de sus avances.

La finalidad de las múltiples reuniones mantenidas ha sido la determinación del procedimiento aplicable en cada una de las tareas del proyecto, así como la puesta en común y el seguimiento de los avances realizados. En concreto, las tareas realizadas han sido las siguientes:

- Búsqueda y estudio de fuentes normativas.
- Interpretación y valoración de las fuentes consultadas.
- Selección de municipios de Castilla-La Mancha a integrar en el objeto de estudio del proyecto ACTER, según la tipología de municipios establecida en la Ley estatal 45/2007, para el desarrollo sostenible del medio rural (“zonas rurales a revitalizar”, “zonas rurales

intermedias” y “zonas rurales periurbanas”), en los que se constataban transformaciones importantes ligadas con un cambio significativo en el uso del suelo (residencial, productivo o medioambiental). Los municipios seleccionados son Alcalá del Júcar, Chinchilla de Montearagón, El Bonillo, Higuera, Molinicos, Peñas de San Pedro y Riópar, en la provincia de Albacete; y Ruidera y Alcolea de Calatrava, en la provincia de Ciudad Real.

- Selección y contrastación empírica de los datos cuantitativos disponibles.
- Preparación y elaboración de entrevistas y reuniones de trabajo con agentes externos.
- Organización de seminarios y reuniones internas y externas.
- Elaboración de informes y presentaciones de trabajos y ponencias.
- Seguimiento de los municipios seleccionados.
- Análisis de primeros resultados.

3. Para la documentación del proyecto. Reuniones planificadas con responsables y técnicos de los Grupos de Acción Local de las zonas y de los municipios seleccionados para el proyecto; alcaldes y responsables municipales, con el objeto de recopilar la información necesaria para el trabajo de campo.

– **Grupos de Acción Local:**

- **Asociación para el Desarrollo de La Manchuela. CEDER**
Gerente: Malaquías Jiménez.
- **Asociación para el Desarrollo de la Comarca Monte-Ibérico y el Corredor de Almansa.**
Gerente: Martín González.
- **Asociación para el Desarrollo del Campo de Montiel y Campo de Calatrava. “Tierras de Libertad”**
Gerente: Nicasio Peláez Peláez.
- **Asociación Grupo de Acción Local de la Sierra del Segura.**
Gerente: Estíbaliz García.
- **Asociación SACAM Grupo Desarrollo Regional de la Sierra de Alcaraz y Campo de Montiel. SACAM**
Gerente: Lourdes Varea.
- **Asociación para el Desarrollo Alto-Guadiana Mancha**
Gerente: Eugenio Elipe.
- **Asociación para el Desarrollo Montes Norte.**
Gerente: Claudia Raz.

En concreto, se han llevado a cabo dos reuniones de trabajo con el Gerente de la **Asociación para el Desarrollo de La Manchuela (CEDER-Manchuela)**, para conocer las transformaciones que se han producido en la comarca en los últimos años, así como el proyecto de desarrollo de la zona, en particular, sus debilidades y fortalezas, con el fin de adaptar la estrategia de desarrollo a las nuevas circunstancias socioeconómicas y al nuevo marco normativo que establece la política de desarrollo rural del Gobierno de España.

– **Ayuntamientos:**

- **Molinicos.**
Alcalde: José González Osuna.
- **Alcalá del Júcar.**
Alcalde: Manuela Torres Monedero.
- **Chinchilla de Montearagón.**
Alcalde: Daniel Ballesteros Madrona
- **El Bonillo.**
Alcalde: Juan Gil Gutiérrez.
- **Higueruela.**
Alcalde: Martín González Martínez.
- **Peñas de San Pedro.**
Alcalde: Antonio Serrano Aguilar.
- **Riópar.**
Alcalde: Javier García.
- **Ruidera.**
Alcalde: Pedro Reinoso Bascuñana.
- **Alcolea de Calatrava.**
Alcalde: Ángel Caballero Serrano.

En concreto, se han mantenido reuniones de trabajo con la alcaldesa de Alcalá del Júcar, para conocer algunas particularidades relacionadas con el desarrollo residencial y turístico del municipio, y con el alcalde de Higueruela, para recabar información sobre las consecuencias que el Parque Eólico ha tenido sobre el municipio.

2) PRIMER AVANCE DE RESULTADOS

Los principales resultados obtenidos son los siguientes:

- La realización de “fichas socioeconómicas” de los municipios seleccionados, tras haber efectuado un análisis socioeconómico de los mismos.
- La elaboración de un inventario de políticas económicas globales y sectoriales que afectan al desarrollo socioeconómico de los municipios, ligadas a los cambios experimentados en el uso del suelo.
- El análisis de las políticas económicas sectoriales implementadas, europeas nacionales y regionales, que afectan al uso residencial, productivo o medioambiental del suelo. En concreto, para cada una de ellas, se ha analizado su desarrollo normativo y evaluado inicialmente su grado de pertinencia con la realidad socioeconómica en transformación.
- Comprobación y contrastación de la aplicación de las políticas sectoriales en los municipios seleccionados. Los primeros resultados acerca de los modos de gestión pública, explicativos de las dinámicas territoriales observadas, confirman la heterogeneidad de procedimientos según políticas sectoriales y la eficacia desigual según categorías de municipios.



ANNEXE 7

DISCUSSION SUR LE PROGRAMME ACTER - PSDR AQUITAINE

(Claude Lacour)

La première génération de travaux conduits dans PSDR avait été finalisée par le titre général de « les territoires du développement régional » (Lacour, 2006). En jouant volontairement sur les mots le programme de PSDR 3 en Aquitaine pourrait s'intituler aujourd'hui, en fin de parcours : le développement des territoires en région Aquitaine ». La place des territoires comme celle de la région ont en effet profondément changé : le territoire est devenu le lieu et l'objet commun de développement comme la base et l'objectif des actions publiques. La région dont on retenait la dimension générique par l'appel au développement régional au sens de la science régionale et qui voulait témoigner de l'existence de centres de décision autre que celui du gouvernement central, est devenue de plus en plus un pouvoir institutionnel de grande ampleur et entend s'impliquer, orienter, financer des politiques publiques soit relevant de sa seule autorité, soit, plus généralement en accompagnement, en partenariat avec d'autres intervenants.

Depuis les premières réflexions préalables au lancement de PSDR en Aquitaine, celles qui ont conduit à la finalisation des opérations et à la signature des partenaires, plusieurs années se sont écoulées et les travaux conduits dans le cadre d'ACTER nous conduisent aujourd'hui à formuler un certain nombre de remarques conclusives.

1. Des concepts, des milieux, des politiques en profondes mutations.

Par son origine institutionnelle, l'INRA, les programmes PSDR étaient fortement marqués par une culture et une pratique liées à l'agriculture dont on s'interrogeait légitimement sur les évolutions, les transformations tant économiques que sociales et techniques et en particulier il avait été souligné le rôle et la nature fondamentale de la multifonctionnalité qui change en profondeur les liens de l'agriculture et de l'économie contemporaine. Un autre aspect émergeait à travers les préoccupations environnementales et plus largement celles liées au développement durable.

Le point de départ, du moins une entrée centrale du programme ACTER est marqué par l'attention portée aux territoires ruraux, même si on convient volontiers que l'appellation rurale est générique, pratique : on est confronté à des situations variées fortement différenciées dont beaucoup sont marquées plus ou moins fortement et directement, non directement par la prise en compte de la dimension urbaine qui commençait à poindre dans PSDR1 et 2. Le rural évoqué dans ACTER est donc à la fois une attention prioritaire et une évocation pratique, base de référence plus qu'une injonction impérative et exclusive.

Il reste que les travaux menés depuis quelques années tant sur le plan théorique que sur celui des politiques publiques, montrent clairement que l'invocation rurale est largement dépassée ou peut constituer une focale biaisée, partielle quand elle n'est pas source de confusion. Les distinctions binaires rural-urbain, comme beaucoup d'autres, centre-périphérie, État-marché, exogène-endogène, se révèlent largement inadaptées face à des processus, des dynamiques qui soulignent au contraire des situations dites souvent « intermédiaires », progressives, mêlées, non linéaires. Les influences urbaines, les changements dans les modes de production, l'accentuation des mobilités, les tensions sur des espaces largement convoités, les accumulations d'acteurs intervenant sur des zones plus ou moins clairement identifiées par des politiques demeurant largement sectorisées, tous ces phénomènes conduisent à une dilution de la notion, des milieux et des politiques dites rurales.

Les mêmes remarques concernent tout autant le terme de territoire. L'accord général, l'enthousiasme pour recourir à ce terme et à des politiques territoriales ne saurait cacher de

profondes différences, de divergences, voire de conflits majeurs sur les périmètres et les appropriations par les instances politiques et plus généralement par des intervenants institutionnels ou non. On entend en effet par territoire, des espaces singuliers, à un moment donné, par rapport à une préoccupation d'un moment : on parle ou on travaille sur une zone « appropriée » par une instance, un problème, un espace sur lequel on a des relais ou tout banalement des informations. Ou encore on reste dans un flou conceptuel mais qui se révèle efficace sur le plan de la démarche quand on évoque les territoires marquées par la métropolisation, l'urbanisation, la littoralisation, l'extension ou l'intensification touristique. Les mêmes ambiguïtés se retrouvent dans la terminologie d'action territoriale. Dans un certain nombre de cas, il pourra s'agir d'actions menées sur un espace donné par des intervenants de la zone et dans la zone. Dans d'autres, il pourra être question d'impact territoriale pour ne pas dire locale de décisions, de choix, ou tout simplement d'incidences non voulues et non maîtrisées venant d'autres politiques ou d'acteurs totalement extérieurs.

2. Du programme ACTER à une attention forte aux acteurs.

ACTER est l'acronyme pour attractivité et compétitivité des territoires ruraux ». Les évolutions du programme et les travaux menés ont progressivement privilégié la compréhension, les représentations, les comportements et les actions des acteurs liés directement ou non aux territoires ruraux, soit comme on l'a vu de manière générique, soit sur des territoires particuliers retenus comme domaine d'investigation privilégiée.

Une première remarque doit être faite sur les références d'attractivité et de compétitivité. Il nous semble qu'un glissement progressif sémantique traduit des changements profonds dans les travaux et dans la pratique des chercheurs et dans les attentes des acteurs. Il y a peu de temps encore et notamment dans PSDR1 et 2, le fond des préoccupations concernait les liens, les mécanismes, les enchaînements entre l'aménagement, le développement et les territoires et cet ensemble de relations, de politiques se retrouvait plus ou moins clairement exprimé par le vocable général de « développement régional ». L'orientation actuelle, celle de l'acronyme témoigne de questionnements et de quête de politiques et d'action territoriale qui ont changé de nature. On passe ainsi de l'aménagement qui semble dépassé ou malsain à l'attractivité consistant à apprécier, détecter, construire ou renforcer des avantages relatifs, réels, perçus vécus. Il s'agit de valeurs et de représentations visant à construire des avantages relatifs ou « différenciatifs ». On vise alors aussi bien des indicateurs sur l'attraction sur des facteurs de production entendus au sens large et on veut jouer aussi sur l'*attractiveness* au sens de la séduction. Plus simplement et de manière plus brutale et moins glorieuse, il s'agit dans beaucoup de cas de maintenir et de résister. Du coup, on voit l'« attraction » d'un certain nombre de modèles de références se déclinant par une panoplie d'indicateurs d'attractivité comme par exemple, ceux évoqués par Mathieu 2005, *the Global Competitiveness Report*, ou encore *le Globe shopper city index*. Les termes parlent d'eux-mêmes : il s'agit bien de passer de l'attractivité à la compétitivité des territoires, raisonner et construire des politiques axées sur la performance, l'efficacité, la réussite. Même si les indicateurs évoqués relèvent souvent de l'ordre de l'économie nationale ou concerne les grandes villes, la démarche et l'esprit sont largement marqués par cette omniprésence de territoires qui doivent « gagner » au prix d'une concurrence exacerbée entre territoires ruraux de la même région ; cet esprit général sous-tend des opérations, des actions et plus généralement des politiques qui doivent entrer dans cette logique : ambitieuse, conquérante, déterminée, mobilisatrice des personnes, des entreprises, des institutions et de... fonds. Il nous semble que d'une part, les réalités territoriales, dans de nombreux cas sont confrontées à des questions plus « modestes » comme il est dit plus haut, maintenir, résister, et que d'autre part, si on accepte le cadre de l'attractivité et de la compétitivité, on est presque conduit à s'attendre à des politiques dont il sera facile de dire que les résultats sont globalement limitées pour ne pas parler d'échec relatif, partiel.

La seconde remarque retient le passage d'une logique qui voulait privilégier les territoires ruraux posés, réifiés pour ne pas dire glorifiés, le territoire-acteur que l'on trouve dans la littérature, à

une attention aux acteurs qui font, subissent, actionnent ou résistent à des politiques. Il peut s'agir d'acteurs et d'institutions dédiés, d'acteurs classiques et basiques, les maires et les communautés, d'autres intervenants comme le Parc national régional ou les Pays. Ce sont eux ou leurs prédécesseurs qui ont pu lancer des opérations, avoir des représentations, fonctionner dans des structures ad hoc ou pérennes, s'inspirer des attentes du moment, des espérances à la mode, le tourisme vert, l'agriculture bio, les parcs industriels ou encore le renforcement des centralités locales. Il faut alors retourner aux schémas de différente nature qui ont pu être élaboré, discuté, éventuellement voté et mis en œuvre. Il est indispensable de comprendre les impératifs et les opportunités offertes par exemple par des programmes européens ou des politiques nationales et régionales dont on va accepter, les idées fortes, les orientations, les mots-clefs pour tenter de pouvoir obtenir et mobiliser des financements. *Comprendre les acteurs, c'est d'abord les repérer,* dans les organigrammes officiels comme dans les modes de fonctionnement quotidiens, *C'est ensuite mettre explicitement à jour leurs représentations* qu'ils se font des enjeux et des solutions possibles pour leurs territoires, qui peuvent être multiples, emboîtés dans des périmètres de structures différentes et enchâssés dans des institutions publiques à légitimité politique forte. C'est encore *de tenter de déchiffrer, comment pour des raisons de crédibilité et d'efficacité,* ils vont jouer de différents réseaux, tenir compte de temporalité variable et tenter de penser et de maîtriser la quotidienneté des problèmes du territoire dans des perspectives réelles ou fantasmées, souvent d'ailleurs en le sachant parfaitement, de plus long terme et d'opérations de grande envergure. Le Futur aussi, souhaité et craint, perçu et construit souvent comme une des voies possibles de gérer, au plus près et au moins mal le banal et angoissant quotidien.

3. De l'action publique territoriale à des pratiques possibles.

Il est sans doute banal de rappeler qu'il n'est pas simple de « territorialiser » les actions publiques territoriales dans la mesure où une action publique territoriale est rarement menée localement sur un territoire exclusivement par des acteurs de ce territoire... Paraphrasant ce que nous écrivions en hommage à Sébillotte, on dirait : « le dehors et le dedans du territoire... ».

L'action publique territoriale est le résultat, souvent agrégé de préoccupations diverses, répondant à des attentes contradictoires ou à des forces peu compatibles, par exemple le nord et le sud du Parc, les tensions sur l'occupation et les usages des espaces littoraux, la composition du périmètre, voir ainsi les différents découpages liés à la composition des futures communautés de communes et d'agglomérations, la pondération à donner aux activités directement productives qui peuvent entraîner des effets négatifs en termes de développement durable qu'il est impossible ou pénalisant de ne pas formellement évoquer dans un schéma de développement.

L'action publique territoriale est aussi le résultat de politiques, d'actions accumulées dans le temps aux logiques, aux temporalités justifiées à un moment par rapport à un problème, une tension, la nécessité de s'inscrire dans une mode ou dans ce qui semble garantir le succès/ ainsi de l'apparition des stratégies se revendiquant de la créativité des ambitions culturelles. Encore une fois, ces modèles comme ceux qui gouvernent l'attractivité et la compétitivité sont souvent repris et calqués de ce qui se pense et se met en œuvre pour des grandes villes et de ce fait, autant que l'influence gravitaire directe de bordeaux ou du BAB, l'influence et l'incidence des modes de pensée et d'action urbaine tient une large place. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de politiques directement agricoles ou forestières ou que sur ce type d'espace, se conjuguent et s'affrontent des politiques sectorielles et spatiales contradictoire pour ne rien dire des conflits d'influence entre les institutions publiques de différents niveaux et entre même niveau.

On suppose souvent que des politiques volontaristes peuvent modifier en profondeur et relativement rapidement, le temps d'un mandat d'un acteur public local, un environnement local. On prend pour acquis et évident qu'une orientation, discutée, votée, lancée va se dérouler « normalement » et on note alors les dérives, les retards, les décalages comme si tout était définitivement figé dans le marbre. Par, exemple, la RGPP peut venir perturber les structures et les « équilibres » sociopolitiques d'un territoire ou autour d'un territoire. La crise financière et les pressions de l'Etat

en matière de fiscalité locale visant à réduire les dépenses des collectivités, montrent que l'affirmation confortée de l'autonomie financière et fiscale des pouvoirs des collectivités est largement contestée dans la réalité et que nombre de projets notamment ceux de longue durée et de grande ampleur financière mesurée à l'aune des budgets locaux, ceux encore qui visent la participation et l'animation culturelle et touristique, sont souvent les premiers à être reportés à des lendemains plus favorables. On peut toujours discuter et contester la pratique des financements croisés au nom de la complexité administrative et de la non-transparence démocratique, mais on doit reconnaître que dans de nombreux cas, cette pratique est la seule qui permette aux acteurs locaux de pouvoir monter des projets, au prix peut-être quelquefois de justifications sémantiques acrobatiques qui ne rendent limpides les actions territoriales concernées directement ou en effet dérivé.

L'attention légitime aussi bien en termes de théorie que d'opérationnalité portée aux acteurs et concernant les actions publiques territoriales, s'enrichit aussi de la reconnaissance de plus en plus grande que ce qui se joue, ne concerne pas que les acteurs publics, pas seulement les élus et les administrations. Les acteurs privés, les entreprises, tiennent un rôle déterminant dans leur localisation, les emplois, leurs fournisseurs, sans parler des liens multiples qui constituent les réseaux formels ou non d'un territoire ou concernant des politiques locales.

Il nous semble intéressant de retenir la piste d'investigation et de compréhension des actions publiques territoriales qui serait définie par l'idée d'un *pragmatisme orienté* par le possible et le souhaitable. Il s'agit bien pour les acteurs des territoires, de composer avec des pratiques de résistance à des transformations négatives, imposées de l'intérieur ou de l'extérieur, de préempter des futurs possibles dans le cadre des contingences quotidiennes. Les travaux et les partenariats noués par ACTER peuvent donner lieu à validation de cette lecture qui permet une articulation cohérente et intégratrice des différentes approches sur des territoires de nature différente.

ANNEXE 8

LES TEMPS DE L'AMENAGEMENT ET DU DEVELOPPEMENT

Vendredi 27 janvier 2012



(Nathalie Gaussier)

L'objet de cette journée est de réunir des spécialistes de l'aménagement et du développement des territoires pour proposer à terme un programme de recherche sur la rencontre des dimensions temporelles et spatiales en matière d'aménagement et de développement des territoires. L'entrée est délibérément pluridisciplinaire pour croiser nos réflexions et nos approches sur le temps, alors que l'on s'intéresse toujours plus directement aux échelles spatiales. Les interventions permettront de faire le point sur des entrées à la fois stratégiques et politiques, juridiques et institutionnelles, économiques et financières.

Programme

9h30 - 10h00	Ouverture par M. A. Sénégas, Directeur du GREThA, Université Bordeaux IV, Présentation de la journée, N. Gaussier, GREThA, Université Bordeaux IV.
10h00 - 10h45	« <i>Le temps, l'espace, l'aménagement</i> », Introduction par Armand Frémont, recteur des académies de Grenoble (1985-1989) et de Versailles (1991-1997), président du conseil scientifique de la DATAR (1999-2002).
10h45 - 11h00	<i>Pause café</i>
11h00 - 11h45	« <i>L'usage du temps dans l'évaluation des réseaux et services de transport</i> », Laurent Chapelon, UMR 220 GRED Université Montpellier 3 – IRD.
11h45 - 12h30	« <i>Les temps des villes et de la métropolisation</i> » par Claude Lacour, Professeur, GREThA, Université Bordeaux IV.
12h30 - 14h00	<i>Déjeuner à la Passerelle</i>
14h00 - 14h45	<i>Titre à préciser</i> , Maurice Goze, IATU, Université Bordeaux 3
14h45 - 15h30	« <i>Les miroirs déformants des temps de l'aménagement</i> », Sonia Guelton, Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris Est Créteil Val de Marne.
15h30-16h15	« <i>Territoires et temps de la simulation</i> », Nathalie Gaussier, GREThA, Université Bordeaux IV.
16h15-17h00	« <i>L'imbrication des temps dans la ville</i> », Lise Bourdeau-Lepage, Université Lyon 3, CRGA.
17h00-17h30	<i>Conclusions, discussion et suite éventuelle à donner</i>

ANNEXE 9

RESUMES DES TRAVAUX

Les travaux réalisés par les chercheurs du projet ACTER ont été subdivisés en quatre catégories : articles dans revues à comité de lecture, communications à des colloques avec comité scientifique, communications aux séminaires internes d'ACTER, documents de travail. Une dernière catégorie concerne les travaux de terrain réalisés par des étudiants en formation de Master.

A- ARTICLES DANS REVUES A COMITE DE LECTURE

➤ Articles parus dans Revues à comité de lecture

1) DACHARY-BERNARD Jeanne, GASCHET Frédéric, LYSER Sandrine, POUYANNE Guillaume et VIROL Stéphane, 2011, « L'impact de la littoralisation sur les marchés fonciers. Une approche comparative des côtes Basque et Charentaise », *Economie et Statistique*, n° 444-445 spécial foncier agricole (à paraître).

Cet article a pour objet d'étudier l'influence des aménités littorales sur la formation des prix en identifiant la forme spatiale des gradients de valeurs foncières. Pour ce faire, nous procédons à une lecture comparée de cette dynamique sur deux espaces littoraux : le littoral charentais - encore fortement agricole - et la côte basque - au degré d'urbanisation plus avancé. Cette comparaison empirique nécessite de mobiliser une méthodologie commune. La méthode des prix hédoniques est développée de manière originale en proposant de mettre en œuvre successivement une estimation semi-paramétrique puis une modélisation fragmentée, en tenant compte du phénomène de dépendance spatiale. Nous montrons ainsi que la littoralisation s'accompagne, sur la bande littorale, d'une capitalisation importante dans les prix fonciers résidentiels, liée à la présence d'aménités, qui se prolonge vers l'arrière-pays, dans une logique d'accessibilité. La littoralisation perturbe également les marchés fonciers agricoles, y compris rétro-littoraux. La comparaison des deux sites suggère une forte différenciation de l'impact de la littoralisation en fonction des caractéristiques territoriales, qui structurent des aménités plutôt résidentielles sur la côte basque, et davantage agricoles sur la côte charentaise.

2) LABAT Didier, 2011, « Entre expertise paysagère et stratégies d'acteurs : quelle place pour le paysage ? Le cas de la planification territoriale en France. », *Projet de Paysage*, 17p, (<http://www.projetsdepaysage.fr>)

Les documents d'urbanisme comportent des stratégies d'aménagement du territoire déterminantes dans les mutations paysagères. L'évolution du cadre réglementaire et la mise en œuvre de la Convention européenne du paysage contribuent au renouvellement des pratiques des experts paysagistes. De fait, ce contexte interroge la place du paysage et de ses professionnels dans les stratégies d'acteurs lors de la conception des documents d'urbanisme. À partir des enseignements de l'évaluation d'une politique paysagère dans un schéma directeur, l'article présente ce contexte nouveau et les interrogations qui en émergent vis-à-vis de l'expertise paysagère dans la planification territoriale.

3) LABAT Didier, 2010, « La mise en œuvre des politiques paysagères : quand la décision publique est confrontée aux échelles de définition. L'analyse des proximités comme outil de compréhension de la coordination de l'action paysagère », *Projet de Paysage*, 11p, (<http://www.projetsdepaysage.fr>)

Les politiques paysagères dans les documents d'urbanisme présentent des problèmes de cohérence et d'efficacité en fonction de leur échelle de mise en œuvre. Entre fonction réglementaire et démarche de projet de paysage, l'article propose une lecture de la structuration des orientations paysagères en fonction des proximités identifiables lors de la conception des Scot et des PLU. La définition de la politique paysagère n'est plus une question d'échelle géographique de projet mais d'organisation des acteurs pour répondre aux enjeux de la planification.

4) LABAT Didier, 2009, « L'apport de l'identification des théories d'action dans l'évaluation des politiques publiques de paysage des documents d'urbanisme », *Projets de Paysage*, 21p, (<http://www.projetsdepaysage.fr>)

Cet article est consacré à l'analyse de la prise en compte de la politique paysagère dans la planification spatiale, ceci à partir de l'exemple du schéma directeur de l'aire métropolitaine de Bordeaux. La loi paysage de 1993 a instituée les orientations antérieures en faveur des espaces verts en politique paysagère. Ce schéma directeur de 2001 cherche à réconcilier les espaces à travers la conception d'un projet paysage avec la délimitation de « coulées vertes ». Néanmoins, se posent des problèmes de compatibilité avec les autres usages du sol avec une insuffisance constatée de mesures de protection des paysages.

5) PERES Stéphanie et GAUSSIÉ Nathalie, 2010, « La conversion des parcelles viticoles en usage résidentiel, le cas de l'aire urbaine de Bordeaux », *Revue Canadienne de Science Régionale*, 2010, vol. 32, 123-136.

Cet article étudie le changement d'affectation des terres viticoles en usage résidentiel dans l'aire urbaine de Bordeaux, de 2000 à 2005. Le but est d'analyser le phénomène d'étalement urbain à travers les dynamiques viticoles qui sont une particularité prégnante de l'aire urbaine de Bordeaux. L'originalité de l'article tient au développement d'un modèle monocentrique permettant de définir différents anneaux périurbains pour lesquels nous testons un modèle logistique de changement d'affectation des terres viticoles. Les effets marginaux des variables explicatives varient d'un anneau à l'autre, suggérant différentes dynamiques spatiales à l'œuvre dans l'espace périurbain.

➤ **Articles soumis ou à soumettre à Revues à comité de lecture**

6) CAZALS Clarisse, DACHARY-BERNARD Jeanne et LEMARIE Marie, 2011, « Land uses and environmental conflicts in the Arcachon Bay coastal area: an analysis in terms of heritage », soumis à *European Planning Studies*.

Coastal zones are specific areas that are usually concerned by natural resources under particular ecological and heritage interests. However, they know important pressures because of a high attractiveness. The integrated coastal zone management is supposed to take into account this multifunctionality in order to preserve natural resources and allow coastal development. In this context, land use conflicts may emerge and this study propose to identify land use conflicts and analyse them in terms of heritage conventions. An interesting methodology is implemented using both focus groups' representations and daily press articles concerning the specific coastal zone of the Arcachon bay, in the south west of France. The results question about the link between water and land on coastal land use management.

7) DACHARY-BERNARD Jeanne et RAMBONILAZA Tina, 2010, « Choice experiment, multiple programmes contingent valuation and landscape preferences: what can we learn for multidimensional policy valuation ? », soumis à *Land Use Policy*.

The aim of this article is to conduct comparative testing of the results of CEM and the sequential contingent valuation procedure for multidimensional policy according to the independent valuation and summation bias, and to the scope sensitivity issue in relation to the inclusion effect. The two survey protocols deal with landscape programme valuation

8) DACHARY-BERNARD Jeanne et RULLEAU Bernard, 2010, « Preferences, rational choices and economic valuation: some empirical tests », soumis à *Journal of Socio-Economics*.

This study focuses on respondents' rationality hypothesis as usually assumed by Discrete Choice Experiments. We look at the existence of lexicographic preferences, at the influence of consistency and at the role of task complexity in the individual choice process. To achieve this goal, we implement some rationality tests. The survey concerns forest recreation. Results show that choice sets orderings do not impact on choice probability. If a violation of continuity or consistency axioms does, the Willingness-To-Pay estimators calculated using the total sample and the sub-samples of "irrational" respondents are not significantly different. This allows discussing the traditional concept of rationality.

9) GASCHET Frédéric, POUYANNE Guillaume et DANTAS Monique, 2012, « Regulatory zoning and housing prices », à soumettre à *Environment and Planning A*.

The priority for France's "Grenelle II" environmental legislation is to reduce the consumption of space caused by urbanization. The best tool for achieving this goal is zoning within a territorial planning framework. Yet zoning also tends to increase property values, due to the scarcity effects it provokes (restricting the supply of land) as well as its amenity effects (the capitalization of land use externalities in housing pricing). The present article studies the impact on property prices of the distance to regulated zones located on Arcachon Bay near Bordeaux in Southwest France – a region that is particularly conducive to this kind of analysis because it combines exceptional landscape quality and strong urban pressures. We have estimated a hedonic model corrected for spatial self-correlation. Heteroscedasticity is corrected using Bayesian simulation methods, as suggested by Le Sage and Parent (2006). The findings reveal tension between urban and natural amenities in the determination of property prices. Proximity to facilities and coastal amenities increase prices. The impact on housing prices of zoning materializing through Land Use Plans (LUP) is corroborated. Protected natural zones tend to raise prices as long as long they are not used for agricultural or forestry activities. Conversely, proximity to zones of future urbanization tends to lower housing prices

10) PERES Stéphanie et GAUSSIÉ Nathalie, 2011, « An Investigation of the Vineyard-Residential Land Use Change: The case of Bordeaux Metropolitan Area », soumis à *Land Economics* (après retours des rapports).

L'article discute de la complexité des déterminants du changement d'affectation des terres non développées pour montrer l'hétérogénéité de l'espace périurbain, à partir de l'exemple de l'aire métropolitaine de Bordeaux, France. Il se focalise sur les transactions de parcelles viticoles car le vignoble est une des spécificités majeures du paysage bordelais. Il teste dans la distance un modèle logit emboîté de conversion en usage résidentiel. La prise en compte de variables définies à l'échelle de la commune, sur laquelle les transactions ont eu lieu, souligne le rôle complexe des politiques de régulation foncière dans les espaces périurbains.

B- COMMUNICATIONS A DES COLLOQUES AVEC COMITE SCIENTIFIQUE

1) BANOS TORRES Jose, SELVA SEVILLA Carmen, PEREZ BUSTOS Gloria, 2011, *Balance de las transformaciones territoriales como consecuencia de políticas rurales aplicadas en la Comarca Sierra del Segura*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE, sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.

Desde hace ya algunos años, diferentes comarcas de Castilla-La Mancha y, por ende, de la provincia de Albacete, constituidas como Leader o Proder, han recibido fondos comunitarios, con el objetivo de valorizar los recursos endógenos de los que disponen. Los objetivos, a priori, estaban definidos de manera clara. Tras el paso de estos años, es momento adecuado para hacer una breve síntesis de los resultados alcanzados, cuáles son las transformaciones originadas, cuál es el grado de cumplimiento de los citados objetivos. Los ejes o variables a tomar en consideración se concretan en la poblacional, la económica, la social y la medioambiental.

2) CABANNES Michel, 2011, *Le régime de croissance des collectivités locales territoriales à l'épreuve de la crise*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.

Au cours des 25 années qui ont suivi la décentralisation, le secteur public territorial a pu concilier une forte expansion budgétaire et un équilibre financier persistant grâce au dynamisme de son produit fiscal et une certaine progression des dotations de l'Etat. Ce mode de croissance a été en mesure de résister à la crise économique et financière d'après les comptes du secteur local dans son ensemble en 2000-2010, même si le département a subi un choc plus rude que les autres niveaux. En revanche, le changement de cap de la politique financière locale de l'Etat, concernant les dotations et la fiscalité économique est susceptible de remettre en cause à moyen terme les capacités financières des collectivités territoriales.

3) DACHARY-BERNARD Jeanne et LYSER Sandrine, 2011, *Evaluation économique et aménagement du territoire. Une étude des préférences des touristes pour les formes d'aménagement du Bassin d'Arcachon*, XXVIIème Rencontres ARETHUSE sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.

Cette communication présente les principaux résultats de la mise en œuvre de la méthode d'évaluation multi-attributs sur le Bassin d'Arcachon. Ce travail s'intéresse aux problématiques d'aménagement du territoire, et plus particulièrement à la question de l'allocation des terres à des usages différents sur des espaces soumis à des pressions fortes (attractivité touristique et résidentielle, enjeux écologiques...). L'entrée est originale puisqu'elle s'intéresse aux préférences des usagers de manière à apporter des éléments de connaissance aux décideurs sur ce qui est « préférable » en matière d'aménagement.

4) DACHARY-BERNARD Jeanne et LYSER Sandrine, 2011, *L'évaluation économique au service de l'aménagement du territoire. Application de la méthode des choix multi-attributs sur le territoire littoral du Bassin d'Arcachon*, Communication au 48ème colloque de l'ASRDLF, Schœlcher, Martinique, 6-8 juillet.

Les territoires littoraux font l'objet d'une pression croissante tant en termes écologique que résidentiel ou encore touristique. La Bassin d'Arcachon, sur le littoral girondin, ne fait pas exception. Ce travail s'intéresse aux préférences individuelles de touristes pour le territoire du Bassin d'Arcachon. Plus particulièrement, nous nous intéressons aux préférences des touristes pour différentes formes d'aménagement possibles de ce territoire. Les principaux usages du sol que sont l'espace agricole, forestier, résidentiel et ostréicole sont aujourd'hui sujets à de nombreuses tensions voire conflits et seront inévitablement amenés à évoluer dans les années qui viennent. Ainsi, dans un souci d'aide à la décision publique en matière de planification ou plus largement d'aménagement de ce territoire, nous proposons de mettre en œuvre une évaluation économique des formes d'aménagement de ce territoire.

L'originalité de cette méthode pour traiter de problématiques spatiales est explicitée en détail pour mieux comprendre sa mise en œuvre sur le terrain d'étude. Il s'agit en effet d'une approche peu développée dans le champ de l'économie spatiale et régionale (Johnston et al., 2003). Nous présentons les résultats issus d'une modélisation de choix discrets (Bhat and Guo, 2004), réalisée à partir des données collectées auprès de 400 touristes au cours de l'été 2010. Ces résultats informent quant à la valeur que les individus associent aux différents usages du sol.

5) DACHARY-BERNARD Jeanne, GASCHET Frédéric, LYSER Sandrine, POUYANNE Guillaume et VIROL Stéphane, 2011, *Les gradients fonciers littoraux. Application au Poitou-Charentes et à la Côte Basque*, Communication au 48ème colloque de l'ASRDLF, Schœlcher, Martinique, 6-8 juillet.

Cette communication présente l'analyse foncière menée sur deux terrains littoraux de manière comparative dans le but de mettre en évidence la forme spatiale des gradients de rente littoraux et d'identifier via les marchés fonciers les spécificités locales du phénomène de littoralisation.

6) DACHARY-BERNARD Jeanne, GASCHET Frédéric, LYSER Sandrine, POUYANNE Guillaume et VIROL Stéphane, 2010, *Le rôle principal de la littoralisation sur les dynamiques foncières et immobilières*, Colloque ASRDLF-AISRe, Aoste, Italie, 20-22 septembre.

Le phénomène de littoralisation est supposé structurer les dynamiques de prix sur les marchés immobiliers et fonciers. L'étude empirique compare deux espaces littoraux qui diffèrent par leur degré d'urbanisation. Le littoral basque, très urbanisé, montre l'impact des aménités littorales sur les prix des logements. Sur le littoral charentais, plus agricole, ce sont les prix du foncier qui ont été étudiés. Il apparaît que les aménités littorales influencent de la même manière les marchés fonciers de type "résidentiel", et qu'elles influencent tout autant, mais différemment, le marché foncier "agricole".

7) DACHARY-BERNARD Jeanne et LEMARIE Marie, 2010, *People preferences for spatial land use attributes: how it can support land management decisions?*, 50th Congress of the European Regional Science Association, Special session Territorial Governance, rural areas and local agro food systems, Jonkoping, Sweden, 19-23 August.

We apply choice experiments method on a coastal area, the French Arcachon bay, in order to understand how people value the different land attributes of this site. Different hypothetical scenarios that are supposed to describe different spatial organisation of the territory are presented to respondents, who have to choose

the scenario they prefer. These scenarios are defined from the main land attributes, so they need to be correctly understood by respondents (Hanley et al 2001).

For this first stage of the method, we use focus groups results and experts point of views in order to define the attributes and construct the different choice sets that are presented to respondents in a survey. Three focus groups (Krueger et Casey 2009) have been realised and experts' interviews have been carried out among some main local agricultural activities. Both qualitative inputs are not supposed to give the same kind of information (Kaplowitz et Hoehn 2001). Then, these qualitative informations are used to implement the survey design.

Integrating such a qualitative approach and survey designs is supposed to improve the process of valuing land use changes benefits (Desvousges et Frey 1989). The authors discuss this

8) DELFAUD Pierre, 2011, *Le choix d'une dynamique territoriale : 4 scénarios pour le Bassin d'Arcachon*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.

L'évolution du Pays Bassin d'Arcachon – Val de Leyre est au cœur de la réflexion actuelle des acteurs du terrain avec la conception du SCOT. Plusieurs scénarios sont envisageables à partir des grandes caractéristiques de ce territoire, à savoir un espace naturel hors du commun, la proximité d'une agglomération millionnaire, une économie à dominante résidentielle, l'existence de plusieurs pôles productifs. Après avoir présenté brièvement la méthode de construction des scénarios (déterminants à prendre en compte / conséquences à identifier en matière de profil socio-économique, d'aménagement du territoire et de gouvernance du territoire), quatre scénarios sont présentés : le tout résidentiel, l'intégration à la métropole bordelaise, le retour à l'économie productive, la priorité au patrimoine naturel. Or le choix le plus probable va vers une stratégie combinatoire devant arbitrer les contradictions entre les différentes logiques. Deux leviers clés sont à retenir pour la politique locale : l'urbanisme et les transports.

9) GASCHET Frédéric et POUYANNE Guillaume et VIROL Stéphane, 2009, *Entre littoralisation et métropolisation. Une lecture des dynamiques foncières de la métropole basque*, XLVI^{ème} Colloque de l'ASRDLF, Clermont-Ferrand, 6-7-8 juillet.

Cette communication concerne l'évolution du prix du foncier en fonction de la distance par rapport aux aménités. La méthode des gradients sera utilisée pour apprécier la corrélation entre prix et distance. Le gradient d'artificialisation est très marqué sur la côte basque, générant un conflit potentiel avec les espaces naturels et induisant un report de l'agriculture en arrière pays.

10) GASCHET Frédéric et POUYANNE Guillaume, 2011, *Attractivité et valeurs foncières sur le littoral. Une comparaison Charentes - Pays Basque*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8 -9 septembre.

Cette communication s'intéresse à l'impact de la littoralisation sur les valeurs foncières et immobilières, avec une lecture différenciée des marchés agricoles et résidentiels. En raison d'un milieu littoral attractif, rare, fragile et protégé, est observée une pression à la conversion résidentielle et un recul de l'activité agricole. Cette approche spatiale des marchés met en évidence un double questionnement. Quel degré de capitalisation des aménités littorales dans les prix fonciers et quelle forme pour le gradient littoral ? Quel degré de porosité entre les deux segments ?

11) GAUSSIÉ Nathalie, PEREZ GONZALEZ Maria del Carmen, 2011, *Tourisme et développement durable : de nouvelles dynamiques ?*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.

Plantear hoy temas sobre el espacio rural supone un doble problema: acercarnos a la temática de las controversias de su concepción y adentrarnos en los temas que se quieren analizar. El espacio rural en los países europeos aparece hoy caracterizado por un proceso de cambio en todos los ámbitos: demográfico, medioambiental, tecnológico ... El mundo rural ya no es el espacio de desventajas respecto a las ventajas comparativas del mundo urbano. Todo eso implica un nuevo escenario de interrelaciones y un modelo de desarrollo territorial más dinámico y más identificado con la potencialidad del propio territorio, por un lado, e imbricado a su vez con marcos espaciales más amplios, por otro.

En el proceso, se constata que, en gran número de casos, el sector turístico tiene un papel de motor, base de la dinamización del desarrollo territorial en municipios rurales, estructurando en determinadas ocasiones, las posibilidades espaciales en torno a su expansión. La complementariedad de las actividades económicas e incluso su sustitución por actividades vinculadas directa o indirectamente con el turismo, configuran una transformación en el propio proceso de desarrollo que está modificando el modelo de desarrollo territorial en determinadas zonas rurales.

En este trabajo, inicio de una investigación más amplia, se va a realizar una reflexión de las principales implicaciones socioeconómicas de estos procesos de cambios, con especial referencia a determinados municipios de España y Francia.

12) LABAT Didier, PERE Aurélien et DORE Rosa, 2011, *L'action publique, déterminant de la résilience forestière ? Analyse sur une coupure d'urbanisation sur l'espace forestier des Landes de Gascogne*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE, sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.

Les stratégies environnementales sur les espaces forestiers résultent d'un ensemble de déterminants parmi lesquels la fiscalité communale constitue un facteur important. En considérant le foncier comme une ressource fiscale pour les communes, nous proposons d'analyser les relations existantes entre le potentiel fiscal du territoire communal et les représentations de la forêt. Cette analyse est portée plus spécifiquement sur les espaces forestiers d'un ensemble de communes sous influence métropolitaine et littorale. Les espaces forestiers constituent un capital fragilisé suite aux deux tempêtes de 1999 et 2009 qui ont fortement atteint le massif des Landes. Dès lors, il en résulte une incertitude qui conduit les acteurs à refonder leur stratégie fiscale et à renouveler les arbitrages entre préservation des ressources naturelles et création de nouveaux revenus. Dans ce renouvellement, les modèles de développement issus des dynamiques d'urbanisation sont questionnés. Pour présenter ces liens, nous proposons une analyse des ressources communales et une confrontation avec les stratégies de développement identifiées dans les documents d'urbanisme (plans locaux d'urbanisme). Il en résulte un climat d'incertitude qui participe de l'émergence de tensions sur des modèles de développement futurs.

13) LABAT Didier, 2011, *L'innovation peut-elle provenir du paysage ? Le cas de la planification territoriale sur l'aire métropolitaine de Bordeaux*, Université de Tours, UMR 6173 CITERES (Cités, Territoires, Environnement et Sociétés), Colloque Territoire et Environnement : des représentations à l'action, Tours, 8-9 décembre, 18 p. (publication à paraître).

Les outils de la planification territoriale sont mobilisés sur la préservation de l'environnement depuis les années 1970. L'évolution des exigences réglementaires et sociétales a conduit les acteurs locaux à faire évoluer leur démarche de conception des projets de territoire. Pour répondre à ces exigences, l'action publique et ses modes de gouvernance s'adaptent soit de manière intentionnelle, soit involontairement lorsque de nouveaux acteurs entrent dans une production concertée de la décision. Alors que les discours incitant à la maîtrise de la consommation de l'espace sont développés depuis une quarantaine d'années, le développement des pratiques paysagères a permis d'instaurer une nouvelle liaison discursive pour les acteurs entre les échelles d'action, du quartier au grand territoire. Par l'expérimentation d'une démarche d'évaluation de la politique paysagère d'un schéma directeur, nous proposons une traduction du caractère innovant de l'action publique en matière de paysage. Il apparaît ainsi une appropriation de ce thème pour développer de nouvelles stratégies identitaires et patrimoniales, ferments pour une représentation métropolitaine renouvelée et décloisonnée. Pour renforcer cette échelle d'intervention, l'action publique intègre le paysage comme un outil fédérateur et de syncrétisme des préoccupations locales. Le paysage devient alors une porte d'entrée privilégiée pour aborder, voire apaiser les débats toujours vifs entre préservation de l'environnement et développement urbain.

14) LACOUR Claude, 2011, *Attractivité des territoires et développement régional*, séance d'ouverture du colloque de l'Université Cadi-Ayyad sur Entrepreneuriat et création d'entreprises : bilan, enjeux et perspectives de développement durable, Laboratoire de recherche sur les territoires et l'entrepreneuriat (Larte), Maroc, octobre.

Cette thématique pondérée par l'environnement du Maroc et par l'attention à l'entrepreneuriat prolonge et enrichit les interrogations que porte le programme Acter. Il a été rappelé l'intérêt et les méthodologies prudentes qu'il faut utiliser quand on raisonne en termes de territoire. On a montré aussi comment on

passait d'une attention politique à l'aménagement vers l'attractivité et comment cette dernière voulait, souvent être la condition, ou une des conditions, pour la compétitivité territoriale. Celle-ci doit être comprise et située dans un environnement nouveau marqué par exemple par les attentes et les craintes de la mondialisation, de la métropolisation, comment au Maroc les ancrages territoriaux peuvent être à la base de socialisation positive ou de freinage. On a tenté de systématiser les modalités opératoires des territoires par la référence à 7 P : Périmètre, Pertinence, Potentiel, Produit-ressource, Projet, et des Partenariats et un véritable Porteur du projet local. Il faut souligner aussi combien ici, comme ailleurs, l'invocation de l'attractivité cache des priorités de survie essentielle de certains espaces. Le développement régional dans ses multiples dimensions, spatiales et institutionnelles redevient essentiel.

15) LACOUR Claude, 2011, *Urbain, Rural : plus que des concepts en transition, des milieux transitionnels*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE, sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.

Le programme Acter privilégie les territoires ruraux et les actions territoriales. Il est alors utile de revenir, non sur les définitions habituelles des espaces ou territoires ruraux, mais à partir des travaux de terrain qui sont menés par l'équipe, de voir comment on peut en rendre compte à la fois d'un point de vue théorique et opérationnel. Du point de vue théorique, l'entrée majeure que l'on retrouve dans la littérature régionale et spatiale anglo-saxonne et française, - beaucoup moins dans les travaux espagnols et italiens qui privilégient des travaux de terrain liés à des typologies dites représentatives -, souligne les mouvements, les dynamiques, les transformations mais tout autant les prégnances et les résistances des structures. On se situe alors dans des espaces en mutation ou encore appelés "intermédiaires" et du coup, ni le rural, ni l'urbain sauf l'ultra-métropolitain, offrent des références directement opératoires. On souligne encore qu'il est délicat de parler de systèmes plus ou moins linéaires, du très rural à l'ultra-centre. Les réflexions tendent davantage à spécifier les différenciations, les ruptures, les segmentations. Du point de vue opératoire, on est conduit à travailler sur des territoires institutionnels, portés par des acteurs reconnus et légitimes et légitimés. On veut souligner encore que l'accord se fait sur les spécificités, les particularités des espaces concernés qui, cependant, affichent formellement des orientations marquées par l'appel à l'attractivité, l'efficacité, le partenariat. Du coup, on est conduit à revenir sur les fondements de l'aménagement du territoire et de montrer comment les pratiques s'en éloignent par une gestion managériale des problèmes territoriaux, par un retour à l'économie résidentielle, par l'attente d'externalités accordant, une forte attention, formelle souvent, aux aménités.

16) LACOUR Claude. 2011, *De la tectonique des territoires à la tectonique des concepts : marier l'eau et le feu, le rural et l'urbain*, conférence inaugurale de la session développement régional, Congrès de l'ACFAS, Sherbrooke, 9 - 13 mai.

L'idée centrale concerne les enjeux conceptuels relatifs au rural et à l'urbain et la nécessité de constater que la distinction habituelle, tout en restant largement utilisée et fondatrice de nombreuses politiques de développement, est à revoir. On est ainsi confronté à des "concepts en transition" qu'il faut cependant "marier". Les auteurs québécois voient aussi la nécessité de réhabiliter la notion de territoire quand, pour notre part, nous estimons indispensables de mieux la qualifier dans la mesure où son large usage peut donner lieu à des interprétations et usages insuffisamment rigoureux. Il nous semble nécessaire de reprendre ensemble les mots-clefs de territoire, d'aménagement et de développement pour notamment mieux comprendre les fondements et les orientations actuelles du développement régional lié plus ou moins clairement à la territorialisation de la société et des pratiques de quotidienneté: c'est, à notre sens la question centrale et la plus pertinente de PSDR. Plutôt que de chercher des approches plus actuelles du rural et de l'urbain, nous plaçons pour des analyses en termes de processus et de dynamique qui mettent en évidence les accents en faveur des territoires opérationnels et efficaces. Dans un autre registre, on veut souligner les hantises des classements des villes et des déclassements des espaces "ruraux" et les politiques menées sont largement tributaires de ces préoccupations.

17) PEYREFITTE Marilyne, Sanz Gomez Mercedes, 2011, *Dynamiques rurales et stratégies territoriales. Une analyse comparée en Aquitaine et Castilla-La Mancha*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE, sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.

Les territoires ruraux connaissent des transformations significatives au niveau des formes d'occupation et des trajectoires économiques. Des dynamiques apparaissent selon leur dotation en ressources avec des

espaces plus ou moins convoités, pouvant être génératrices de création de valeur mais aussi perturbatrices d'un équilibre territorial. Or ces évolutions sont aussi le résultat de dispositifs d'intervention mis en œuvre à des niveaux de décision et à des échelles différents. L'attractivité territoriale est un enjeu « générique » présent dans les diverses politiques territoriales (programmes européens, projets de territoires, schémas divers ...) avec à la fois un objectif d'amplification (répondre aux besoins afin de renforcer les flux observés) et simultanément, un souci d'atténuation des pressions exercées (foncière, environnementale, sociale, économique). Ce paradoxe apparent nous amène ainsi à nous intéresser davantage à la logique des choix. Comment l'action territoriale perçoit-elle ces évolutions et comment s'y adapte-t-elle : soit en les accompagnant et donc en les amplifiant, soit en les organisant par une atténuation des effets défavorables, soit en créant une nouvelle dynamique avec un soutien à d'autres forces motrices ?

L'objet de cette communication portera sur une caractérisation des choix de l'action territoriale à partir des formes prises (outils) et des axes d'intervention privilégiés (stratégies). Ceci à partir d'une analyse « comparée » en Aquitaine (France) et en Castilla la Mancha (Espagne) en essayant de montrer les ressemblances et les différences, tant au niveau des logiques que des effets observés ou potentiels. Pour ces deux régions ayant un « caractère rural » assez marqué, l'action territoriale accompagne ces mutations avec une relative prolifération de projets de territoires, de dispositifs d'orientation et de soutien. Mais cet accompagnement se différencie au niveau des stratégies d'action avec une logique davantage proactive en Castilla-La Mancha favorisant le renforcement d'une polarisation urbaine au détriment des espaces ruraux hors phénomène de périurbanisation. En Aquitaine, cette logique semble plus réactive dans le sens où on cherche à renforcer les dynamiques endogènes des territoires ruraux les plus excentrés et les effets d'entraînement des villes moyennes. Toutefois cette action territoriale organisée au sens de territorialisation, est aussi une action territoriale éclatée ou segmentée. La relative absence d'appréciation des interactions entre les objectifs poursuivis, conduit parfois à une certaine incohérence dans les choix d'action et débouche sur des effets contrastés.

18) PEYREFITTE Marilyne, 2011, *Attractivité et structuration des espaces ruraux : quelle cohérence des choix d'action ?*, Communication au 48ème colloque de l'ASRDLF, Schœlcher, Martinique, 6-8 juillet.

Avec l'amplification de la mobilité résidentielle, le phénomène de rurbanisation marque l'évolution des espaces ruraux (Perrier-Cornet, 2001), avec une intensité variable selon des effets de proximité. Cette artificialisation du sol donne une importance à l'économie résidentielle avec une richesse générée par les flux de revenus (Davezies, 2008). Mais cette tendance va se traduire sur le terrain sous la forme de déséquilibres partiels, constituant de nouveaux enjeux pour l'action publique territoriale. Le gain d'attractivité s'observe inégalement avec l'apparition d'un certain déséquilibre territorial, d'un besoin de logements et de services pour répondre à cette nouvelle ruralité, d'un changement d'usage dans l'affectation du sol comme pouvant être un risque pour le maintien d'une activité agricole ou la préservation d'une qualité environnementale.

Cette recherche d'attractivité demeure une ambition commune à l'ensemble des projets des territoires, en amont de l'action territoriale (objectif) et en aval (résultante) générant d'autres choix d'action pour faire face à des changements. Nous retrouvons ici le concept d'action située (Lave, 1988) avec simultanément des territoires pro-actifs et des territoires réactifs selon le principe de résilience des systèmes (Holling, 1973). Mais cet enjeu d'attractivité est imbriqué dans une approche plus globale, avec des enjeux plus spécifiques répondant à la multifonctionnalité des espaces ruraux. Si l'ambition apparente est de vouloir construire une « nouvelle ruralité » (Mora et alii, 2010) avec des espaces se voulant accueillants et performants, avec un refus du « tout résidentiel » et du « tout nature », la mise en forme au niveau des choix d'actions et des modalités instrumentales apparaît plus complexe du fait d'incidences pouvant se révéler contraires. Ceci est notamment à la base de la réflexion menée actuellement pour concevoir un Schéma d'aménagement global en Pays Basque.

L'objet de cette communication porte sur une analyse de cette mise en cohérence des choix à travers les incidences attendues et potentielles. Ceci nous amènera à confronter les choix d'action au sein d'un dispositif et entre les dispositifs selon une démarche évaluative (Berriet-Sollic, 2008). Notre ambition est de pouvoir mettre en évidence simultanément les enjeux, les incidences, les contraintes selon une vision systémique. Si d'un point de vue normatif, certains choix seraient plus efficaces en terme de dynamique territoriale, sont-ils pour autant applicables sur le terrain en raison d'une action territoriale à choix multiples ? Quels éléments cognitifs pouvons nous apporter afin de mieux concilier la vision normative et la vision pragmatique ?

19) PEYREFITTE Marilyne, 2010, *Empleo y territorio - ¿Una economía residencial que valoriza?*, Encuentros ARETHUSE sobre Políticas de Empleos : Macroeconomía y Empresa, Universidad de La Laguna –Tenerife, España, 17-18 de septiembre.

Du fait de l'ouverture des frontières, la concurrence territoriale a entraîné des changements de trajectoires socio-économiques des territoires, leur attribuant de nouvelles fonctions. La périurbanisation, la littoralisation ont donné un poids significatif à l'économie résidentielle. Les emplois créés ou existants sont ainsi liés à la fonction de consommation, générant des activités de production par des effets de demande. Quelle est l'incidence de cette économie résidentielle pour ces territoires en termes de création de richesse ? Quel type d'emplois et quel levier d'action publique ? A partir des espaces ruraux en Aquitaine, constituant notre terrain d'observation privilégié, notre intervention cherchera à montrer que si l'apparition de cette économie résidentielle peut être considérée comme une nouvelle dynamique économique, elle suscite aussi des interrogations au niveau de son contenu en emplois..La dynamique résidentielle à un effet multiplicateur favorisant un mode endogène de développement par des effets d'entraînement sur des activités orientées vers le marché local. Cependant elle met sous dépendance l'économie locale avec un possible développement segmenté avec un marché du travail dual, des revenus domestiques en général plus faibles, une hausse possible de la pression fiscale.

20) POUYANNE Guillaume, 2009, *Entre littoralisation et périurbanisation. Une lecture du développement résidentiel de la métropole basque*, Colloque Vers un aménagement durable des territoires, Bayonne, 4 novembre.

Le littoral basque est soumis à une forte pression liée à l'artificialisation et subit une augmentation des prix fonciers et immobiliers. L'objectif de cette présentation est de décrypter les mouvements en cours sur les marchés immobiliers, notamment les tendances en ce qui concerne la construction neuve. Les tensions qui en résultent peuvent, pour partie, être traitées au moyen de dispositions d'urbanisme réglementaire. Dans une perspective plus théorique, l'estimation de la « valeur du littoral » sera exposée comme élément conclusif.

21) POUYANNE Guillaume, 2009, *La littoralisation, un exemple de conflit d'usage foncier*, Ateliers du PUCA sur Les facteurs de localisation des activités économiques et les préoccupations de développement durable : quelques focus, 19 octobre.

Le phénomène de littoralisation est un véritable laboratoire pour l'étude des conflits d'usage du sol. Dans le cadre d'un appel à projets de recherche lancé par le PUCA, nous avons été sollicités pour discuter de ces aspects. Les conflits potentiels sont nombreux: entre résidents permanents et secondaires, entre jeunes actifs et retraités, entre logement et activités économiques... Ils se traduisent directement par une hausse des prix fonciers, mais aussi par des demandes de compromis par les acteurs en présence, médiatisés par la planification de l'usage des sols.

22) PUISSANT Sylvette, 2011, *Les transferts d'activités : une option pour l'analyse des dynamiques locales en Aquitaine*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE, sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.

Les dynamiques territoriales sont interprétées ici comme une question de disparités « d'attractivité » qui se matérialisent par des arrivées et des départs d'activités. A partir des données COFACE (2007-2009), l'amplitude des dynamiques est mesurée, dans les communes des territoires du projet ACTER, par le volume des transferts d'activités à diverses échelles : interrégionale, intra-régionale, intra départementale voire intra-cantonale. L'analyse rend compte de la complexité des flux et des niveaux d'agglomération et teste un outil qui pourrait s'avérer pertinent en termes de stratégies, de politiques, un outil lié à des réponses concrètes concernant les opportunités d'installation et la quotidienneté des comportements.

23) SELVA SEVILLA Carmen, BAÑOS TORRES José, SANZ GOMEZ Mercedes, 2011, *La política medioambiental en los espacios rurales castellano-manchegos*, XXVII^{ème} Rencontres ARETHUSE, sur Mutations territoriales : management et stratégies publiques, Le Teich, France, 8-9 septembre.

El objetivo de la comunicación es analizar cuáles han sido los efectos que la acción pública, materializada en la implementación de políticas territoriales, medioambientales, energéticas,..., ha tenido sobre los espacios rurales castellano-manchegos. En concreto, se pretende comprobar si ha sido la existencia de unos

determinados condicionantes naturales, geográficos, económicos, sociales,..., lo que ha provocado la necesidad de aplicar determinadas medidas de política económica tendentes a aprovechar económicamente esas características intrínsecas a la zona; o. por el contrario, la acción pública ha sido previa y necesaria para aprovechar económicamente las potencialidades de la zona.

C- COMMUNICATIONS AUX SEMINAIRES INTERNES D'ACTER

☉ Rencontre-Débat sur « Gestion du foncier et stratégies territoriales », 24 juin 2010, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Pessac.

Une synthèse de cette Rencontre-Débat a été jointe dans note état d'avancement intermédiaire de septembre 2011. Cette synthèse a débouché sur la conception d'un focus, joint à ce rapport scientifique.

- 1) GASCHET Frédéric, *Enjeux fonciers et immobiliers de la littoralisation*, GREThA – Université de Bordeaux 4.
- 2) LABAT Didier et PERE Aurélien, *Les conflits dans l'occupation de l'espace : les enjeux forestiers*, CETE du Sud-Ouest, St Médard-en-Jalles.
- 3) POUYANNE Guillaume, *Un retour des préoccupations foncières*, GREThA – Université de Bordeaux 4.
- 4) RODRIGUEZ COHARD Juan Carlos, *L'expérience espagnole : une nouvelle planification de développement rural*, Université de Jaén, Andalousie, Espagne.

Animation des ateliers par Jeanne Dachary-Bernard, Nathalie Gaussier, Marilyne Peyrefitte, Claude Lacour et Pierre Delfaud.

☉ Séminaire Chercheurs-Acteurs du 29 novembre 2010, Programme PSDR Aquitaine, Centre Condorcet, Pessac,

5) PEYREFITTE Marilyne, *Dynamiques rurales et action publique : quelles logiques d'intervention ?*

Cette présentation fut une occasion de rappeler la problématique générale du projet ACTER centrée sur les interactions entre les mutations des espaces ruraux et les formes d'action publique territoriale, la méthodologie différenciée selon les deux entrées (dynamiques foncières et dynamiques institutionnelles) selon une double vision rétrospective et prospective, les 9 terrains d'étude délimités en retenant l'échelle de territoire d'action, leur configuration géographique, les relations existantes avec les acteurs, la détermination des instruments d'intervention retenus. Furent ensuite identifiés les éléments essentiels ressortant de l'analyse des dynamiques institutionnelles à partir d'un questionnement sur les enjeux privilégiés dans les documents opérationnels et sur la nature de la trajectoire intentionnelle. S'agit-il d'une action territoriale par adaptation (maîtriser, organiser) ou d'une action plus par anticipation (rompre, impulser) ? Or l'action territoriale est un système d'action multi-échelles, multi-acteurs, multi-objectifs amenant à des choix multiples avec la coexistence d'enjeux de production, de cohabitation et de préservation. La stratégie de composition semble ainsi prévaloir avec un arbitrage délicat entre la dynamique productive et la dynamique résidentielle. La multiplicité des modes opératoires peut susciter une réflexion plus approfondie sur des thématiques plus singulières mais avec un risque de cloisonnement entre les dispositifs, pouvant générer des effets plus ou moins éloignés des enjeux poursuivis.

Cette présentation fut ensuite discutée par un acteur de terrain (Eric Jaubert, Chargé de mission au Conseil régional d'Aquitaine)

☉ **Seminario sobre ;*Qué acción territorial para qué dinámica rural?*, 13 y 14 de enero de 2011, Universidad de Castilla – La Mancha, Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales de Albacete, España.**

➤ **GREThA – Université de Bordeaux 4**

6) GAUSSIÉ Nathalie, *La complejidad de la acción pública en el cambio de uso de los suelos.*

La croissance urbaine accentue la sensibilité des espaces périphériques soumis à une forte artificialisation du sol sous l'effet résidentiel. Au niveau de l'agglomération bordelaise, on observe une certaine résistance de la fonction viticole à cette pression urbaine. Cette communication cherche à identifier les variables explicatives de la conversion résidentielle des espaces viticoles à partir d'outils théoriques et d'éléments plus empiriques. Cette probabilité de conversion s'accroît avec le taux de croissance démographique, le degré d'accessibilité à des services publics, la proximité d'activités économiques, l'existence « d'espaces ouverts ». Cette conversion peut se trouver atténuée par la mise en place d'outils réglementaires avec cependant une incertitude au niveau des « réserves foncières » délimitées dans le PLU.

7) LACOUR Claude et PUISSANT Sylvette, *Petites villes et espaces ruraux : la créativité, vecteur de dynamique locale.*

Selon R. Florida, les individus de la « classe créative » (Creative Core, Creative Professionals, Bohemians) recherchent aménités et haute qualité de vie ; les aménageurs visent ainsi à promouvoir des « cool cities » attractives pour ces professions dites motrices parce que liées au high-tech, à la connaissance et à la culture. Cette communication analyse l'émergence d'une « classe créative » dans des espaces de petites dimensions en confrontant niveau initial de créativité dans un secteur et taux de croissance moyen de la créativité. La décomposition par taille urbaine souligne la position spécifique des petites villes. Leur dynamique reposerait sur la combinaison de qualifications, d'activités à tradition créatives, d'externalités positives, de réputation et d'expérience, une organisation qui pourrait leur permettre de s'affranchir du désavantage de la petite taille.

8) PEYREFITTE Marilyne, *Un objetivo de atractividad como finalidad de los proyectos de acción de los territorios rurales.*

La conception des projets d'action dans les territoires ruraux fait référence à la notion « d'action territoriale située » avec la reconnaissance d'un attrait différencié entre des territoires de croissance, des territoires fragilisés et des territoires d'incertitudes. Ces dynamiques rurales sont par ailleurs subordonnées à des pressions induites constituant à la fois des défis et des enjeux pour l'action publique. Selon l'analyse faite des contenus des chartes de territoires des terrains d'observation sélectionnés en Aquitaine, la stratégie d'attractivité constitue un enjeu commun avec simultanément une action territoriale plus centrée sur les effets de l'attractivité, une action territoriale plus orientée sur les facteurs de l'attractivité. Les choix d'action se trouvent ainsi imbriqués entre des logiques d'organisation, de valorisation, de différenciation. L'objet de cette communication est de dégager les principales logiques d'action et de voir comment elles sont traduites de manière plus opérationnelle.

➤ **Facultad de Albacete**

9) BAÑOS TORRES José, *Las políticas energéticas en el territorio: el caso de las energías renovables.*

La promotion des énergies renouvelables (notamment l'énergie éolienne) constitue une priorité pour les zones rurales de la Communauté Autonome de Castilla-La Mancha. Il s'agit à la fois de réduire les effets de serre, de soutenir un développement socio-économique soutenable, de développer les territoires ruraux en dévitalisation à partir de revenus générés par cette production éolienne, d'accroître les ressources énergétiques compatibles avec les potentialités endogènes de ces territoires. Cette communication donne un aperçu synthétique des dispositions réglementaires, des objectifs poursuivis, des acteurs impliqués, des mécanismes de coordination. Si la mise en place de ces parcs éoliens peut avoir un effet d'impulsion, la pérennisation de cette dynamique reste néanmoins incertaine et est au cœur de la réflexion actuelle.

10) JIMÉNEZ RAMÍREZ Malaquías, *Impacto de los programas de desarrollo en el mundo rural. (Gerente del Centro de Desarrollo Rural de La Manchuela).*

L'objet était de dégager les incidences des programmes de développement mis en œuvre au niveau de la situation socio-économique du monde rural (évolution des revenus, répartition industrie / services, subventions reçues de la PAC, équipements sanitaires, nature de l'habitat et coût foncier..). Une analyse plus détaillée a été faite pour le programme LEADER selon les domaines d'intervention. De cette présentation, s'est dégagée toute la difficulté de mesurer l'impact propre à ces programmes en raison de l'influence d'autres actions mises en œuvre et du contexte socio-économique. Par ailleurs, les relations rural / urbain deviennent plus difficiles à identifier avec une complexité croissante dans le fonctionnement et l'organisation du monde rural.

11) PÉREZ-BUSTOS Gloria, *Presentación de las fichas de municipios del proyecto de investigación.*

Pour chacun des territoires (municipios) retenus, une fiche descriptive a permis de mettre en évidence les traits marquants ; caractéristiques physiques et géographiques, l'évolution démographique, la situation du marché du travail, la nature de l'activité économique, les données sur les biens immobiliers selon la fonction principale. Selon ses caractéristiques et la tendance observée en matière d'évolution socio-économique, ces territoires ont été regroupés en trois groupes : des territoires à revitaliser (Molinicos, El Bonillo, Ruidera), des territoires périurbains (Chinchilla de Montearagón, Peñas de San Pedro, Alcolea de Calatrava) et des territoires intermédiaires (Alcalá del Júcar, Higuera, Riópar).

12) SANZ GÓMEZ Mercedes, *Las políticas sobre el uso residencial del suelo con impacto en el territorio.*

La fonction résidentielle est aussi un trait majeur de l'évolution des espaces ruraux en Castilla-la Mancha. Des outils réglementaires ont été mis en place à partir d'une réglementation nationale et régionale dont l'enjeu était de pouvoir atténuer la pression foncière s'exprimant en termes de hausse de prix et d'un manque relatif de disponibilités foncières en zones urbaines. Trois types de politiques coexistent : une politique d'aménagement du territoire (POT) permettant la coordination des plans municipaux (POM), une politique d'urbanisme déterminant l'affectation du sol à usage résidentiel (public et privé), une politique régionale de l'habitat identifiant les besoins en logement et les actions à mettre en œuvre.

13) SELVA SEVILLA Carmen, *Las políticas medioambientales en el territorio: los espacios protegidos.*

Cette communication s'intéresse plus particulièrement aux mécanismes de régulation en faveur de la préservation d'espaces naturels et des écosystèmes, ceci au niveau des municipalités de Riopar, Ruidera et Alcolea de Calatrava. Des instruments spécifiques ont été mis en place : une délimitation d'aires protégées contraignant les activités traditionnelles à la préservation des ressources naturelles, la création de zones d'influence socioéconomique cherchant à compenser la perte de richesses pour la population en raison de ces contraintes environnementales, des aides financières aux agents économiques en faveur d'une agriculture raisonnée, l'amélioration des services touristiques, la commercialisation des produits locaux. Or ce label « aires protégées » n'est pas exempt d'effets induits dont l'identification et l'appréciation reste à faire.

➤ **Table ronde**

▪ ***Problemas y necesidades derivados de las transformaciones en los espacios rurales castellano-manchegos.*** Participan los gerentes y responsables de varios Grupos de Acción Local (La Manchuela, La Sierra del Segura, Sierra de Alcaraz, Campo de Montiel, El Corredor de Almansa).

D- DOCUMENTS DE TRAVAIL

1) DANTAS Monique, GASCHET Frédéric et POUYANNE Guillaume, 2010, *Effets spatiaux du zonage sur le prix des logements sur le littoral : une approche hédoniste bayésienne*, Les Cahiers du GREThA, numéro12.

La loi dite « Grenelle II » pose comme priorité la réduction de la consommation d'espace par l'urbanisation. L'outil le plus adapté à cet objectif est le zonage des documents de planification territoriale. Cependant, le zonage est reconnu pour avoir un effet appréciable sur les biens immobiliers, à travers l'effet rareté (restriction de l'offre foncière) et l'effet aménité (capitalisation des externalités d'usage du sol dans les prix). Cet article étudie l'effet de la distance aux zones réglementées sur les prix immobiliers sur le Bassin d'Arcachon. Celui-ci se prête particulièrement à ce type d'analyse, puisqu'il combine un site d'une qualité paysagère exceptionnelle et une forte pression urbaine. Nous estimons un modèle hédoniste avec correction de l'autocorrélation spatiale à partir des données de transactions immobilières issues de la base PERVAL. L'hétéroscédasticité est corrigée à l'aide des méthodes de simulation bayésiennes, comme suggéré par Le Sage et Parent (2006). Les résultats montrent la tension entre aménités urbaines et naturelles dans la détermination des prix immobiliers. Ainsi, la proximité à un équipement, comme la proximité aux aménités littorales, renchérit le prix. L'effet du zonage des POS sur le prix des logements est corroboré. Les zones naturelles protégées ont un effet appréciable, à condition de ne pas servir de support à une exploitation agricole ou forestière. A l'inverse, la proximité aux zones d'urbanisation future ont un effet dépréciatif sur le prix des logements.

2) PEYREFITTE Marilyne, 2011, *Le PO FEDER (2007-2013) en action. Quelques éléments de réflexion*, Convention de partenariat d'étude entre le SGAR Aquitaine et le GREThA- Université Montesquieu-Bordeaux IV portant sur l'appui à l'évaluation, mai.

L'objet de cette note de travail est de dégager des éléments de réflexion sur la portée opérationnelle du PO FEDER Aquitaine (2007-2013) à partir des actions déjà réalisées, notamment en termes d'adéquation entre les priorités stratégiques et les besoins du terrain révélés à travers le nombre et le type de projets programmés et réalisés, de satisfaction des enjeux à travers les transformations induites des actions mises en œuvre et l'évolution réelle de la situation socioéconomique de la région. L'intérêt est, au-delà d'un simple suivi ou tableau de bord, de pouvoir extraire des enseignements sur les retombées présumées de ce PO et d'apporter des éléments d'analyse utile pour son pilotage. Cette note se veut être ainsi une réflexion sur le niveau d'exécution du PO FEDER, s'appuyant sur des éléments de méthode d'appréciation des incidences. A partir des données fournies dans Viziaprog, ces éléments de méthode ont concernés la nature des actions mises en œuvre (importance thématique des réalisations, nature des actions réalisées, analyse des dossiers) et le degré d'opérationnalité des enjeux (niveau de satisfaction des enjeux, remarque méthodologique sur le repérage des incidences, éléments d'adaptation). Cette réflexion s'inscrit dans la démarche d'évaluation engagée au niveau de la région Aquitaine et « pré-définissait des aspects à renforcer » en vue d'une évaluation des résultats que la Commission Européenne veut rendre obligatoire pour la prochaine génération de programmes européens.

3) DELFAUD Pierre, 2011, *Le PO FEDER (2007-2013) en action. Etat des lieux actualisé*, Convention de partenariat d'étude entre le SGAR Aquitaine et le GREThA- Université Montesquieu-Bordeaux IV portant sur l'appui à l'évaluation, mai.

L'objet de ce travail a consisté à actualiser les données macroéconomiques relatives à l'économie aquitaine afin de pouvoir apprécier les gains obtenus et repérer les variables pour lesquelles on observait plutôt une détérioration de la situation. Cette actualisation fut utilisée pour l'élaborer le suivi annuel du PO FEDER Aquitaine.

E- TRAVAUX D'ETUDES REALISES

➤ Etudes de terrain (Master 2 de l'Université de Bordeaux 4)

1) BEDRIL Marine, CAZAUBON Sarah, GASCARD Noël, HERMITE Lise, LABORDE Amélie, 2011, *Les effets structurants des villes petites et moyennes, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mars.*

Si l'image des territoires ruraux s'est améliorée, la situation de ces derniers reste cependant encore très instable. Certains d'entre eux subissent les effets d'un enclavement ; l'accessibilité à certains besoins et services restent encore limitée. L'émergence de petites et moyennes villes constituant des relais aux grandes agglomérations, semblerait répondre à ces problèmes d'accessibilité, prenant ainsi une importance dans le maillage du territoire. L'objet de cette étude est d'analyser les différentes formes de relations que peuvent avoir la petite ville avec son monde rural. A partir de deux villes (Villeneuve-sur Lot en Lot-et-Garonne et Terrasson-Lavilledieu en Dordogne), l'intérêt sera de pouvoir identifier et apprécier le concept « d'effet structurant ».

2) GERAUD Julien, GIRAUD Sarah, GRENET Pascaline, LARREBOURE Anne Sophie, LAUBIE Aurélien, LURCIN Thomas, 2011, *Quelle gestion foncière sur le littoral Aquitaine ?, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mars.*

Le littoral aquitain est particulièrement soumis à des tensions foncières en raison d'une attractivité résidentielle et touristique. Or le foncier, « matière première » de tout projet d'aménagement (équipement, logement, infrastructures...) tend à se raréfier et se trouve ainsi convoité. Le foncier devient ainsi un objet de l'action publique à travers la mise en place d'outils de gestion foncière. Quelle effectivité d'un EPFL et quelle coordination avec les autres outils foncières et les stratégies territoriales ? A partir de cette problématique, deux angles d'analyse furent privilégiés dans cette étude : caractériser les tensions foncières appréhendées à partir des enjeux, déterminer les outils de gestion foncière selon les enjeux en identifiant les atouts, les limites et les conditions de réalisation.

3) ESCAFIT Emilie, LALANNE Florent, PAUMELLE Stéphanie, POCK Amaury, SAID SOIHILI Siaka, 2011, *Les incidences de l'Axe 2 du Contrat de pays sur la structuration de l'espace, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mars.*

L'étude conduite autour de la stratégie économique du Pays Val-de-Garonne-Gascogne a eu pour but de procéder à une évaluation intermédiaire de l'Axe 2 du Contrat de Pays. Cet Axe 2 a pour finalité de : « Rendre le territoire plus attractif pour le maintien et la création de l'emploi ». Pour analyser la stratégie d'action du Pays, tout l'enjeu était de comprendre quel type d'« attractivité » était souhaité, de porter un regard sur les actions qui étaient réalisées, mises en œuvre et les incidences recherchées. La stratégie du Pays vise à la diversification économique, vectrice de durabilité pour le développement d'un territoire rural comme le Val-de-Garonne-Gascogne. Ainsi, l'économie, le tourisme et l'agriculture, ne sont pas envisagés ici d'un point de vue sectoriel mais par une approche territorialisée. Dès lors, cette étude s'attachera à montrer les incidences de la stratégie économique du Pays sur la structuration de l'espace.

.....
4) BIARROTTE Céline, GRANET Stéphanie, HITA Chloé, TERZI Michael, 2010, *La politique agricole intercommunale de la CC du Val de Garonne, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mars.*

La politique intercommunale agricole de la CC du Val de Garonne est assez novatrice au sein de l'action territoriale et illustre la volonté de garder une activité agricole sur un espace où l'attrait résidentiel se fait de plus en plus pressent (phénomène de périurbanisation de Marmande). L'objectif était d'entrer dans la théorie de l'action de cet instrument d'intervention à partir d'une analyse de pertinence (justification d'un tel choix), d'une cohérence entre les enjeux identifiés, les objectifs prioritaires les actions sélectionnées et les incidences attendues, d'une recherche de complémentarité avec les autres procédures existantes. Si la vision multifonctionnelle est postulée dans la Charte et le Contrats de Pays, son opérationnalité se heurte à des logiques d'acteurs plus compartimentées. Les acteurs territoriaux sont plus sensibles à l'usage du

foncier à la valeur paysagère du foncier rural alors que les acteurs sectoriels sont centrés sur des exigences de marché.

5) DELIERE Anne Laure, CREST Julie, SORHOUEGARAY Stéphanie, TINGAUD Aurélie, 2010, *Les enjeux du renouvellement de la Charte du PNR Landes de Gascogne*, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mars.

L'objet de cette étude était de concevoir une démarche de conception des scénarios, ceci à partir de l'évaluation stratégique ex post de la Charte actuelle du Parc et des éléments de diagnostic présentés dans le cadre des Ateliers portant sur le renouvellement de la Charte. L'intérêt était de pouvoir élaborer une stratégie alternative comportant une dimension économique selon un argumentaire prenant en compte les éléments de situation, les logiques d'acteurs, les avantages retirés, les conditions de faisabilité. Le résultat de cette étude reste nuancé sur cette stratégie, un peu « piégée » par les préférences des acteurs du Parc davantage tournés sur des fonctions environnementales et récréatives.

6) EL HOUARI Aïcha, LACOUTURE Pierre, LEBRETON Mathilde, MOGNOT Cécile, 2010, *Evaluation intermédiaire du programme LEADER 2007-2013 du Pays Landes de Gascogne*, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mars.

Cette étude s'est particulièrement intéressée à la méthode d'évaluation des effets d'un projet d'action, dont le programme Leader du Pays Landes de Gascogne a servi d'illustration concrète. A partir de la reconstitution de la stratégie d'action, l'axe central de cette étude était d'identifier la nature des effets directs et indirects avec la mise en évidence des relations de causalité entre les enjeux, les actions et les résultats. La technique des multiplicateurs a été appliquée au niveau de l'axe 3 de ce programme, relatif aux services. Cette méthode permet d'avoir une analyse plus quantitative des effets mais se trouve conditionnée par les hypothèses faites sur l'utilisation des ressources et sur la valeur des multiplicateurs. Cette analyse d'impact reste à approfondir.

.....

7) AGABRIEL Carine, CONFOLENT Jean Louis, NAYACH Maryline, PERE Aurélien, 2009, *Evolutions et mutations des territoires ruraux traditionnels : Villeneuve-sur-Lot et Nérac*, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mars.

L'intérêt de cette étude était de voir comment l'action publique avait répondu ou impulsé les changements observés dans ces espaces ruraux en termes de fonctionnalités. La démarche a consisté à appréhender les différents dispositifs de développement et d'aménagement mis en œuvre sur ces deux territoires à travers les priorités affichées. Pour ces deux territoires des ressemblances sont observées au niveau des évolutions avec une fonction productive déclinante, une fonction résidentielle en expansion, une fonction récréative en essor et une fonction environnementale en émergence. Si la diversification des activités productives est une stratégie d'action commune, Villeneuve-sur-Lot accentue la valorisation de l'agriculture (niches, PER, forêt) alors que Nérac privilégie davantage le tourisme et les activités liées à la santé (maisons de retraite). Il semblerait que l'action territoriale accompagne davantage les évolutions observées tout en essayant de les organiser et de les orienter sur ce qui peut être un avantage différenciatif pour le territoire.

8) MALAUSSANNE Lucile, MOREAU Virginie, MOREAUX Julien, RIBEIRO Sébastien, 2009, *Gestion des mutations rurales : une application au territoire du pays Basque*, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mars.

Pour le Pays Basque, l'urbanisation croissante engendre un problème accru de déséquilibre territorial. On assiste conjointement à un renforcement de la pression foncière sur la zone littorale et un effet de déplacement de cette pression vers l'intérieur, devant un nouvel « espace convoité ». Les pressions exercées par la demande (besoins) entraînent des tensions au niveau de l'offre (choix d'action). En général, la première analyse des politiques ou programmes laisse apparaître plutôt un phénomène de « mutations subies » même s'il y a une volonté affichée de maîtrise de certains effets négatifs. Les acteurs veulent diversifier les activités (artisanat notamment), accroître l'offre foncière (zone d'activités) mais se heurtent au manque de disponibilité sur le littoral, d'où un déplacement vers l'intérieur (notion de « rétro littoral » utilisée dans les travaux menés sur le foncier).

9) BONAMY Léo, CHIBRAC Christophe, COYEZ Mickael, JOUNIER Clément, 2009, *Quel lien entre évolutions du territoire et documents de planification ?*, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mars.

L'objet de cette étude était de voir comment les divers projets d'action à travers les documents disponibles (Charte, Contrats, PLU...) avaient reproduit, voire amplifié, les dynamiques existantes issues des mécanismes de marché ou s'ils avaient plutôt anticipé les pressions induites en termes de besoins ou de tensions sur l'affectation du sol. Appliquée au Pays Bassin d'Arcachon – val de Leyre, cette étude montre que les modalités de gestion semblent davantage accompagner les évolutions tout en cherchant à atténuer les externalités négatives les plus marquantes. Si une certaine adéquation entre les orientations (gestion intentionnelle) et les actions mises en œuvre (gestion effective) est constatée, la gouvernance reste cependant factuelle, évolutive. Subsiste une difficulté de coordonner des procédures conçues selon des temporalités différentes et des enjeux spécifiques.

10) BOSSARD Gaëlle, GUENEAU Camille, LARMOYER Céline, MOREAU Camille, 2009, *La production des politiques de l'habitat dans les intercommunalités littorales*, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mars. (Apport pour le PSDR d'une étude réalisée dans le cadre d'un contrat du Laboratoire avec le PUCA et menée en collaboration avec l'Université de La Rochelle).

Sur les deux territoires d'étude (Bassin d'Arcachon et Agglomération Bayonne-Anglet-Biarritz), les SCOT en cours d'élaboration sont une occasion de repenser les politiques de l'habitat. Compte tenu des pressions exercées sur le littoral de par l'attractivité résidentielle et l'urbanisation croissante, la politique de l'habitat se trouve confrontée à une forte sensibilité environnementale et paysagère. Apparaissent ainsi des tensions sur les formes d'habitat à privilégier sachant qu'il existe une forte demande en logements et une certaine concurrence territoriale sachant que la compétence urbanisme est du ressort communal. Au-delà d'un accord sur des orientations générales, une réelle politique intercommunale de l'habitat a encore du mal à se concrétiser. Toutefois, les travaux menés dans le cadre des SCOT peuvent générer des dynamiques de coopération et amener les acteurs à réfléchir sur une stratégie plus globale et intégrée des formes urbaines.

➤ **Mémoires réalisés (Master 1 de l'Université de Bordeaux 4)**

11) ABDULKARIM Farida, COLLIN Nolwenn, IZOTTE Johanna, MAZARIN Aurélie, 2011, *Le SCOT, un outil de coordination pour l'aménagement du territoire ?*, Mémoire réalisé dans le cadre du Master 1 Economie Appliquée- spécialité « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mai.

Le SCOT est un document d'urbanisme issu de la Loi SRU (2000) qui a pour vocation d'organiser la planification à moyen et long terme des différents espaces d'un bassin de vie. Outil d'aménagement du territoire, il a pour principal objet de rendre cohérentes les différentes politiques urbaines d'un territoire et suppose une coordination de ses acteurs. De plus, reposant sur les principes de développement durable, il amène à la réalisation d'une démarche prospective intégrant les dimensions de préservation environnementale et de concertation entre les acteurs et les citoyens qui construisent ce territoire. Le SCOT favorise ainsi la mise en place d'une gouvernance locale. Il va être également révélateur et régulateur de conflits d'usage et de tensions lors de la reconfiguration de la situation d'un territoire. Une illustration concrète de ces enjeux de coordination est l'exemple du SCOT de l'Agglomération de Bayonne et du Sud des Landes. En effet, ces problématiques se manifestent à travers la durée importante d'élaboration de ce schéma. Etabli sur deux départements, il implique une coordination complexe d'un point de vue géographique, institutionnel, intra-territorial et interterritorial.

12) ALLEMANDOU Mathilde, BEATON Georges, LAFARGUE Florine, 2011, *Les pôles ruraux comme éléments structurants de l'espace rural ?*, Mémoire réalisé dans le cadre du Master 1 Economie Appliquée- spécialité « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mai.

Les profondes mutations que subissent les espaces ruraux ont fortement modifiés les enjeux qui animent ces espaces. Dans un contexte de changements économiques, sociaux, démographiques, les pôles ruraux se sont vus endosser un rôle majeur dans la structuration de leur territoire. On identifie quatre fonctions aux

espaces ruraux : productive, résidentielle, environnementale et récréative. Le regain d'attractivité des milieux ruraux amène une réflexion plus approfondie sur les manières dont ces pôles ruraux parviennent ou non à impulser une dynamique territoriale favorable à un développement économique. L'analyse se focalisera empiriquement sur la ville de Nérac, caractéristique d'un pôle rural structurant son espace environnant. Les diverses activités et services qui se localisent dans ce pôle, ont une influence sur la détermination de la stratégie globale de développement du Pays du Val d'Albret.

13) BELLOIN Marion, DORBES Cyril, GUILLEMOTEAU Pierre, MEYER Julien, PRAGOUT Julien, 2011, *Quelles fonctions productives pour les espaces ruraux ?*, Mémoire réalisé dans le cadre du Master 1 Economie Appliquée- spécialité « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mai.

L'espace rural, au-delà de la définition donnée par l'INSEE, est en recomposition avec trois types d'usage (DATAR, 2003) : la « campagne résidentielle » bénéficiant du développement des infrastructures routières, de l'accession à la propriété et du rôle de la maison individuelle comme étant des facteurs d'étalement urbain, la « campagne ressource » productrice de biens agricoles ou industriels et de services, la « campagne nature » dotée d'un patrimoine naturel à préserver. L'analyse se centrera sur les évolutions de la fonction productive dans ces espaces ruraux avec un intérêt porté aux mutations de l'activité agricole et à l'apparition d'activités non traditionnelles ; ceci à partir de deux terrains d'application : les Communautés de Communes de la « Basse Vallée du Lot » en Lot et Garonne et de « Nauze et Bessède » en Dordogne). Il apparaît que la production rurale s'est autant diversifiée que l'espace en lui-même. La perception de l'espace rural est multiple avec une diversification multifactorielle, accompagnée par l'action publique à travers une multiplicité de dispositifs contractuels. Néanmoins, cette recomposition de la production repose la question de l'avenir des campagnes. Doivent-elles se contenter d'être des annexes aux pôles urbains ou bien doivent-elles initier un développement propre et plus autonome ? est-il envisageable ?

.....

14) BONAL Mathieu, EL HOUARI Aïcha, LEBRETON Mathilde, MOGNOT Cécile, 2009, *Articulation entre dynamiques d'urbanisation et action publique : quelle efficacité pour les espaces littoraux ?*, Mémoire réalisé dans le cadre du Master 1 Economie Appliquée- spécialité « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mai.

Cette analyse se focalise sur une approche comparative des dynamiques d'urbanisation entre Bayonne et Arcachon. Il s'agit de préciser l'articulation entre ces dynamiques et l'action publique mises en œuvre sur ces deux territoires littoraux. Du fait d'une attractivité spécifique du littoral, une politique de l'habitat en vue d'une gestion spatiale de l'étalement urbain semble se dessiner. Cependant, elle reste tributaire d'un manque d'efficacité de part un enchevêtrement des dispositifs et un manque de coordination des acteurs.

15) BIARROTTE Céline, GRANET Stéphanie, HITA Chloé, 2009, *Une petite ville peut-elle être un élément structurant de son espace rural ?*, Mémoire réalisé dans le cadre du Master 1 Economie Appliquée- spécialité « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, mai.

Depuis une vingtaine d'années, les campagnes françaises connaissent de profondes mutations et se voient attribuer de nouvelles fonctions (touristiques, résidentielles, de nature). Des espaces ruraux que l'on croyait définitivement délaissés connaissent progressivement une requalification. Ainsi, leurs faiblesses (enclavement, désertification ...) deviennent des atouts et des potentialités (patrimoine, identité locale, authenticité, cadre de vie ...). L'existence d'un pôle urbain (petite ville) peut-elle avoir un effet dynamisant pour les espaces ruraux de proximité par le biais de maintien de certains services et par la création d'emplois. Cet aspect sera analysé à partir de Terrasson-Lavilledieu en Dordogne.

➤ **Rapports d'étude élaborés dans le cadre d'un stage professionnel**

• **Dans le cadre du Master 2 de l'Université de Bordeaux 4**

1) ESCAFIT Emilie., 2011, *Les articulations possibles entre projets de territoire et territoires de projets*, Rapport de stage effectué à la Direction du Développement Local du Conseil Régional d'Aquitaine, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Septembre.

L'objet de cette étude est de fournir des éléments d'analyses préalables à l'évolution de la politique contractuelle de développement local du Conseil régional d'Aquitaine. Cette mise en perspective porte sur les articulations possibles entre les territoires de projet et les articulations possibles entre le contenu des projets de territoire. En complément, l'étude propose des éclairages sur des orientations régionales en matière d'accompagnement à venir des territoires de projet. Les territoires « pays » et « agglomération » sont les relais de l'articulation entre les politiques régionales et les politiques locales par le biais d'une contractualisation. La politique contractuelle doit aujourd'hui s'adapter en vue d'intégrer les outils de planification du SCoT mais se pose aussi la question d'une articulation cohérence entre les projets.

En tant que partenaire privilégié des territoires, comment le Conseil régional d'Aquitaine peut favoriser l'articulation des projets de territoire dans le cadre de ses politiques contractuelles ? Comment l'instance régionale peut s'assurer de la traduction de ses grandes orientations régionales au travers des démarches du Schéma de Cohérence Territoriale ?

2) ESTOURNES Thomas, 2011, *Le projet InterSCOT Girondin*, Rapport de stage effectué au Conseil Général de la Gironde (DGAD/DCTE), Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Septembre.

L'InterSCoT est une démarche prospective lancée en Décembre 2010 par le Conseil Général de la Gironde à la suite de deux ans de travaux menés conjointement avec l'Etat, la Communauté Urbaine de Bordeaux et l'Agence d'Urbanisme de Bordeaux sur les enjeux d'avenir des territoires girondins. Les territoires girondins connaîtront d'ici 2030 un accroissement démographique important. Ils doivent faire face à un certain nombre de problèmes qui en découlent et qu'il faut anticiper : la congestion de l'agglomération ; l'étalement urbain et la consommation d'espaces croissante ; l'accroissement des déplacements, de la consommation des ressources et de l'énergie, de la demande en termes d'emplois et de services... Pour répondre aux enjeux, le Département a proposé aux techniciens et élus des territoires girondins couverts par un SCoT, de mener un travail de co-construction pour faire ressortir un projet de développement pour la Gironde de demain.

3) GIRAUD Sarah, 2011, *Approche territoriale de l'évaluation du programme FEDER 2007-2013 en Aquitaine*, Rapport de stage effectué au SGAR – Préfecture de Région Aquitaine, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Septembre

La programmation 2007-2013 du FEDER a supprimé le zonage dans la répartition des Fonds européens. Or, le financement des projets européens continue à avoir un impact territorial. Afin de mieux appréhender, cette étude portera sur la géolocalisation des projets soutenus par le FEDER en Aquitaine, tout en proposant une analyse des données du suivi de programme, de la typologie des porteurs de projets et du suivi des indicateurs sous un angle fonctionnel et territorialisé.

4) PAUMELLE Stéphanie., 2011, *Le Pays Val de Garonne-Gascogne : à la recherche d'une amélioration de son action territoriale*, Rapport de stage effectué au Pays du Val de Garonne-Gascogne, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Septembre.

Le territoire Val de Garonne-Gascogne, à la fois Pays et groupe d'action Locale, bénéficie par ce biais de deux dispositifs contractuels : le Contrat de Pays dans sa seconde génération (2009-2012) et le programme européen LEADER (2007-2013). A mi parcours de ces deux programmations, il s'avère intéressant de réaliser une évaluation intermédiaire de ce Contrat de Pays. L'objectif est de produire un état d'avancement, tout en analysant les enjeux et les objectifs afin de vérifier si l'atteinte des résultats attendus est en bonne voie. Par ailleurs, cette étude s'est consacrée à expliciter la méthodologie et la démarche de construction du projet de programmation du programme LEADER.

5) RIBEREAU Fanny, 2011, *Schémas des services des pays : regards des territoires et premier bilan*, Rapport de stage effectué à pays et quartiers d'Aquitaine, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Septembre.

Cette étude s'attache à analyser la mise en œuvre des schémas de services à la population portés par les pays. Elle a vocation à produire de la connaissance sur ces démarches parmi un échantillon de territoires aquitains. Elle permet d'apprécier les différents modes opératoires portés par ces pays dans l'élaboration de ces démarches, d'identifier les plus-values que l'on peut retirer d'un schéma de services ainsi que ses faiblesses et les difficultés rencontrées sur le terrain par les acteurs locaux associés. La finalité de cette étude est de formuler des préconisations relatives à l'amélioration de cette démarche dans la perspective éventuelle d'une prochaine génération de contrat de pays. Ces préconisations sont faites à partir des enseignements tirés suite aux différents échanges réalisés avec les acteurs des territoires.

.....

6) GRANET Stéphanie, 2010, *Bilan des opérations d'aménagement et de développement commercial des communes rurales en Lot-et-Garonne*, Rapport de stage effectué à la Chambre de Commerce d'Agen, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Septembre.

Face à la multidimensionnalité des espaces ruraux, l'enjeu de préservation des commerces de proximité s'avère primordial pour maintenir une dynamique rurale. La CCI du Lot-et-Garonne accompagne les communes rurales dans la mise en œuvre d'actions en faveur de Commerces Multi-Services, d'Opérations d'Aménagement cofinancées par le FISAC. Cette étude fut orientée sur une évaluation d'efficacité et d'efficience de ces opérations selon la configuration des communes. Ce dispositif a des effets positifs sur la dynamique commerciale, maintenant des activités de proximité dans des espaces intermédiaires. L'impact est plus aléatoire dans des espaces agricoles vieillissants et peu denses, même si sa nécessité s'en trouve accrue.

7) HITTA Chloé, 2010, *Mise en œuvre et cohérence du Pôle d'Initiatives des industries de créations maritimes*, Rapport de stage effectué à la COBAS, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Septembre.

Devant l'attrait résidentiel du Bassin d'Arcachon, générateur de pression foncière pouvant enclencher à terme un risque de ségrégation et de dégradation des aménités littorales (condition d'attractivité), la COBAS souhaite actuellement densifier la vocation productive de cet espace littoral. Est en cours de réflexion la mise en place d'un Pôle d'Initiatives des Industries de Créations Maritimes, devant à la fois renforcer les activités nautiques présentes et doter ce territoire d'un avantage compétitif et différenciatif. Cette étude aborde les enjeux d'un tel projet, les critères de choix, les conditions de faisabilité, l'impact attendu de ce Pôle.

8) MOGNOT Cécile, 2010, *La structuration des filières aval bio en Aquitaine : un projet des Chambres d'Agriculture*, Rapport de stage effectué à la Chambre régionale d'Agriculture d'Aquitaine, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Septembre.

Le maintien de l'activité agricole passe de plus en plus par une agriculture plus compétitive. Dans le Grenelle de l'Environnement, le plan d'actions « Horizon 2010 » fixe un objectif de 6% de la SAU française en agriculture biologique. La Chambre Régionale d'Agriculture d'Aquitaine a lancé une étude sur les conditions de faisabilité de la mise en application d'une filière biologique dans la région. L'objectif de l'étude a été d'identifier les moyens d'action envisageables pour assurer des débouchés à ces produits issus de l'agriculture biologique. L'intérêt fut de mettre en évidence le degré d'adéquation entre l'offre et les débouchés potentiels, les freins et les leviers d'action de cette mise en adéquation, la stratégie d'action pour la structuration de cette filière à partir des outils de management et d'évaluation de projets.

.....

• Stages effectués au CETE du Sud-Ouest

9) BASQUE D., 2010, *Analyse de la capacité d'accueil sur le littoral aquitain*, Rapport de stage, Master « Géomatique et conduite de projets territoriaux », Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse.

Les documents d'urbanisme constituent un révélateur des dynamiques de développement. Au-delà de leur dimension statique en matière règlementaire, ils comportent des stratégies que nous souhaitons repositionner dans un temps plus long d'analyse diachronique. Pour cela, nous avons réalisé une analyse des bases de données MAJICII permettant de caractériser le rythme de la consommation de l'espace. Au travers d'indicateurs sur la qualification et la quantification de cette consommation foncière, nous identifions des rythmes de développement permettant de définir la typologie de l'action publique en matière de planification territoriale. Cette analyse permet de constater des phénomènes de spécialisation des espaces et des stratégies communales.

10) LEBIAN J., 2009, *Analyse des processus d'urbanisation sur l'espace forestier de l'Ouest de l'agglomération bordelaise*, Rapport de stage de mise en situation professionnelle en « Aménagement et politiques urbaines », Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat.

Les tensions sur la ressource foncière sur notre territoire d'étude résultent des grands mécanismes de développement métropolitain. Les espaces forestiers périphériques deviennent l'objet des convoitises des projets économiques et résidentiels. L'étude a pour objectif de traduire ces dynamiques et d'explicitier les facteurs de mobilisation de l'espace en analysant les évolutions démographiques, le développement et la localisation des activités, ainsi que les conséquences en matière de développement. Il apparaît que le territoire d'étude se positionne en interface de plusieurs pôles de développement dont les évolutions restent variables, mais conduisent les communes à adopter des stratégies individuelles que nous recoupons avec leurs perspectives d'urbanisation traduites dans leur POS/PLU.

11) MORABITO L., 2009, *Analyse de la capacité de l'action publique à pérenniser le système forestier entre le Bassin d'Arcachon et l'agglomération bordelaise*, Rapport de stage, Master 2 «Gestion de l'environnement», Economie appliquée, Université de Bordeaux II.

Les pressions sur le foncier sont constituées par des jeux de concurrences entre les économies supports des revenus de l'espace. L'économie forestière du massif landais a été fortement atteinte avec deux tempêtes dans la décennie. Les modèles économiques sont compromis et constituent un terrain favorable pour le renouvellement des systèmes productifs. L'étude propose une lecture de la capacité de réponse de la filière forestière en pareille situation afin d'identifier si l'action publique entreprise sur le territoire d'étude permet de répondre à ces enjeux de consolidation. Il apparaît que contrairement à d'autres filières tel que la vitiviniculture, les acteurs de l'économie forestière ne disposent pas des mêmes atouts fédératifs pour faire valoir un renforcement de leur système productif. Il en résulte une incertitude importante qui est le siège de stratégie de mutation de l'occupation de l'espace forestier. Cet état des lieux est mis en corrélation avec les dynamiques de consommation de l'espace, que ce soit à des fins de constructibilité ou de changement de production (photovoltaïque...).

12) DORE, R., 2011, "La place de la forêt dans l'économie des communes situées dans la coupure d'urbanisation entre Bordeaux et Arcachon. Enjeux et Stratégies", Master 2 en Economie Appliquée. Option "Economie et gestion de l'environnement et des impacts environnementaux", Université Montesquieu Bordeaux IV, 87 p.

- Résumé non disponible -

.....

• CEMAGREF de Bordeaux

13) Qchiqach S. et Laulon S., 2011, *Enquête sur la fréquentation touristique du Bassin d'Arcachon-Val de L'Eyre*, Rapport d'Etude (dans le cadre d'un stage effectué au CEMAGREF), IUT STID, Université de Pau et des Pays de l'Adour.

Cette étude porte sur la fréquentation du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre au cours de l'été 2010. L'objet était de pouvoir établir un profil socio-économique et socio-spatial des touristes qui se rendent sur ce territoire. Les données utilisées proviennent des réponses à un questionnaire auprès de 400 touristes. Parmi eux, la moitié a eu la version B1 et l'autre, moitié la version B2. Nous allons donc d'abord étudier la population totale puis ensuite, chaque moitié.

ANNEXE 10

PROGRAMME DES SEMINAIRES ACTER



PSDR Aquitaine - Projet ACTER

Action territoriale : quels modes de gestion publique des dynamiques rurales ?

Ce projet, est centré sur les interactions entre les mutations des territoires ruraux et les formes d'action publique territoriale, où la question foncière est le fil fédérateur. Quelle adéquation entre les incidences de la multifonctionnalité rurale et les formes d'action publique ? Comment apprécier les trajectoires socio-économiques issues de l'action publique territoriale et comment améliorer son efficacité ? La démarche se veut intégrée et partenariale.

RENCONTRE - DEBAT

Gestion du foncier et stratégies territoriales

Jeudi 24 Juin 2010

Université Montesquieu-Bordeaux IV, Salle de Conférences

L'objet de cette journée est de faire rencontrer des universitaires et des acteurs du terrain autour de préoccupations actuelles. Quelles pressions actuelles ? Quelles attentes ?

Cette journée est organisée sous forme d'échanges permettant de confronter les perceptions et de réfléchir sur de nouvelles modalités de gestion des dynamiques territoriales.

9h00 – Accueil - café

9h30 - Les enjeux du développement territorial

- La démarche ACTER, Marilyne Peyrefitte, Coordinatrice du projet ACTER (GREThA)
- ACTER et le GREThA, Claude Dupuy, Responsable du programme A « Industrie et Territoire » du GREThA (Université Montesquieu-Bordeaux IV)

10h00 - Atelier 1 : Le positionnement du foncier

Animation : Jeanne Dachary-Bernard (CEMAGREF)

- Un retour des préoccupations foncières, Guillaume Pouyane (GREThA)
- La parole aux acteurs : quelle vision du foncier ?

Débat et propositions

11h30 – Atelier 2 : Les conflits dans l'occupation de l'espace

Animation : Nathalie Gaussier (GREThA)

- Les enjeux littoraux, Frédéric Gaschet (GREThA)
- Les enjeux forestiers, Didier Labat (CETE du Sud Ouest)
- La parole aux acteurs : quels enjeux du rural agricole dans la pratique ?

Débat et propositions

13h00 – Buffet

14h00 – Atelier 3 : Les contraintes des stratégies territoriales

Animation : Pierre Delfaud (GREThA)

- L'enchevêtrement des stratégies territoriales
- La parole aux acteurs : la gouvernance, comment faire ?

Débat et propositions

15h30 – Atelier 4 : Les interrogations du PSDR

Animation : Claude LACOUR (GREThA)

- Les formes de coopération
- Le PSDR et l'Aquitaine, Marie Lemarie, Animatrice PSDR (CEMAGREF)

Conclusion de la journée - Marilyne Peyrefitte, Coordinatrice du projet ACTER (GREThA)



CETE du Sud-Ouest



Projet de Recherche « Attractivité et compétitivité des territoires ruraux »
Proyecto de Investigación « Poder de atracción y competitividad de los territorios rurales »

Séminaire de travail « Quelle action territoriale pour quelle dynamique rurale? »
Seminario de trabajo « ¿Qué acción territorial para qué dinámica rural? »



Université Montesquieu-Bordeaux IV – Universidad de Castilla-La Mancha
Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales (seminario 3)



Albacete, 13 y 14 de enero de 2011

Jueves, 13 de enero

9,30h. **Bienvenida y entrega de documentación.**

10,00h. **“Un enjeu d’attractivité comme fondement des projets d’action des territoires ruraux”**. Marilyne Peyrefitte, Maître de Conférences, GREThA, Université Montesquieu-Bordeaux IV.

10,45h. **“La complexité de l’action publique dans le changement d’usage des sols”**. Nathalie Gaussier, Maître de Conférences du GREThA, Université Montesquieu-Bordeaux IV, et Stéphanie Peres, ENITA, Université de Bordeaux.

11,30h. *Pausa-café.*

12h. **“Las políticas sobre el uso residencial del suelo con impacto en el territorio”**. Mercedes Sanz Gómez, Profesora de Economía Política y Hacienda Pública, Universidad de Castilla-La Mancha.

12,45h. **“Las políticas energéticas en el territorio: el caso de las energías renovables”**. José Baños Torres, Profesor de Economía Política y Hacienda Pública, Universidad de Castilla-La Mancha.

14h. *Comida.*

16h. **“Las políticas medioambientales en el territorio: los espacios protegidos”**. Carmen Selva Sevilla, Profesora de Economía Política y Hacienda Pública, Universidad de Castilla-La Mancha.

16,45h. **“Presentación de las fichas de municipios del proyecto de investigación”**. Gloria Pérez-Bustos, personal contratado con cargo a proyectos de investigación.

18,30h. *Visita al casco antiguo de Chinchilla.*

20h. *Cena en Chinchilla.*

Viernes, 14 de enero

9,30h. **“Le rôle des petites villes dans les espaces ruraux”**. Claude Lacour, Professeur et Sylvette Puissant, Ingénieur de Recherches du GREThA, Université Montesquieu-Bordeaux IV.

10,30h. **“La experiencia del desarrollo rural en la Comarca de La Manchuela”: ¿Qué cambios y transformaciones?** Malaquías Jiménez Ramírez, Gerente del Centro de Desarrollo Rural de La Manchuela.

11,15h. *Pausa-café.*

11,45h. **Mesa redonda: “Problemas y necesidades derivados de las transformaciones en los espacios rurales castellano-manchegos”**.

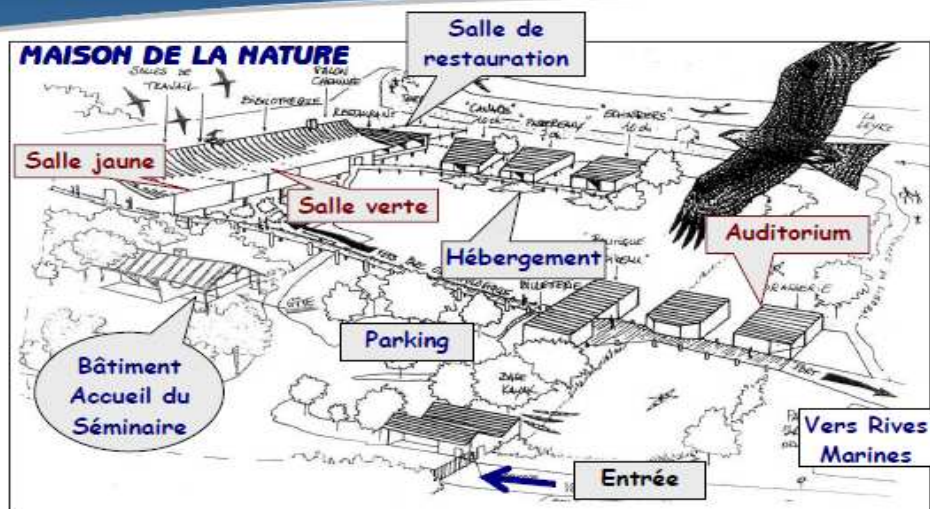
Participan los gerentes y responsables de varios Grupos de Acción Local.

14,30h. *Comida.*

19h. *Visita al Museo de la Cuchillería.*

21h. *Cena de despedida.*

PLANS DE SITUATION



CONTACT
 Marilyne PEYREFITTE
 E-mail : peyrefit@u-bordeaux4.fr
 Tél : +33 (0)6 76 87 32 21

4 XXVII^e RENCONTRES ARETHUSE



SEMINAIRE - RENCONTRES ARETHUSE

Association des Rencontres Economiques Thématiques des Universités du Sud de l'Europe
 (<http://arethuse.gretha.u-bordeaux4.fr>)

MUTATIONS TERRITORIALES : MANAGEMENT ET STRATEGIES PUBLIQUES

PROGRAMME

(Version définitive)

8 – 9 septembre 2011

**Maison de La Nature du
 Bassin d'Arcachon**

(Le Teich – France)

La thématique de ce Séminaire est en relation avec le projet de recherche **ACTER** (programme PSDR piloté par l'INRA), concernant les interactions entre l'action territoriale et les dynamiques rurales



CETE du Sud-Ouest



JEUDI 8 SEPTEMBRE 2011



VENDREDI 9 SEPTEMBRE 2011



8h30 : Accueil des participants (Bâtiment accueil)
(dès le mercredi 7 septembre fin après-midi pour les participants étrangers)

9h00 : Séance d'ouverture à l'Auditorium

- Allocutions d'ouverture
- Eléments d'organisation
- Présentation de la thématique



10h30 : Pause-café (Salle de restauration)

11h00 : Reprise de la Séance plénière (Auditorium)

Interventions sur les mutations territoriales



13h00 : Déjeuner – Buffet (Salle de restauration)

14h00 : Ateliers – Session 1

- Atelier 1 : Action territoriale - ACTER (Auditorium)
- Atelier 2 : Trajectoires économiques (Salle jaune)
- Atelier 3 : Territoires sensibles (Salle verte)

16h30 : Assemblée Générale d'ARETHUSE (Auditorium)

17h00 : Pause-café et rafraîchissements (Salle de restauration)

18h00 : Départ en bus (horaire impératif)
Découverte des Ports ostréicoles, Dune du Pyla



20h30 : Cocktail dinatoire
Restaurant « Le Panorama » avec vue sur le Banc d'Arguin

23h00 : Arcachon « by night » (selon l'horaire et la météo)

9h00 : Ateliers – Session 2

- Atelier 1 : Action territoriale - ACTER (Auditorium)
- Atelier 2 : Trajectoires économiques (Salle jaune)
- Atelier 3 : Territoires sensibles (Salle verte)

10h45 : Pause-café (Salle de restauration)



11h15 : Reprise des Ateliers – Session 2

- Atelier 1 : Action territoriale - ACTER (Auditorium)
- Atelier 2 : Trajectoires économiques (Salle jaune)
- Atelier 3 : Territoires sensibles (Salle verte)

13h00 : Déjeuner – Buffet (Salle de restauration)

14h00 : Table – Ronde (avec des acteurs du terrain)

« Quelles contraintes actuelles pour l'action territoriale ? »

16h00 : Pause-café et rafraîchissements (Salle de restauration)

17h00 : Départ en bus pour Arcachon (horaire impératif)



18h00 : Découverte du Bassin d'Arcachon en bateau
Tour de l'Ile aux oiseaux - villages ostréicoles - Cap Ferret

20h30 : Dîner de gala
Restaurant « L'Escale » au Cap Ferret



23h00 : Retour sur Arcachon - Le Teich

ANNEXE 11

CONTENU DU DOSSIER TECHNIQUE COMPLEMENTAIRE

Remarque : La numérotation des documents correspond à la liste des livrables (cf 3.4.) mentionnées dans le Rapport Scientifique

DOCUMENTS 1 - FOCUS REALISES

9) Poster du projet ACTER, Novembre 2010.

10) Projet ACTER - *Action territoriale : quels modes de gestion des dynamiques rurales ?*, Novembre 2010.

11) Synthèse du Séminaire du 24 juin 2010 sur *Gestion du foncier et stratégies territoriales*, Janvier 2011.

12) Synthèse sur *Dynamiques foncières sur le littoral aquitain*, Décembre 2011.
(non inséré dans ce dossier)

DOCUMENT 2 - PROGRAMME DU SEMINAIRE EUROPEEN

Programme détaillé du SEMINAIRE- RENCONTRE ARETHUSE sur *Mutations territoriales : management et stratégies territoriales*, 8-9 septembre 2011, Maison de la Nature du Teich (France).

DOCUMENTS 3 – RAPPORTS DE RECHERCHE

3) **Labat Didier et Auélien Péré, 2011**, *L'action publique, déterminant de la résilience forestière ? Analyse sur une coupure d'urbanisation sur l'espace forestier des Landes de Gascogne*, Communication présenté au rencontres ARETHUSE, Le Teich, 8-9 Septembre.

4) **Dachary-Bernard Jeanne et Lyser Sandrine, 2011**, *Evaluation des choix d'aménagement sur le Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre : préférences des touristes*, Note de synthèse, CEMAGREF, Décembre.

DOCUMENTS 4 – RAPPORTS D'ETUDES DE TERRAIN

5) **Biarrotte C., Granet S., Hita C., Terzi M., 2010**, *La politique agricole intercommunale de la CC du Val de Garonne*, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Mars.

6) **Géraud J., Giraud S., Grenet P., Larrebourg A.S., Laubie A., Lurcin T., 2011**, *Quelle gestion foncière sur le littoral Aquitaine ?*, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Mars.

7) **Bédril M., Cazaubon S., Gascard N., Hermite L., Laborde A., 2011**, *Les effets structurants des villes petites et moyennes*, Rapport d'étude, Master 2 « Aménagement du Territoire et Développement Local », Université Montesquieu-Bordeaux IV, Mars.

8) **Qchiqach S. et Laulon S., 2011**, *Enquête sur la fréquentation touristique du Bassin d'Arcachon-Val de L'Eyre*, Rapport d'Etude (dans le cadre d'un stage effectué au CEMAGREF), IUT STID, Université de Pau et des Pays de l'Adour.

